

# L'ENFANCE ABANDONNÉE

voir notre dossier p.11 à 16

## **lutte** **ouvrière**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 431 - 4 décembre 1976 - prix : 3 F

**UN PATRON  
DE COMBAT :  
LE COMITE  
D'ENTREPRISE  
DE  
RENAULT - FLINS**  
p.19

# LA DROITE EN CRISE



**Petits commerçants :**  
**le coup de poing**  
**sur la table ,**  
**ça paye !** p.3

**PARISIEN LIBÉRÉ :**  
**la justice**  
**au secours**  
**d'Amaury** p.5



## DANS LE MONDE

- Page 9 :  
— RDA : de l'affaire Biermann à l'affaire Havemann.  
— La guerre de la morue et l'absurdité des frontières.  
Page 10 :  
— Afrique du Sud : les collaborateurs noirs de Vorster l'abandonnent.  
— La Turquie et les séismes : 65.000 morts en 52 ans !

## EN FRANCE

- Page 4 :  
— Le duel Giscard-Chirac.  
Page 5 :  
— A propos du Conseil des ministres à Lille.  
— Amaury et la justice de Giscard contre les travailleurs du Parisien libéré.  
Page 6 :  
— Police : des méthodes de tortionnaires.  
— Aznavour, le fric et le fisc.  
— Pradel ou la politique de l'apolitisme.  
Page 7 :  
— Les transports en commun et la carence des pouvoirs publics.  
— Un jeune de 18 ans est mort à la piscine Edouard-Pailleron.  
Page 8 :  
— Barre en action.  
— Flagrants délits et justice de classe.  
Page 17 :  
— Lu avec intérêt.  
— Réhabiliter Marty ? Quand Rouge se trompe de camp.  
Page 18 :  
— Discussion LCR-LO.  
Page 19 :  
— Un patron de choc : le CE de Renault-Flins.  
— Hôpital Saint-Ambroise (Paris) : le macaron crée des bouchons.  
Page 20 :  
— Aubry (St-Florent-sur-Cher) : après un accident, grève victorieuse contre les cadences.  
— Boussac (Lunéville), Citroën (Saint-Ouen), Houillères de Lorraine.

## DOSSIER

- Pages 11 à 16 :  
**LES ENFANTS DE L'ASSISTANCE**  
— 700.000 enfants « pris en charge ».  
— L'enfance abandonnée au quotidien.  
— L'Etat et la protection de l'enfance.  
— Les « travailleurs sociaux » et l'Aide à l'enfance.  
— « Protection de l'enfance » et société socialiste.

## DIVERS

- Page 21 :  
— Livres : Le Portugal d'Otelo, de J.-P. Faye ; Tout fout l'camp, de Hasard d'Estlin ; Silence, on crie, de Marie Vaubourg.  
Page 22 :  
— « Charlebois s'en vient ».  
— Exposition : Les origines de l'homme.  
Page 23 :  
— Films : Winstanley ; Le voyage au bout du monde, de Cousteau ; La première fois, de Claude Berri.

**LUTTE OUVRIERE** regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand ou de Wilson, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :  
Département Offset-Presses - L.I.T.O. - 236-45-28  
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1<sup>er</sup>)

Impression :  
SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

## TROTSKY EN BANDE DESSINEE ?

Camarades, (...)

Ce qui me fait reprendre la plume aujourd'hui concerne votre dossier sur la presse des jeunes.

D'une part, il met en évidence les préjugés racistes, sexistes et militaristes que répand cette presse, et c'est fort bien. Mais votre analyse de la bande dessinée m'a profondément déçu. Certes, vous avez raison de dénoncer le côté raciste et malsain (à bien des points de vue) de certaines bandes dessinées. Mais lorsque vous affirmez que la bande dessinée ne peut être un instrument de culture, alors là, non !

1) La bande dessinée est un art (avez-vous déjà vu des planches de Philippe Druillet ? Sinon regardez d'autres revues que Spirou et Tintin, et vous verrez que certains dessinateurs méritent le nom d'artistes). Or l'art est une partie importante de la culture.

2) La bande dessinée n'a pas à être mise en concurrence avec le livre. Elle peut être un moyen d'enrichissement pour l'enfant (et même pour l'adulte). (...)

Enfin je dirai que, si on ne regarde que cette « propagande nationaliste » qui s'appelle L'histoire de France en bandes dessinées (Allez les verts ! Bien pardon les Francs !), on ne voit pas plus loin que le bout de son nez. Allons, camarades, vous n'ignorez pas qu'un très bon livre est paru s'intitulant Marx, vous connaissez ? et qu'il se propose de raconter la vie et l'œuvre de Marx en bandes dessinées. Etes-vous contre ce genre de choses ? C'est la preuve éclatante que non seulement elle peut être enrichissante, mais aussi qu'elle peut aider notre combat pour le socialisme. Pourquoi pas une histoire (bien faite) de la Révolution russe ou de la Commune de Paris en bandes dessinées ? Excellente introduction à tous les livres très importants écrits sur la lutte de la classe ouvrière. Et Trotsky en bandes dessinées hein ? (...)

Je crois que votre erreur a été de ne voir que la « B-D » dont tout le monde parle (Spirou, Tintin) et ainsi seulement un côté du problème. Mais jetez quand même un coup d'œil sur d'autres « B-D ». Vous y découvrirez la poésie (Philémon de Fred), la beauté (Druillet), l'humour (Cellulite de Claire Bretecher), et beaucoup d'autres choses. Quant au reste du dossier, il est très bien. (...)

J'ai été long et je m'en excuse. Mais votre journal est de grande qualité puisqu'il permet d'ouvrir des débats. Celui de la « B-D » est, je l'espère, ouvert. Lecteurs de LO, à vos plumes.

Sincères salutations rouges d'un communiste (tendance B-D).

M.A., Strasbourg

pas immenses sur le chemin de la civilisation. Mais des progrès ont été faits. L'écriture, basée sur la retranscription conventionnelle et « économique » de la parole, puis la lecture et les livres ont permis une retransmission et un affinement des connaissances, sentiments et raisonnements humains sur une tout autre échelle, aussi bien quantitativement que qualitativement.

Tu évoques la possibilité de raconter la vie de Marx ou celle de Trotsky en bandes dessinées. Bien sûr. Mais les écrits de Marx ou de Trotsky, la « B-D » pourrait-elle donc en rendre compte mieux que leurs œuvres écrites elles-mêmes ? C'est cela que nous ne pensons pas. Et c'est tout ce que nous voulons dire.

La bande dessinée est un instrument de culture. Pour tous, mais surtout pour les jeunes, pour ceux auxquels la société d'exploitation n'a pas su donner le goût de la lecture, elle peut être d'un apport immense. Mais force est de reconnaître qu'il existe aujourd'hui, dans les milieux de gauche et d'extrême-gauche, un certain snobisme à la porter au pinacle sans souligner que, malgré toute sa force suggestive et expressive, elle comporte aussi des limites.

P.S. : Cela dit, une bonne bande dessinée sur la vie de Trotsky, on serait preneur !

Ces données font pressentir l'état catastrophique actuel. Commentaire d'un spectateur : « Y a plus d'eau dans la Seine : plus que de la mer-de ».

Après avoir vu le contenu d'un seau constituant le premier prélèvement effectué à la sortie d'un gros tuyau, un jour de travail, en fin de journée, je trouve cette image en-dessous de la réalité. C'est innommable...

Une embarcation ayant séjourné deux heures dans le jus était exposée : elle ressemblait fortement au fond d'une friteuse de Jacques Borel. (D'après un barreur, ça ne glisse pas mieux en compétition.)

— Pourquoi ces rejets ? Pourquoi cette « merde » ? La législation est insuffisante, c'est sûr. Mais pourquoi celle en vigueur n'est-elle pas appliquée ? Il semble que, comme l'a écrit M. Mars Valet pour la revue Pollu Stop de novembre (n° 48), le ministère de la Qualité de la vie n'émet pas d'opposition lorsqu'un tribunal administratif annule un arrêté préfectoral interdisant les déversements, et que, je le cite, « il semblerait qu'il reste à préciser, dans le cadre de l'application de la législation sur la résorption des déchets, si celle-ci est à deux tailles de mailles : l'une fine, pour coincer le petit gougnafier du coin qui déverse ceci ou cela, l'autre large au point de laisser passer les gros requins de la pollution industrielle ».

J.M.C.

## Qui êtes-vous, correspondant de LO ?

Nous demandons à la lectrice ou au lecteur qui nous a communiqué des informations sur une maison de retraite de Sceaux (Hauts-de-Seine) de bien vouloir nous envoyer dans les meilleurs délais le moyen de la ou le contacter.

Nous rappelons à ce propos que nous ne pouvons pas publier de lettre ou de communiqué de lecteurs ou lectrices anonymes. Il ne s'agit pas pour nous de mentionner systématiquement dans nos colonnes les identités de ceux qui nous écrivent (nous ne le faisons que sur leur demande ou avec leur accord). Mais il nous est indispensable de pouvoir, le cas échéant, vérifier et compléter les informations qui nous sont transmises. Même si notre courrier engage d'abord ceux qui nous l'adressent, il nous engage aussi nous-mêmes. Et nous pensons conforme à l'intérêt de tous nos lecteurs de pouvoir vérifier les informations qui nous sont transmises.

Merci d'avance à tous.

## POLLUTION

Le dimanche 21 novembre s'est déroulée au pont de Saint-Ouen l'opération « Pollu Test n° 6 ».

Cette manifestation, organisée par le club Pollu Stop 78/92 et le Groupe nautique de l'Ouest parisien, avait pour but de constater, révéler et dénoncer la pollution de la Seine. Elle a eu lieu devant les pontons du Rowing club (club d'aviron) avec la participation active du club de plongée local (Saint-Ouen Submarine).

Alors que nous grelottions sur le quai, une dizaine « d'hommes grenouilles » n'ont pas hésité à plonger dans une eau noire, grasse et pestilentielle. Ils ont effectué de nombreux prélèvements d'eau en diverses profondeurs, à des fins d'analyse.

Les premières constatations sont les suivantes :

— Le pH est supérieur à 9, donc nettement basique (une eau neutre donnant un pH 7).

— La visibilité est inférieure à 20 cm.

— Absence totale de flore, fonds très boueux.

— Berges maçonnées dangereuses à cause des dépôts graisseux.

## Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes :

**LUTTE OUVRIERE (1)**

pour une période de un an : prix, 90 F.  
pour une période de six mois : prix, 50 F.

**LUTTE DE CLASSE** pour une période de un an : prix, 50 F.  
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

**CEUX DU TECHNIQUE** pour une période de un an : prix, 10 F.

(mensuel destiné aux élèves du Technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière)

Ci-joint la somme totale de : francs

NOM

Prénom

Adresse

Code postal

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel RODINSON, CCP PARIS 6851-10.A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. (1) Rayer les mentions inutiles.



# Le coup de poing sur la table, ça paye !

Les discours musclés de Gérard Nicoud accusant les contrôles fiscaux d'être responsables de 16 suicides de petits commerçants et préconisant la création de brigades d'auto-défense, l'annonce de la constitution de telles brigades par le CID-UNATI, dans le Val-d'Oise d'abord et puis dans d'autres départements ont fait beaucoup de bruit ces dernières semaines.

La première réaction du ministre concerné, Durafour, a été de porter plainte contre Nicoud. Mais il n'empêche que les cris de colère des petits commerçants du CID-UNATI ont été entendus. Dans France-Soir du 3 décembre l'écrivain réactionnaire Jean Dutourd affirmait « que l'impôt en France est devenu si écrasant et si tyrannique qu'il pousse les petites gens à la mort ».

Et Giscard d'Estaing vient de déclarer qu'il souhaitait la création d'un corps de contrôleurs des contrôles fiscaux.

Bien évidemment, Giscard d'Estaing se moque comme de l'an Quarante des problèmes des petits commerçants. Ses contrôleurs des contrôleurs ne changeront rien à la situation de ceux-ci car ce qui est en cause, ce ne sont pas les prétendus abus de tel ou tel contrôleur, c'est toute la politique du pouvoir — c'est-à-dire d'abord de Giscard d'Estaing — par rapport aux petits commerçants.

Mais la déclaration de Giscard, tout en essayant de rejeter la responsabilité des contrôles tatillons auxquels sont soumis les petits commerçants sur les salariés du ministère des Finances, prouve que, du point de vue des petits commerçants, l'action du CID-UNATI n'a pas été inutile. Car cette déclaration de Giscard ne peut être interprétée que comme un désaveu du contrôle fiscal, que comme un encouragement aux petits commerçants contestataires, et constitue donc bel et bien un recul.

Il est vrai que toute la politique actuelle du gouvernement est dictée par de vulgaires préoccupations électoralistes et que Giscard ne peut pas envisager de se mettre à dos tous les petits commerçants, dont bon nombre votent traditionnellement pour les partis de droite.

Les syndicats ouvriers, par contre, ont condamné le CID-UNATI, sous prétexte que les contrôleurs du fisc sont des travailleurs.

C'est vrai que les fonctionnaires du ministère des Impôts ne sont certes pas responsables de la politique du gouvernement. Mais les petits commer-

cants n'ont pas non plus à accepter les tracasseries des contrôles fiscaux, sous prétexte que ce sont des salariés qui les effectuent.

Le rôle des syndicats, et plus généralement de toutes les organisations ouvrières, devrait être de montrer aux petits commerçants que, tout comme les travailleurs des usines, des bureaux ou des champs, ils sont victimes de la politique du grand capitalisme et de l'Etat à son service. Il devrait être d'appeler les petits commerçants à se battre aux côtés des travailleurs pour changer la vie pour construire une société qui fonctionne dans l'intérêt de tous ceux qui vivent de leur travail, et non des parasites de toutes sortes.

Au lieu de cela, Force Ouvrière revendique la dissolution du CID-UNATI et, sans aller jusque-là, la CGT voue elle aussi à la vindicte des travailleurs l'organisation de Gérard Nicoud. Mais c'est exactement ce que le gouvernement, ce que Barre et Giscard peuvent souhaiter de mieux. Toute leur politique consiste à essayer de dresser les uns contre les autres les travailleurs et les petits commerçants, à essayer de faire croire aux travailleurs que ce sont les petits commerçants qui sont responsables de la vie chère et à essayer de faire croire aux petits commerçants que les travailleurs sont responsables de l'inflation et de leurs malheurs.

Que les petits commerçants se battent contre une fiscalité injuste, contre la politique Barre-Giscard, nous, travailleurs, devons nous en réjouir. Et nous devons nous montrer solidaires de leurs revendications et de leurs luites, car c'est le seul moyen de leur montrer que nous ne sommes pas leurs ennemis et d'éviter du même coup qu'ils ne deviennent, eux, nos ennemis et qu'ils puissent être demain manipulés contre nous par la grande bourgeoisie ou ses agents politiques.

Et nous devons tirer les leçons de la reculade de Giscard devant la colère des petits commerçants. Ce n'est pas quand on se montre bien respectable et bien respectueux des lois qu'on se fait respecter, c'est quand on tape du poing sur la table. Et plutôt que de dénoncer le ton et les actions des dirigeants du CID-UNATI, ceux des organisations ouvrières feraient bien de s'en inspirer, pour appeler l'ensemble de la population laborieuse à faire échec à la politique de chômage, de vie chère et de misère du grand Capital.

Arlette LAGUILLER

## Quand les divisions de la droite attristent Mitterrand

Le jeudi 2 décembre, invité de l'émission « 13-14 » sur France-Inter, François Mitterrand a fait quelques déclarations non dénuées d'intérêt.

Deux choses sont à retenir.

En ce qui concerne la crise de la majorité, tout d'abord, Mitterrand a tenu à affirmer que « les divisions qui la séparent, qui la déchirent, l'incapacité où elle se trouve de régler sérieusement les affaires du pays, créent une situation dommageable ». Et il a ajouté : « Je ne me réjouis pas de cette situation ». L'affirmation est pour le moins surprenante, dans la bouche du leader de la gauche, dont on aurait pu croire que les difficultés de la droite lui réchaufferaient le cœur.

Mais cette attitude s'explique aisément. Mitterrand saisit l'occasion d'apparaître comme un homme politi-

que responsable. En manifestant son inquiétude devant un affaiblissement des « institutions de la France », même quand c'est la droite et ses querelles qui en sont responsables, il tient à montrer que, par-delà ses propres ambitions politiques et personnelles, il n'est guidé que par le seul « intérêt national ». Grand seigneur, Mitterrand se paie le luxe de donner à la droite des leçons de civisme et de responsabilité !

Par la même occasion, Mitterrand a réaffirmé aussi qu'il n'accélérerait pas le processus de la crise politique, autrement dit qu'il attendrait qu'on le sonne... pour une éventuelle participation gouvernementale. Voilà pour l'aspect homme politique bourgeois responsable.

Par ailleurs, le dirigeant du PS est intervenu aussi sur le chapitre de la

rencontre, à Lille, de Mauroy et Giscard. Mitterrand a cautionné totalement l'attitude de celui-là et l'a en même temps officiellement investi du titre de N° 2 du Parti Socialiste.

Mauroy a fait ce qu'il fallait, en recevant « comme il convenait » le président de la République, en même temps et jusqu'à nouvel ordre chef de la majorité. Et Mitterrand a saisi l'occasion de préciser que, s'il n'avait jamais eu d'entrevue avec le président de la République, il n'aurait pas non plus de sa part d'objection de principe à une telle rencontre. « Je n'ai jamais été invité à l'Elysée, sinon à la cantonade », a-t-il ajouté comme pour relancer Giscard. « Je pense qu'une telle invitation n'aurait de sens et ne serait acceptée que s'il s'agissait d'un puissant intérêt national ».

Mitterrand attendrait-il maintenant une invitation ?

Il y a quelques jours, on pouvait lire dans le Monde un article sur la situation politique engendrée par la crise de la majorité, signé Vianson-Ponté, dont le titre était significatif : « Tout est possible ». En effet bien des choses sont possibles. Et, à entendre Mitterrand, le ton et le contenu de ses derniers propos, après la rencontre Giscard-Mauroy, on peut raisonnablement se demander si une nouvelle possibilité ne vient pas s'ajouter aux autres : celle d'un flirt entre Giscard et les socialistes.

Mitterrand y répondrait certainement favorablement si un « puissant intérêt national » (c'est-à-dire l'intérêt de la bourgeoisie) l'y obligeait.

M.V.



# LE DUEL GISCARD CHIRAC



Au Comité central de l'UDR : Chirac, Guéna, Labbé et de Préaumont. Sur le macaron de Guéna, on peut lire : « Chirac, j'y crois ». Dieu le père en quelque sorte pour les gaullistes.

## Une droite depuis longtemps divisée

Il y a moins de trois semaines, à l'heure des commentaires concernant le résultat des élections partielles, c'était à qui, parmi les porte-paroles de la majorité, proclamerait le plus haut qu'il n'y avait pas de problème grave au sein de celle-ci. Mais qui oserait encore affirmer cela aujourd'hui, alors que le chef de file de l'UDR parisienne a ouvertement fait acte de candidature à la mairie de la capitale contre le candidat de Giscard, alors que l'UDR vient de décider de se transformer en un « Rassemblement » (ça rappelle quelque chose !) dont tout montre qu'il sera une machine de guerre anti-giscardienne.

Mais si le duel ouvert que se livrent actuellement Giscard et Chirac ne remonte guère à plus de trois mois, c'est d'un bien plus vieux problème qu'il s'agit, quant au fond : celui de la division permanente de la droite française.

Cette division en une multitude de partis, de groupes et de formations a marqué toute l'histoire de la Quatrième République, pour ne pas remonter plus haut, et elle a d'ailleurs été l'une des causes de l'instabilité gouvernementale à l'époque. La venue au pouvoir de De Gaulle en 1958, le changement de constitution et de loi électorale, et surtout le caractère bonapartiste du pouvoir, avaient alors amené la plus grande partie de cette droite à se regrouper au sein de l'UNR, l'ancêtre de l'actuelle UDR. Mais ce regroupement ne correspondait pas

à une homogénéisation politique de la droite. Des sympathisants ouverts de l'extrême-droite aux « gaullistes de gauche », le mouvement gaulliste n'était que le regroupement de tout le personnel politique de la bourgeoisie qui estimait n'avoir d'autre perspective que l'alignement derrière le « guide ». Car ce n'est pas De Gaulle, alors, qui avait besoin de regrouper une majorité parlementaire pour gouverner, c'est les hommes de la majorité qui avaient besoin de regrouper une majorité parlementaire pour gouverner, c'est les hommes de la majorité qui avaient besoin du label gaulliste pour se faire élire et pour pouvoir faire carrière.

Bien avant la mort de De Gaulle, cette cohésion forcée de la droite française avait déjà été remise en cause. Il ne faut pas oublier, en particulier, que ce sont des hommes de droite, comme Giscard d'Estaing, qui en 1969 firent basculer la victoire au référendum dans le camp des « non », et qui amenèrent la démission de De Gaulle.

Les cinq ans de règne pompidolien qui suivirent pouvaient encore faire illusion. L'Élysée restée aux mains de l'UDR, celle-ci demeurait la meilleure dispensatrice de postes et de prébendes, et le mouvement gaulliste garda son unité autour de la soupe.

Et il rallia même autour de lui un certain nombre d'hommes politiques, comme Giscard ou Duhamel, qui s'étaient un moment posés en opposants à De Gaulle.

Mais la mort de Pompidou révéla ce que cachait en fait cette unité de façade, en amenant Giscard et Chaban-Delmas à s'affronter ouvertement, et toute une partie de l'UDR, derrière Chirac, à laisser choir le candidat gaulliste pour se rallier à la candidature de Giscard.

Là aussi, la victoire de Giscard pouvait faire illusion, puisqu'il bénéficia finalement du soutien de tous les hommes de droite qui, de Lecanuet à Servan-Schreiber, se tenaient encore à l'écart de la majorité. Mais cette nouvelle majorité giscardienne, pour s'être élargie, n'en était que plus grosse de contradictions. Et les événements de ces derniers mois l'ont bien montré.

Il y a certes, dans les luttes intestines qui divisent aujourd'hui la majorité, le jeu de bien des ambitions personnelles, à commencer par celles des deux principaux protagonistes, le président de la République et son ancien Premier ministre.

Il y a aussi l'affrontement de deux politiques, celle de Giscard qui, depuis son élection, se veut partisan de réformes et ne renonce pas à courtiser l'aile social-démocrate de l'Union de la gauche — comme vient de le montrer son voyage à Lille —, et celle de Chirac, champion d'une politique où la droite n'essaierait pas de se camoufler de cette manière, mais apparaîtrait plus ouvertement pour ce qu'elle est.

Mais il y a en outre, dans la crise politique que traverse ac-

tuellement la majorité, la résurgence de vieux problèmes de la droite française. C'est en particulier manifeste en ce qui concerne celui du mode d'élection du parlement européen, qui risque de diviser ouvertement la classe politique suivant un autre clivage que celui droite-gauche. Dans un camp, il y aurait les adversaires de l'élection de ce parlement au suffrage universel, qui regrouperait une large partie des gaullistes et le Parti Communiste. Dans l'autre, les partisans de ce mode d'élection, rassemblant le reste de la droite et le Parti Socialiste. Cette situation n'étant d'ailleurs pas sans rappeler celle créée dans les années 1950 par le projet de Communauté Européenne de Défense, qui entraîna la chute de tant de gouvernements, victimes de la division de la droite entre européens convaincus, ne voyant d'autre solution que l'alignement sur l'impérialisme américain, et partisans du maximum d'indépendance possible (c'est-à-dire pas grand-chose) par rapport à celui-ci.

Cela signifie que même si Chirac réussit à réunir dans son « Rassemblement » la plus grande partie de la droite, celle-ci n'en sera pas pour autant à l'abri de nouvelles divisions si Giscard lui cède un jour la place.

Mais cela ne signifie pas, par contre, que cette division porte forcément tort, électoralement, à la droite, car elle lui permet de sécréter à intervalles réguliers des fausses oppositions, du gen-

re de celle de Lecanuet en 1965, de Giscard en 1969... ou de Chirac actuellement, qui peuvent empêcher les mécontents de basculer en trop grand nombre dans l'électorat de gauche, ou simplement de s'abstenir.

En Europe occidentale la droite française, l'une des plus divisées, est en tout cas celle qui dans le cadre d'un régime parlementaire est au gouvernement sans partage depuis le plus longtemps.

François DUBURG.

**A propos  
des projets  
prêtés par  
Lutte Ouvrière  
à Bergeron :  
Autant  
pour nous !**

*A la suite de la publication dans nos colonnes (Lutte Ouvrière n° 427) d'un article intitulé « Bergeron s'en va-t-en guerre », dans lequel nous écrivions : « Les déclarations de Bergeron ne sont peut-être pas étrangères aussi à des préoccupations électoralistes. Un leader syndical comme lui, membre du PS de surcroît, peut voir bien des perspectives s'ouvrir devant lui dans l'hypothèse d'un gouvernement de gauche. », des camarades nous ont demandé en fonction de quelles informations nous prêtions à Bergeron ces projets de carrière politique.*

*Eh bien, à vrai dire, d'aucune. Cet article, qui visait pour l'essentiel, et à juste titre, à montrer comment FO, avec sa « politique contractuelle », se trouve depuis le blocage des salaires dans une impasse manifeste, se terminait sur une boutade de politique-fiction qui, à la relecture, nous paraît d'ailleurs fort contestable, dans la mesure où elle prête à Bergeron des projets que rien ne permet de lui attribuer.*

*A l'avenir, nous essaierons de freiner l'imagination de nos rédacteurs !*

Lucienne PLAIN

### LE CONGRES DU PARTI RADICAL :

## Derrière Giscard, pour combien de temps ?

« Les radicaux soutiennent sans équivoque l'entreprise réformatrice du président de la République... », peut-on lire dans la résolution adoptée par le congrès du Parti Radical. Mais il s'en est fallu de peu qu'à l'issue d'un débat agité la résolution n'ait un contenu tout à fait différent. Tout au long de la journée du vendredi 26 novembre, les discussions et débats se traduisaient en effet par un clivage net entre les tenants de Giscard, pour la plupart d'ailleurs embarqués comme ministres ou secrétaires d'Etat sur la galère gouvernementale et n'ayant pas l'intention de se jeter à

l'eau sans y regarder à deux fois, et les autres, séduits par l'opération Chirac, convaincus que l'avenir politique du Parti Radical, ou plutôt le leur, passait désormais par le ralliement à l'ancien Premier ministre. Situation dangereuse, grosse de dissensions, de divisions sinon d'éclatement, pour un parti qui voyait son président, Gabriel Péronnet, ne pas hésiter à clamer ses sympathies pour Chirac. Et il a fallu toute l'autorité de Jean-Jacques Servan-Schreiber, déclarant de façon péremptoire « ce rassemblement ne saurait, en aucun cas, nous intéresser », pour maintenir la

formation radicale derrière Giscard. Peut-être devait-il bien ça à un président qui, au cours de son voyage en Lorraine, ne ménageait pas les compliments à son adresse, à son œuvre de président du Conseil régional ? Mais cette attitude de J.J.S.S., qui apparaît désormais comme celle, officielle, du Parti Radical, relève plus de l'attentisme que d'un choix politique définitif.

La sagesse politique commande seulement aux radicaux de ne pas s'embarquer sur un bateau avant d'être sûrs qu'il ne prend pas l'eau. J.J.S.S. sait d'ailleurs choisir le cheval gagnant du moment

quelques secondes avant que celui-ci ne franchisse la ligne d'arrivée ; son ralliement à Giscard à la veille des élections présidentielles de mai 1974 est là pour nous le rappeler. C'est pourquoi aujourd'hui, dans la résolution et la prise de position du Parti Radical, ce qui est significatif n'est pas tant la solidarité réaffirmée avec Giscard que l'impact qu'a rencontré Chirac dans l'un des partis avec lesquels certains giscardiens rêvent de construire un « grand rassemblement », pour faire concurrence à celui de Chirac.



# A PROPOS DU CONSEIL DES MINISTRES A LILLE :



(A.F.P.)

## ● QUAND LE « FIGARO » FAIT LA GUEULE

Le petit voyage de Giscard à Lille et surtout les rapports courtois que le président de la République y a noués avec les autorités municipales socialistes n'ont pas laissé ces Messieurs du Figaro insensibles.

Bien sûr, ce n'est pas de leur larne attendrie ou émue qu'ils y sont allés. Ils feraient plutôt la gueule...

C'est que la « courtoisie républicaine », ils respectent. La recherche du dialogue avec l'opposition — cette solidité constante de la politique giscardienne —, ils comprennent. Mais en l'occurrence, Giscard serait allé trop loin.

Oh, certes, la remontrance du Figaro à Giscard est discrète. Elle est exprimée dans les termes métaphoriques et tout en nuances du dernier paragraphe de l'éditorial du 2 décembre, signé Xavier Marchetti : « Quand le cheval ne veut pas boire (le cheval, c'est Mauroy, note de LO), on perd son temps à siffler pour l'y inviter... Ce serait faire injure au chef de l'Etat que de penser un instant qu'il ne l'a pas senti à Lille. (...) Sa conviction est que ce qui intéresse les Français échappe aux clivages politiques, ou devrait y échapper. Sa ligne d'action procède de cette conviction. (...) Sur le « long terme », on peut y souscrire. Dans le « court terme », jalonné par deux échéances électorales où l'affrontement sera féroce, mieux vaut n'y point trop penser ».

Les expressions de « long terme » et de « court terme » sont soulignées par nous. Ces Messieurs du Figaro n'auraient pas eu l'outrecuidance — « courtoisie républicaine » oblige — de le faire et de dire ouvertement à Giscard : pas question d'une ouverture vers les socialistes avant Pâques ou la Trinité. Mais les mots n'en disent pas moins ce qu'ils veulent dire. Ces Messieurs du Figaro pensent que Giscard en fait trop dans sa tentative de « décrispation » à gauche.

Et derrière ces ronds de

phrases à propos du voyage de Lille, on sent tout leur embarras, exprimé d'ailleurs plus ou moins ouvertement depuis plusieurs jours, à choisir entre Giscard et Chirac.

Entre les deux, leur cœur balance... Ils ne savent pas lequel aimer des deux... Mais on sent que c'est à Chirac, leur préférence.

Si l'on suit les paroles de la ronde enfantine, sera-ce bientôt pour Giscard, les cent coups de bâton du Figaro ?

M.V.

## ● LE SENS DES NUANCES

Interviewé sur les ondes de RTL par un journaliste qui lui demandait ce qu'il pensait de la rencontre entre le maire socialiste de Lille et le président de la République, Gustave Ansart, l'un des dirigeants du Parti Communiste, a déclaré, tout en multipliant les phrases du genre « Je ne voudrais pas juger mon camarade Mauroy », que, tout compte fait, il réprouvait l'attitude du maire de Lille.

Mais que lui reproche-t-il exactement ? D'avoir répondu à l'invitation de Giscard d'Estaing ? Non, même pas. L'unique critique qu'il formule à l'encontre de Mauroy porte sur le minuscule fait que celui-ci, lorsqu'il a reçu Giscard, était accompagné d'une partie de son conseil municipal. Lui, Ansart, s'il avait été à la place de Mauroy, aurait rencontré aussi le président de la République, mais seul.

Vous voyez bien que ces messieurs de la majorité n'ont pas tort de dire qu'il y a de très graves divergences entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste Français !

## ● LA DETENTE OU LA GÂCHETTE ?

Le lendemain du Conseil des ministres de Lille, alors que toute la presse était pleine de commentaires sur la ren-

contre Giscard-Mauroy et sur la décrispation politique en marche, les Républicains Indépendants réunissaient pour la première fois leur Conseil Politique, une nouvelle instance de direction du parti de Giscard, réunissant toutes les sommités de celui-ci : ministres, dirigeants des groupes parlementaires, maires de grandes villes, etc. De l'avis de France-Soir qui commentait l'événement dans son numéro du 3 décembre, il s'agit « d'un état-major de combat » et « l'énergique reprise en main des gaullistes par Jacques Chirac n'est évidemment pas étrangère au branle-bas des Républicains Indépendants ».

Alors, ça se décrispe ou ça se crispe ?

## AMAURY ET LA JUSTICE DE GISCARD CONTRE LES TRAVAILLEURS DU « PARISIEN LIBÉRÉ »

C'est par un ordre de grève de vingt-quatre heures que la Fédération des Travailleurs du Livre a immédiatement riposté à l'ordonnance du mardi 30 novembre de la cour d'appel de Paris prononçant l'évacuation des locaux du **Parisien Libéré**, et ce, sous astreinte de 5.000 F à payer par jour de retard. Il n'y aura donc pas de parution de journaux quotidiens le vendredi 3 décembre. Et peut-être, sous peu, une grève générale de la presse. En effet les représentants syndicaux des travailleurs du Livre ont d'ores et déjà annoncé que si Amaury le magnat de la presse, tentait soit de faire expulser les grévistes par la force des locaux de la rue d'Enghien, soit de faire exécuter l'astreinte financière, ils appelleraient alors à une « **suspension instantanée de toute parution de la presse parisienne** ».

Nous sommes pleinement solidaires des travailleurs du **Parisien libéré** et de tous les travailleurs du Livre qui les soutiennent dans ce conflit.

Voilà maintenant plus de dix-huit mois que les ouvriers du journal sont en grève. Voilà plus de dix-huit mois qu'ils ne réclament rien d'autre que le droit légitime de pouvoir vivre de leur travail. Et leur licenciement — qui touche six cents travailleurs — est particulièrement choquant, à un double titre.

Tout d'abord choquant parce que leur patron, le capitaliste de la presse Amaury, ne peut même pas invoquer qu'il n'a plus besoin de leur travail : le **Parisien libéré** continue de paraître sur les presses d'une petite imprimerie de province.

Et ce licenciement est choquant, surtout, parce que la société a besoin du travail

des ouvriers de la presse. Celle-ci est un formidable moyen d'expression et de culture. Elle pourrait être un formidable moyen de diffusion d'idées autrement plus intéressantes que les ragots de bas étage qu'un Amaury colporte dans les colonnes de son **Parisien** pour se faire du fric, en spéculant sur les préjugés les plus réactionnaires.

Mais la société « libérale avancée » de l'auteur de **Démocratie française** n'a que faire de tout cela. Dans tout le déroulement et les derniers développements de l'affaire du **Parisien libéré**, elle a montré son caractère réactionnaire et rétrograde, en ne soutenant que les seuls intérêts du requin Amaury.

Quand, le 3 mars 1975, les travailleurs du **Parisien** se sont mis en grève contre leur licenciement, Giscard n'a pas fait donner sa justice contre Amaury. Le licenciement était normal, dans l'ordre capitaliste des choses, et « normal » aussi, par voie de conséquence, l'intervention de la justice contre les travailleurs qui se défendaient par les seuls moyens à leur disposition : la grève avec occupation.

Aujourd'hui, Giscard, sa justice et Amaury gagnent un procès. Mais ils n'ont pas gagné la partie.

La guerre d'usure que le Syndicat du Livre soutient depuis vingt mois contre Amaury tourne à l'épreuve de force ouverte. Cette épreuve de force, Amaury ne l'a pas encore gagnée. Mais à condition que les déclarations du Syndicat du Livre ne soient pas que des mots. L'avenir montrera ce qu'il en est.

Michèle VERDIER

## LIBÉRATION DES IRANIENS EMPRISONNÉS ! LEVÉE DES MESURES D'EXPULSION !

C'est à la suite d'un attentat contre un membre de la SAVAK (Police politique iranienne) à Paris, agissant sous couvert des « affaires sociales » de l'ambassade d'Iran, que deux militants de l'Union des étudiants iraniens en France avaient été emprisonnés.

Malgré la demande de mise en liberté provisoire formulée par leurs avocats, Takbiri et Oskoui resteront à Fresnes : bien que le juge d'instruction chargé de l'affaire ait accepté la mise en liberté pour l'un des deux, le Parquet a fait opposition à cette mesure.

Pourtant, aucune preuve sérieuse ne peut être retenue contre ces deux militants. Dans

le même temps, le ministère de l'Intérieur a aussi fait expulser en Suède quatre autres militants en leur reprochant uniquement leurs idées politiques.

Contre l'emprisonnement et l'expulsion arbitraire de ces militants, les protestations viennent de toute part. Des intellectuels ont constitué un comité de soutien. Lundi 29 novembre, un meeting s'est tenu à la Mutualité à Paris, où plusieurs centaines de personnes ont manifesté leur indignation.

Il est manifeste que le gouvernement français, dont on connaît les liens privilégiés avec le régime sanguinaire du Chah, tient à montrer à

celui-ci qu'il défend ses intérêts avec zèle. Alors, le gouvernement a frappé à l'aveuglette dans l'opposition iranienne en France, en pensant qu'il n'y aurait pas trop de réactions.

Mais ce petit calcul risque de se retourner contre lui. De toute part doivent arriver des protestations. Les militants doivent être libérés, les quatre expulsés doivent pouvoir revenir en toute liberté en France. Lutte Ouvrière, qui s'est associée aux protestations depuis le début, appelle tous ses lecteurs à participer à toutes les actions exigeant la libération des emprisonnés et la levée des mesures d'expulsion.



## Des méthodes de tortionnaires

Une nouvelle fois, de façon barbare, les flics se sont manifestés par leur racisme anti-jeunes.

Dans la nuit du dimanche 28 novembre au lundi 29 novembre, deux jeunes qui circulaient à motocyclette sont interpellés par une R8, boulevard de la Chapelle, pour une vérification d'identité. Après qu'ils ont remis leurs papiers aux deux policiers de la R8, six mords de la police arrivent en trombe. On assiste alors à une scène pas croyable.

D'après l'Humanité du 30 novembre, les deux jeunes, qui n'avaient rien fait, sont roués de coups. Puis, après leur avoir mis des menottes aux mains, les brutes déchainées les attachent aux poignées des portières. Ils sont ainsi trainés sur plusieurs centaines de mètres, au risque de passer sous les roues de la voiture. Heureusement, des postiers qui se trouvaient présents au centre de tri de la gare du Nord crient, hurlent leur indignation et leur colère. Les flics finissent par relâcher les deux jeunes.

Le lendemain, la préfecture a fait état de ce « contrôle d'identité », en précisant que les jeunes avaient été relâchés deux minutes après. Mais, devant l'am-

pleur de protestations et la centaine de postiers témoins de la scène, la préfecture de police n'a pas pu faire autrement que de reconnaître l'incident, et elle fait mener une enquête par l'Inspection Générale des Services (la police des polices).

Finalement, les policiers seront déferés devant le conseil de discipline, car l'affaire a pris une trop grosse importance et il n'était pas possible de l'étouffer.

Mais de telles actions de la police sont malheureusement fréquentes, car parmi elle se trouve un certain nombre de sadiques ne pensant qu'à frapper sur les plus démunis, sur les travailleurs immigrés ou sur les jeunes. Bien sûr, tous les policiers ne sont pas d'épaisses brutes. Mais leur fonction, l'impunité dont bénéficie leur corps de répression ne peuvent qu'encourager de tels actes.

Quand on donne de sales besognes à faire, il n'est pas surprenant que, pour combler leurs bas instincts de « justiciers » de l'ordre, certains agissent comme des tortionnaires.

Juliette ARONI.

## Histoire d'A

A Bobigny, un procès vient d'avoir lieu, suite à la plainte déposée par une jeune femme italienne qui avait eu un enfant après un avortement légal.

Pour se faire avorter, Franca Bonfighi est venue en France en août 1975, puisque les lois italiennes le lui interdisaient.

Elle est entrée dans une clinique de la région parisienne pour y subir un curetage. Un mois après, elle s'aperçut qu'elle était toujours enceinte. Cette malheureuse histoire prit des proportions considérables puisque la naissance non désirée qui s'en suivit fut à l'origine d'un drame : le père de l'enfant, marié de son côté, fut tué par sa femme, qui se suicida juste après, au cours d'une scène de jalousie.

La jeune femme, estimant avoir subi un préjudice monnayable, a porté plainte pour « inexécution de contrat médical ». Elle réclame au médecin, outre des dommages-intérêts et le montant de certains frais, le paiement d'une pension alimentaire jusqu'à la majorité de l'enfant.

Cette dernière demande n'est peut-être pas du meilleur goût, par rapport à l'enfant. Mais que penser du cynisme de l'avocat du médecin mis en cause, qui déclarait au cours du procès, dans sa défense, que : « Au besoin, Mlle Bonfighi pouvait abandonner son enfant à l'Assistance publique ».

Mais cette affaire soulève un voile sur les conditions scandaleuses dans lesquelles se font avorter de nombreuses femmes.

La loi Veil a bien légalisé l'interruption de grossesse, mais elle n'a pas donné aux hôpitaux publics les moyens de faire face à leur tâche. Alors, pour un certain nombre de cliniques privées, l'avortement est devenu un marché, une industrie rentable.

Et la technique utilisée est quelquefois plus choisie en fonction de la facture qu'elle permet d'établir que de toutes autres considérations.

Dans ce cas présent, il est difficilement croyable, pour ne pas dire plus, qu'un curetage réel ait été pratiqué.

Mais il s'agit précisément d'un acte qui permet des honoraires plus élevés... Et on peut toujours faire semblant.

Et si le cas de cette femme est tout de même exceptionnel, le nombre de complications plus ou moins graves, à la suite d'un avortement médical effectué dans des cliniques peu scrupuleuses, est, sinon très élevé, du moins trop.

P.L.

## Aznavour le fric et le fisc

Charles Aznavour est poursuivi par le fisc, qui lui reproche d'avoir fait passer irrégulièrement en Suisse 5 millions de francs et d'avoir dissimulé en grande partie ses cachets en 1972-1973. Après avoir été l'objet d'un mandat d'amener, il s'est finalement rendu à la convocation du juge d'instruction de Versailles. Là, traité comme un vulgaire malfaiteur, il a été inculpé de fraude fiscale.

Et Aznavour est écœuré. Il pensait mériter plus de considération, lui qui se vante volontiers d'être le « petit émigré arménien » qui a réussi à se hisser au sommet du monde des artistes.

Mais aujourd'hui, même s'il a fait fortune, le fisc est là pour lui rappeler que, lorsqu'on a seulement des millions de nouveaux francs à dissimuler, on ne fait pas encore partie du gratin, des privilégiés du régime.

Lorsqu'on s'appelle Aznavour, on est encore assez bon pour fournir un bouc émissaire, à côté de quelques médecins célèbres et d'autres artistes, qui se retrouvent poursuivis lorsque Giscard essaie de faire croire à la justice fiscale.

C'est seulement lorsqu'on s'appelle Dassault, qu'on est à la tête d'un trust, qu'on a des milliards à dissimuler, qu'on est

vraiment cette fois à l'abri des poursuites.

Alain LEMOINE.

## Pradel, ou la politique de l'apolitisme

Louis Pradel, le maire de Lyon qui vient de mourir, incarnait un type de politicien un peu original dans le personnel politique de la bourgeoisie.

La plupart des maires des grandes villes de France sont également députés ou sénateurs et poursuivent bien souvent une carrière politique à la fois locale et nationale.

Le maire de Lyon, lui, n'était ni député ni sénateur et se voulait au contraire un gestionnaire impartial des intérêts de ses administrés, au-dessus des querelles de partis.

Mais derrière cette image bien propre, à usage électoral, se cachait un gros fromage, puisque le contrôle d'une ville telle que Lyon signifie le contrôle des deniers publics, de marchés financiers et de commandes considérables. Non pas pour les seuls profits du maire, certes, mais aussi et surtout de toute une kyrielle d'industriels et de financiers, milieu au sein duquel Pradel comptait plus d'un ami.

Louis Pradel était renommé pour sa politique de grands travaux : achèvement du tunnel sous la Croix-Rousse, creusement du tunnel sous Fourvière, construction du complexe autoroutier du cours de Verdun à Perrache, rénovation du quartier de la Part-Dieu, construction du métro. Toutes ces réalisations n'ont pas eu seulement pour but la satisfaction des intérêts des Lyonnais. Elles ont été l'objet de bien des scandales et contestations et, lorsque Louis Pradel déclarait : « Ma passion c'est le béton », ce n'était pas seulement pour ses qualités esthétiques.

Pradel décédé, le voile de

l'apolitisme levé laisse aujourd'hui apparaître nombre de courants qui entendent s'accaparer la succession. Et gageons que, s'il est nécessaire de se parer du masque de l'apolitisme pour y

parvenir, un vieux cheval de retour comme Soustelle (ex-OAS) se refera aisément une nouvelle façade.

Pierre LEMAIRE



L'apolitisme de Pradel, un voile qui cachait les appétits des « passionnés » du béton. (Ph. AFP)



## PARIS :

# Comment s'en sortir pour pouvoir y rentrer ?

Un plan de circulation dans la capitale va être soumis au Conseil de Paris lors de sa prochaine session.

On y propose de poursuivre l'aménagement des couloirs d'autobus ; on y jongle avec les sens uniques qui s'inversent ou se créent ; on y remanie deux cents carrefours ; on en aménage vingt autres ; on y améliore la desserte de la gare de Lyon. Et, promesse des promesses, on parle d'y réhabiliter le piéton, qui se verra rendre six kilomètres de voies, rien que pour lui, et des trottoirs débarrassés des voitures dites « ventouses », indéfiniment collées à leur bord. On veut que, du cours de Vincennes au boulevard Pereire, en passant par celui de Ménilmontant ou de La Chapelle (et par bien d'autres encore), le piéton s'épanouisse...

Fort bien, ce projet de grande ville rendue aux hommes. Mais les autorités ont-elles donc idée de ce que vont devenir les quelque cinquante hectares de voitures ainsi recrachées de leurs rues habituelles ? Dans quels parkings — inexistantes — trouveront-elles place ? Et à quel prix ?

De deux choses l'une : ou bien les « autorités » n'ont rien dans la tête et, en fait de « résoudre » un problème, elles le déplacent, en poussant les voitures en stationnement d'une rue à une autre. Ou bien ces mêmes autorités ont une idée perfide et inavouée derrière la tête : l'idée que le coût des stationnements payants

— des parkings, des parcmètres... et des contraventions — dissuadera, par l'argent, les moins riches d'avoir une voiture. Dans l'un ou l'autre cas, c'est bête, ou méchant.

Le fond du problème est que ce nouveau projet est tout aussi irresponsable et irrationnel que tous ceux qui l'ont précédé. Certes le problème de la circulation dans l'agglomération parisienne n'est pas simple. C'est vrai que les voitures particulières qui roulent ou stationnent engorgent la ville. Mais point ne sert de prendre quelques demi-mesures en frappant certains au porte-monnaie. C'est un réseau de transports en commun efficace qu'il faudrait mettre en place, avec des navettes nombreuses, rapides, confortables, sillonnant la ville même et surtout les banlieues à toutes les heures du jour et de la nuit. Ce sont de grandes voies périphériques qu'il faudrait construire, afin que des bus puissent conduire rapidement de Gennevilliers à Vanves, de Choisy-le-Roi à Noisy-le-Sec, sans avoir besoin de traverser la capitale. C'est parce que ces moyens n'existent pas que les Parisiens — les banlieusards en majorité — prennent leur voiture.

Alors, si les autorités veulent réellement les en dissuader, qu'elles leur offrent un autre choix : un réseau dense et peu coûteux de transports en commun.

Anne GARBE.

## Aux Dossiers de l'écran :

# Des transports en commun et la carence des pouvoirs publics



Les Dossiers de l'écran de mardi dernier étaient consacrés au problème des transports en commun.

Point de départ du débat : le film *Elle court, elle court, la banlieue*, une comédie qui dénonce avec humour la vie absurde que mènent des centaines et des centaines de milliers de banlieusards de la région parisienne, coincés entre les heures harassantes passées dans les transports, la fatigue, l'énervement, le travail abrutissant, le bruit dans les cités-dortoirs... avec parfois, au bout, la dépression, la tentative de suicide. « *Un film criant de vérité* » diront certains spectateurs.

Le débat qui a suivi a lui aussi permis de dénoncer un certain nombre de choses : l'éloignement du domicile au lieu de travail, les heures passées dans des bus, métros, trains, incommodes et bondés, les encombrements de la circulation, le coût du transport que l'indemnité de 23 F (qui n'a pas bougé depuis 1970) est loin de couvrir, etc. Bref, de Brigitte Gros, « radicale de droite », maire de Meulan, au maire de La Rochelle, « radical de gauche », tout le monde a été unanime pour reconnaître qu'il y avait là un gros problème. Même le secrétaire d'Etat aux Transports en commun, Cavaillé, n'a tout de même

pas osé — et pour cause — dire le contraire !

Mais si un certain nombre de vérités ont été rappelées au cours de cette émission, on ne pouvait que rester sur sa faim quant aux solutions proposées pour résoudre le problème. Les seules solutions concrètes étant... l'application de l'horaire mobile, l'entraide entre salariés d'une même entreprise pour se rendre ensemble au travail en voiture, et même — pourquoi pas — le vélo municipal inventé par le maire de La Rochelle !

Bien sûr, on a tout de même parlé de la « priorité à donner aux transports en commun » et de « l'humanisation des transports ». Mais, à part les slogans, aucun projet réel d'amélioration n'a été avancé.

En fin de compte, devait conclure le secrétaire d'Etat aux Transports, ce qu'il faut, c'est que tout le monde fasse des efforts pour résoudre le problème des transports.

Une manière de dire, en somme, qu'en matière de transports en commun, le gouvernement n'a aucune intention de modifier la politique qu'il mène actuellement et d'améliorer réellement les conditions de transport.

Anne SEVILLE.

# Un jeune de 18 ans est mort à la piscine Edouard-Pailleron

Un jeune garçon, Michel, a trouvé la mort dans la piscine Edouard-Pailleron, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, le 26 octobre dernier.

Ce fait remonte déjà à plusieurs semaines. Mais si nous

en parlons aujourd'hui, c'est que personne n'en a parlé et qu'il nous a paru important de le faire. D'autant plus important qu'un autre accident de ce genre peut se produire à nouveau dans la piscine.

Au fond de la piscine, en effet, se trouve un sas de décantation recouvert par une grille qui n'est pas scellée. Sur l'une des parois du sas débouche une canalisation de renouvellement d'eau par aspiration.

Comme de nombreux baigneurs avant lui, Michel a déplacé la grille et s'est introduit dans le sas. Ceux qui fréquentent régulièrement le club considèrent cela comme un jeu : tout le monde le savait, même le responsable du club. Michel a été aspiré par le tube d'aspiration.

Un de ses camarades a essayé de lui porter secours. N'y arrivant pas, il est allé chercher de l'aide. Mais les plongeurs munis de bouteilles n'ont pas pu dégager Michel en raison du fonctionnement du système d'aspiration. Or les commandes d'arrêt, situées dans une pièce fermée à clef, étaient inaccessibles. Et les clefs étaient... chez le responsable de la piscine, qui habite au cinquième étage d'un immeuble voisin...

De plus, pour avertir les pompiers, il a fallu téléphoner d'un café parce que le téléphone sur place était inutilisable.

Malgré l'accident, la piscine est restée ouverte et le club fonctionne toujours. La grille n'est bien sûr toujours pas scellée. Pour le responsable-adjoint du club, comme pour la police, Michel a commis une imprudence et ce serait lui le responsable.

Les parents de Michel ont porté plainte pour qu'à la piscine Edouard-Pailleron des mesures de sécurité soient prises, et notamment la fixation de la grille.

En attendant, cette piscine reste dangereuse. Demain il pourrait se passer le même drame. Michel est mort. Il n'avait pas 18 ans.

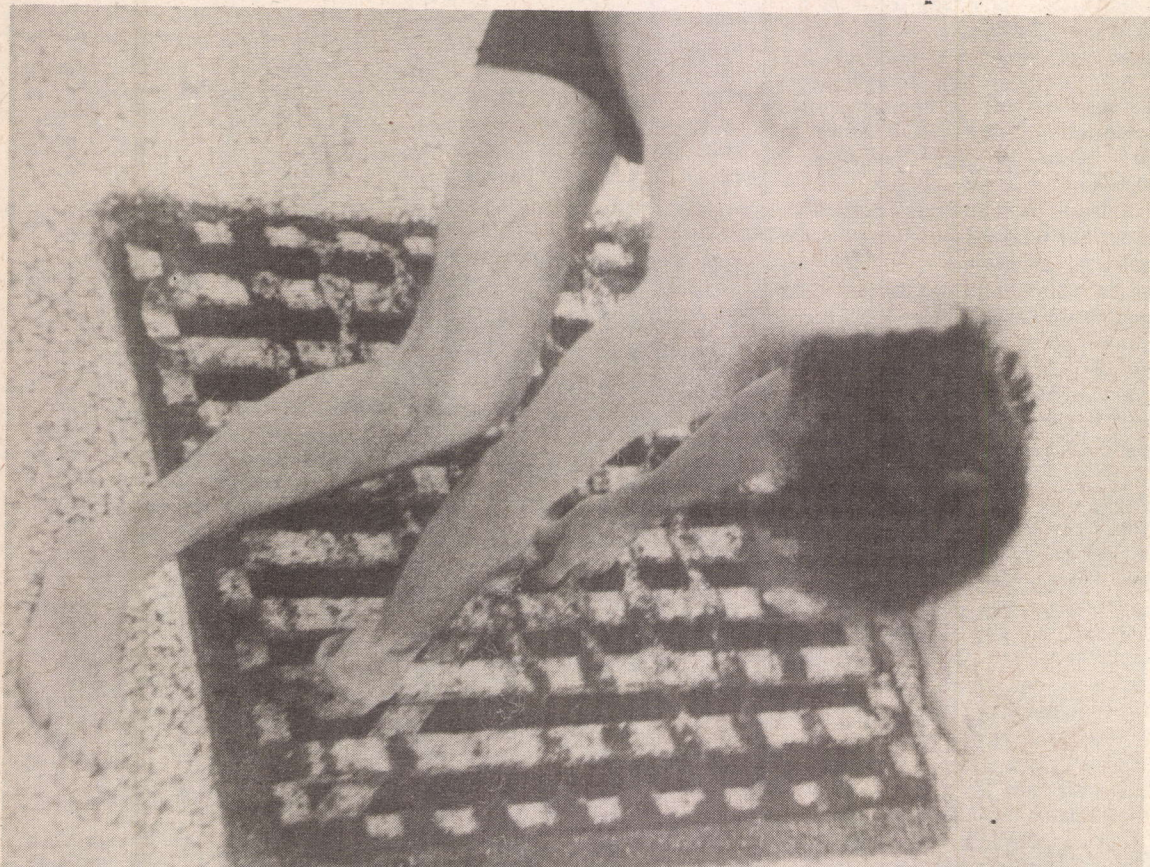
## La grève des artistes de la télé et Hachette

Il y a maintenant plus de quinze jours que les acteurs et artistes de télévision font la grève des enregistrements des émissions pour lesquelles ils étaient engagés. Ils revendiquent que s'instaure pour eux, comme pour les chanteurs ou musiciens, une forme de rétribution liée au nombre de passages de l'enregistrement et pas seulement, ce qui est le cas à l'heure actuelle, que leur salaire ne leur soit versé qu'une seule fois pour toutes au moment de l'enregistrement de l'émission.

En effet, chacun considère comme normal que la diffusion des disques dans un quelconque lieu public rapporte de l'argent aussi bien à l'auteur qu'à l'interprète de ce disque. C'est à cela que sert la SACEM (Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique). Mais les acteurs en sont complètement exclus. Et quand on sait que la société Hachette a raflé le monopole de la commercialisation des émissions de télé sous forme de vidéo-cassettes, on comprend que les interprètes dramatiques entendent ne pas être les oubliés de ce marché qui, d'ici peu, risque de rapporter des millions de francs à Hachette et pas un centime à ceux qui auront participé à la réalisation des émissions.

Et on peut même dire que d'ores et déjà l'instauration de ces droits à verser aux acteurs pourrait leur rapporter presque autant que les salaires qu'ils ont déjà perçus, si l'on songe à la facilité avec laquelle la télévision collectionne les rediffusions, au royal mépris du public le plus souvent.

Thérèse LEMARCHAND.



La grille du sas de décantation de la piscine Edouard-Pailleron, malgré le danger, elle n'était pas scellée !



## Barre en action

### Blocage des prix :

## DES BOUCS ÉMISSAIRES

Un certain nombre de commerçants, parmi lesquels de nombreux cafetiers et détaillants en fruits et légumes, ont été condamnés ces jours derniers en correctionnelle à payer diverses amendes pour non-respect du blocage des prix. Le tapage fait autour de ces quelques cas, montés en épingle par les grands moyens d'information, suffirait, s'il en était encore besoin, à démontrer qu'il ne s'agit là que d'une manœuvre gouvernementale destinée à jeter de la poudre aux yeux afin de masquer le rôle des vrais responsables de la hausse des prix.

A qui fera-t-on croire en effet que, si l'indice officiel des prix du mois d'octobre, pourtant cal-

culé sur mesure pour minimiser la hausse des prix, est aussi mauvais que celui des mois précédents, la faute en revient aux commerçants qui facturent une communication téléphonique 1,20 franc ou augmentent le kilo de poires de 1 F. Ces pratiques, même si elles existent en assez grand nombre — et c'est sans doute le cas — n'expliquent en rien la hausse générale des prix. 5856 procès verbaux auraient été dressés depuis le début du blocage des prix, sur 153 000 contrôles effectués, soit une infraction sur 30 vérifications. La conséquence sur l'indice des prix devrait donc être négligeable.

Les causes de la hausse des prix sont donc à chercher ail-

leurs. La meilleure preuve en est que Barre a déjà annoncé que le prochain indice, celui de novembre, sera aussi mauvais que celui d'octobre sinon plus... à cause de la hausse de l'essence ! Et là, les auteurs de cette gigantesque infraction au blocage des prix sont connus : ils se trouvent au sein du gouvernement.

La hausse des prix, c'est d'abord le fait des gros capitalistes. Mais personne n'a jamais vu passer en correctionnelle ces gens-là. Quant Dassault et ses amis fraudent le fisc, volent les deniers publics, on ne les traîne pas devant les tribunaux : on parle simplement de nommer une vague commission d'enquête.

Pierre VERNANT.

### Licenciements :

## FEU VERT AUX PATRONS

Répondant aux désirs de Ceyrac, le patron des patrons, et après Beullac, le ministre du Travail, c'est maintenant au tour de Barre d'annoncer la couleur. Le Premier ministre a annoncé lundi soir, lors d'un dîner-débat avec des chefs d'entreprise, qu'il lui semblait nécessaire pour les entreprises en difficulté de procéder à « des allègements de leur main-d'œuvre ».

Cela est dit sans fard, avec l'autorisation du gouvernement. Les patrons vont pouvoir licencier à tour de bras pour préserver leurs bénéfices.

Et le comble, c'est que Barre nous présente cette mesure, au nom de la bonne santé des entreprises, comme devant permettre d'empêcher l'accroissement du chômage à long terme. Car il s'agit, a-t-il déclaré, « d'être attentif à porter remède au chômage ».

Lutter contre le chômage en donnant le feu vert aux patrons

pour qu'ils licencient : le procédé peut sembler pour le moins curieux mais témoigne de l'incapacité de Barre à juguler ce fléau qu'est le chômage.

Car Barre, tout professeur d'économie qu'il est, et pas plus que ses prédécesseurs, ne peut rien contre la crise. C'est d'une crise mondiale qu'il s'agit, non

pas due à des difficultés passagères, mais à l'existence même du système capitaliste. Alors, les seules solutions que peuvent trouver les gouvernants en place est de tenter de colmater les brèches sur le dos de la classe ouvrière. Toute leur politique va dans ce sens.

J. A.

## Giscard : Des idées... pour avoir moins de pétrole



Devant le Conseil Européen de la Haye, Giscard d'Estaing a formulé le 30 novembre une de ces propositions absurdes dont il a le secret. En substance, il a proposé aux Etats membres de la C.E.E. (Communauté économique européenne) de plafonner leurs importations de pétrole suivant des quotas décidés d'avance en commun.

Quand on sait que pratiquement sur tous les problèmes agricoles et industriels c'est l'impasse la plus totale, quand on sait que, lorsqu'il y a le moindre nuage (— et en cette période de crise, le ciel est vraiment noir), c'est le sauve-qui-peut général et le repliement de chaque Etat dans ses frontières nationales au mépris du traité de Rome, on peut vraiment se demander si Giscard n'essaie pas de pratiquer la méthode Coué pour prouver que l'Europe existe.

A moins qu'il ne veuille convaincre ses partenaires de consommer moins de pétrole... pour tenter de leur vendre des centrales nucléaires...

Une idée de plus au compte de Giscard. Une idée qui ne vaut pas plus que les autres. Car malheureusement, pour lui, ne pas avoir de pétrole ne donne pas automatiquement, quoi qu'on en dise, de bonnes idées.

Alain LEMART.

## Flagrants délits et justice de classe

Le 9<sup>e</sup> congrès du Syndicat de la magistrature, qui s'est déroulé du 26 au 28 novembre, a pris position contre la procédure de flagrant délit. Après avoir noté les abus de cette procédure, le Syndicat de la magistrature en a demandé l'abolition, à cause de la « forme caricaturale de justice » qu'elle représente.

Cette position rejoint celle du Syndicat des avocats et celle du bâtonnier de l'Ordre.

Il faut dire que la procédure des flagrants délits, qui date de 1863, est une justice rendue à la chaîne, où les affaires sont expédiées en cinq ou six minutes, montre en main.

Au début cette procédure, qui a été adoptée sous l'empire, se voulait progressiste. Elle devait permettre de lutter contre la détention préventive et la lenteur de la justice. Elle accélérât la procédure sans juge d'instruction. Mais elle n'a fait qu'aboutir à une justice plus expéditive. Ainsi, après avoir été arrêté pour un délit mineur, on se retrouve devant le tribunal des flagrants délits le jour même ou le lendemain, souvent à la suite d'une nuit au poste. Ceux qui comparaissent sont bien sûr, dans ces conditions, mal rasés, frippés. Ce qui, aux yeux des juges, n'est évidemment pas à leur avantage.

Quant aux peines infligées, elles sont très lourdes, comparées aux délits reprochés. Exemple récent : un travailleur marocain, s'étant disputé avec sa femme, ne voulait pas rentrer chez lui. Ne sachant pas où dormir, il s'installe dans une voiture en stationnement, ouverte. Embarqué par les flics, il comparait en flagrant délit et est condamné à 30 mois de prison ferme. Autre exemple : deux jeunes qui, après avoir fait une « java », pour s'amuser démontent trois phares de voiture qu'ils n'ont même pas l'intention de voler, comparaissent aussi en flagrant délit. Deux ans de prison ferme chacun, alors que leur casier judiciaire était vierge.

Statistiquement, bien sûr, ceux qui sont victimes de cette procédure sont ceux qui sont pauvres. Les avocats commis d'office consultent les dossiers en quelques minutes et se contentent de demander l'indulgence du tribunal.

La procédure de flagrant délit est une procédure par nature quasiment réservée aux pauvres. On n'a jamais vu des spéculateurs en immobilier, des capitalistes fraudeurs du fisc comme Dassault ou des patrons responsables d'accidents mortels du travail comparaître devant cette juridiction.

Alors, certes, demander l'abolition de cette procédure est juste. Mais cela ne changera pas le caractère de classe de la justice, qui enterre les pauvres et protège les riches, en procédure normale comme en flagrant délit.

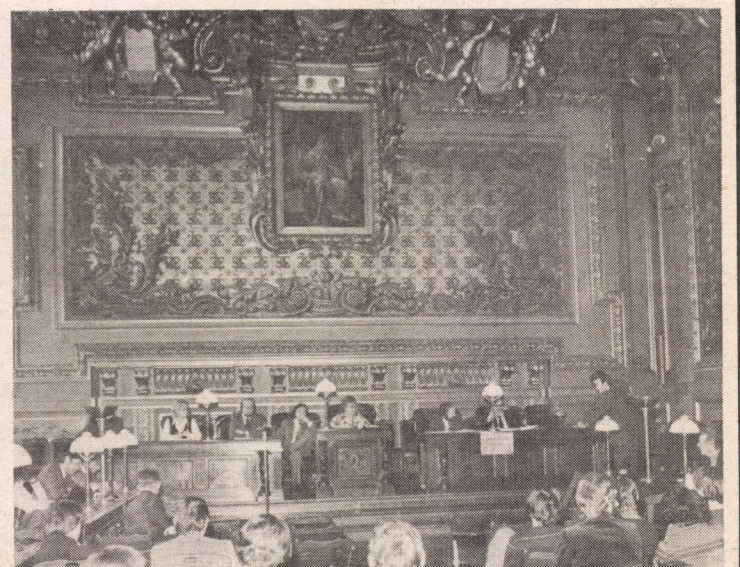
Pierre VILMA.

## Le syndicat de la magistrature contre la peine de mort

Pendant ce congrès, il a été aussi question de la peine de mort. Le Syndicat de la Magistrature a pris position de façon claire et nette contre celle-ci. C'est la première fois que des magistrats en exercice prennent une telle position publiquement. Ce syndicat, qui regroupe un millier de ma-

gistrats sur les cinq mille que compte le pays, a voté cette motion à une écrasante majorité.

Voir dénoncer la peine de mort par ceux qui sont censés la faire appliquer prouve, s'il en était encore besoin, la barbarie de la société qui la maintient.



Au congrès du syndicat de la magistrature, une dénonciation de la peine de mort par ceux qui sont censés la faire appliquer. (AFP)

### LE SMIC A

8,94 F,  
UNE AUMONE

Au premier décembre, le SMIC est passé de 8,76 F à 8,94 F. Cela met le salaire minimum à 1 555 F compte non tenu des retenues, Sécurité sociale, Assedics, etc. C'est-à-dire, en fait, encore moins de 1.500 F nets pour 40 heures.

Voilà tout ce que le gouvernement réserve aux travailleurs les plus mal payés : 2,05% d'augmentation, 32 F par mois, à peine le prix d'un kilo de bifteck, alors que c'est quotidiennement, en dépit des indices truqués, que les prix augmentent.

32 F pour les travailleurs, des milliards pour les patrons. La politique du gouvernement tient dans ces deux chiffres.



# De l'affaire Biermann à l'affaire Havemann

En République Démocratique Allemande, l'affaire Wolf Biermann a des suites. Après le bannissement du chansonnier-poète de son pays — il aurait trop virulemment, au nom du socialisme, condamné en vers et en prose le régime de RDA —, c'est au tour d'un autre intellectuel connu d'être victime de la répression : le professeur Havemann, physicien et chimiste. Les autorités d'Allemagne de l'Est lui reprochent d'avoir adressé à l'hebdomadaire ouest-allemand **Der Spiegel** une lettre où il condamnait la mesure prise à l'encontre de Biermann. Depuis le vendredi 26 novembre, il est assigné à résidence et constamment surveillé par la police.

Apparemment, les autorités est-allemandes ont profité de l'occasion de l'affaire Biermann pour s'en prendre à un homme qui leur donne du fil à retordre depuis de nombreuses années. Ancien militant communiste depuis 1932, arrêté par la Gestapo et condamné à mort en 1943, Havemann échappa de justesse à l'extermination nazie : c'était un scientifique dont les travaux de recherche pouvaient être utilisés pour les besoins

de la défense nationale. Aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, Havemann reprenait ses activités militantes et participait à la fondation du SED (Parti Socialiste Unifié est-allemand, dirigé par des stalinien tout dévoués à Moscou). Mais très rapidement, ses prises de position originales — (Havemann est contre l'utilisation de l'arme atomique, il fut un des premiers champions de la déstalinisation) — lui valurent la disgrâce. Il fut démis de ses fonctions tant politiques que professionnelles « pour avoir calomnié l'Etat des ouvriers et des paysans dans des interviews accordées à la presse occidentale ».

En 1968, le professeur exclu de l'Académie des Sciences participait à une manifestation en faveur du Printemps de Prague. Et aujourd'hui, c'est encore lui qui gêne l'appareil d'Etat est-allemand et prenant courageusement fait et cause pour l'exilé Biermann.

Certes, il est bien difficile de connaître les motivations politiques exactes qui animent Havemann. Il est bien difficile de savoir s'il s'oppose aux bureaucrates de RDA par fidélité

à l'idéal communiste de sa jeunesse, ou sous la pression d'idées social-démocrates du genre de celles de Garaudy ou Dubcek. Mais c'est un fait qu'il proteste encore aujourd'hui au nom du socialisme et du marxisme.

C'est bien parce que Havemann continue à s'insurger contre la répression policière au nom du socialisme que les autorités de RDA cherchent à le faire taire, après Biermann. Des Soljenitsyne, des Sakharov, des hommes prêts à rejoindre volontairement le camp occidental, physiquement ou moralement, la bureaucratie d'Allemagne de l'Est s'en accommoderait plus volontiers. Ils serviraient sa propagande ; ils pourraient être montrés du doigt comme agents de l'ennemi impérialiste.

Mais ni Biermann ni Havemann n'ont pour l'instant fait ce choix. C'est au nom du socialisme qu'ils condamnent le régime de RDA. Et c'est plus que n'en peuvent supporter ses dirigeants : en la circonstance, les ennemis de l'intérieur les gênent bien plus que ceux de l'extérieur. A juste titre.

# La guerre de la morue et l'absurdité des frontières

Le 1<sup>er</sup> décembre a pris fin l'accord provisoire sur la pêche à la morue qui autorisait la Grande-Bretagne à laisser vingt-cinq chalutiers dans les eaux islandaises. Et du même coup, le problème des frontières maritimes est remis à l'ordre du jour.

Dans le cas de l'Islande, c'est un problème vital. L'économie islandaise repose avant tout sur une économie de pêche. Et pour ce pays, perdre le monopole des droits de pêche dans une partie des eaux qui l'entourent pourrait être catastrophique.

Alors, on assiste périodiquement à de violents accrochages entre l'Islande et les autres pays européens sur la délimitation des eaux territoriales.

Il est d'autant plus difficile d'arriver à un accord que, s'il est un endroit où la présence d'une frontière apparaît absolument arbitraire, c'est bien sur la mer. On ne voit vraiment pas ce qui permet d'affirmer que la frontière doit passer ici et non ailleurs et l'on se demande où les diplomates vont chercher leurs arguments pour justifier « leurs droits » sur telle ou telle portion de l'océan... Sans compter qu'il n'est guère possible d'imposer un passeport aux poissons pour les empêcher de franchir la frontière qui sépare les zones de pêche d'un pays de celles de son voisin.

Les richesses de la mer, qui couvre les sept dixièmes de la planète, intéressent toute l'humanité et il est absurde d'y installer des frontières. Sans compter que la rivalité des entreprises industrielles spécialisées dans la pêche, soutenues par leurs Etats nationaux respectifs, se traduit par la surexploitation et le gaspillage des ressources de la mer.

Mais si cette querelle de frontières maritimes paraît, d'un certain point de vue, parfaitement

absurde, n'en est-il pas de même, au fond, de celui des frontières ? Nous vivons dans un monde partagé en zones géographiques contrôlées par des Etats nationaux au service de leurs bourgeoisies respectives. Mais cette situation, héritée du XIX<sup>e</sup> siècle, est depuis longtemps complètement dépassée. Ce n'est pas seulement l'océan, c'est la terre entière qui doit être la propriété de toute l'humanité.

Michel DECAEN.



# Vers le rationnement en Italie ?

Les tickets de rationnement en usage pendant la Seconde Guerre mondiale vont-ils faire leur réapparition en Italie ?

Face à la pénurie de viande produite dans le pays même, la bourgeoisie italienne parle en effet de rationnement. Et si elle envisage aussi d'autres solutions, notamment une très forte augmentation de la TVA sur les prix de la viande, ou bien encore des fermetures périodiques des boucheries, cela revient de toute façon à restreindre la consommation de viande, principalement en rendant les prix de plus en plus inabordables pour la bourse des plus démunis.

Ainsi, parce que la consommation de viande italienne ne suffit pas à la consommation intérieure, parce que le gouvernement entend, par mesure d'économie, restreindre les importations, c'est la majorité de la population qui risque de devoir « faire maigre ».

En 1976, une telle situation dans un pays impérialiste peut paraître absurde. Le retour à des pratiques de rationnement oubliées depuis les sombres années de 1939-1945 peut sembler complètement aberrante mais finalement est bien dans la logique du système capitaliste qui, pour préserver la richesse de quelques-uns, plonge l'immense majorité des autres dans le dénuement.

# Clubs d'hommes d'Etat ou Internationale Socialiste

L'Internationale Socialiste vient de tenir à Genève son treizième congrès. Willy Brandt y a été élu président de l'Internationale. Il est entouré d'une pléiade de vice-présidents qui forment une belle brochette de gouvernants, de ministres, d'ex-ministres, ou de prétendants ministres. Ce sont, entre autres, Leopold Senghor, Olof Palme, Mario Soares, Harold Wilson, Mitterrand... Voilà une Internationale Socialiste qui ressemble fort à un club d'hommes d'Etat !

Que s'est-il dit à ce congrès ? Rien de bien intéressant. Les préoccupations de ces politiciens varient en fonction de leur situation personnelle. Ceux qui étaient au pouvoir et n'y sont plus rêvent d'y revenir ; ceux qui y sont, d'y rester ; ceux qui n'y sont pas, d'y parvenir.

Leur préoccupation commune est de savoir comment s'entraider en la matière.

Ainsi, après que Mario Soares, Premier ministre portugais, eut reçu le chef du gouvernement espagnol pour l'entretenir, entre autres choses, de la situation du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, ce sont Willy Brandt, Mitterrand et ce même Soares qui sont invités au congrès de ce parti en Espagne. En apportant leur caution d'hommes d'Etat bourgeois au PSOE, ces politiciens espèrent faciliter la reconnaissance de ce parti par la bourgeoisie espagnole.

Décidément, bien du chemin a été parcouru depuis l'époque lointaine où l'Internationale Socialiste était une internationale ouvrière. Elle n'est plus aujourd'hui qu'un comité chargé de décerner des labels de garantie à des hommes politiques qui rêvent de servir la bourgeoisie.

Romain DELAGE.

## Ceux du Technique

vient de paraître au sommaire :

ESPAGNE :

LES LIBERTES RESTENT A CONQUERIR.

LES JEUNES ET LE CHOMAGE.

UN MINI-DOSSIER SUR LA POP-MUSIQUE ET LA REVOLTE DES JEUNES.

et de nombreux échos des C.E.T.. Prix : 0,50 F.

Pour se le procurer, s'adresser à nos militants ou écrire au journal.



## Afrique du Sud

### Les collaborateurs noirs de Vorster l'abandonnent

Un nouveau parti vient de voir le jour en Afrique du Sud. Le 29 novembre dernier, Gasta Buthelezi, Premier ministre du Bantoustan du KwaZulu, annonçait la création du « Front Unique Noir » (le BUF).

Les dirigeants de cette organisation proclament leur volonté d'établir un « système non racial ». Ils ne seraient pas « anti-Blancs », mais « pour une Afrique du Sud blanche et noire ». Ce qui ne les empêche pas de condamner catégoriquement les révoltes des étudiants noirs pour l'égalité raciale. En ce qui concerne les Bantoustans, ces réserves où sont parquées les populations noires démunies, le nouveau parti propose leur transformation en « structures provinciales ». A défaut de vouloir changer les conditions de vie de la population de couleur, il se propose d'en revendiquer le changement... de statut.

En fait, même si ce nouveau parti noir est constitué de « notables », de chefs religieux, d'hommes qui jusqu'à présent ont toujours collaboré avec Vorster, le dirigeant de l'Afrique du Sud blanche, celui-ci a de quoi s'inquiéter de l'initiative.

Certes, ce n'est pas que Gasta Buthelezi, ce notable timoré, puisse devenir le leader des révoltés noirs d'Afrique du Sud. Ceux-ci ne l'ont pas attendu pour s'insurger. Mais la naissance de ce nouveau parti est un signe : la révolte est à ce point profonde et la situation à ce point irréversible que même les quelques collaborateurs noirs du gouvernement raciste de Vorster se sentent contraints de prendre quelques distances. Et il faut en effet que la galère de l'Apartheid prenne sacrément l'eau pour que même les ex-gardes-chiourme quittent le navire.

R.M.

## Chili

### Les tortionnaires toujours à l'œuvre

Il y a une quinzaine de jours, le gouvernement chilien se décernait à lui-même un brevet de libéralisme, dans une déclaration destinée surtout à certains pays capitalistes. A en croire cette déclaration, il ne restait plus que deux cents prisonniers politiques environ au Chili.

C'est un tout autre son de cloche que vient de faire entendre une commission de l'ONU chargée d'enquêter sur la situation des droits de l'Homme au Chili. Cette commission n'a pas pu se rendre sur place, mais elle a reçu des milliers de pages de documents et entendu des centaines de témoignages.

De ces témoignages, il ressort que, trois ans après le coup d'Etat, la torture est toujours couramment utilisée par l'armée et la police de Pinochet. La torture à l'électricité est la plus utilisée, mais il y en a d'autres... Certains détenus sont plongés dans un

tonneau contenant un liquide nauséabond provoquant l'asphyxie temporaire ; d'autres ont les organes génitaux brûlés à la flamme d'un chalumeau ; d'autres ont eu les mains, les pieds ou d'autres parties du corps écrasées par un véhicule.

Des méthodes « nouvelles » sont aussi employées, notamment celle qui consiste à droguer un prisonnier avec des drogues dures et ensuite à provoquer l'état de manque pour essayer de le faire parler.

Les tortionnaires chiliens, comme tous leurs prédécesseurs, sont sans cesse à la recherche de supplices nouveaux, « raffinés », barbares et odieux. Cela n'a jamais fait disparaître les oppositions. Mais cela a toujours jugé les individus qui s'abaissent à de tels actes, et les régimes qui les utilisent.

Jean-Louis CHÂMPENOIS

## LUTTE DE CLASSE

Au sommaire du numéro 40 :

- L'Espagne entre la dictature et la démocratie bourgeoise.
- Moyen-Orient : quel danger représente la Résistance palestinienne pour les Etats arabes ?
- Les élections américaines, la gauche et la classe ouvrière.
- La prétendue expérience socialiste suédoise.
- Le Secrétariat Unifié et le « national-trotskyisme ».

## La Turquie et les séismes : soixante cinq mille morts en cinquante deux ans !

Encore une fois, en Turquie, la terre a tremblé. Mercredi 24 novembre, dans la province de Van, située à l'est du pays, à 150 km d'Ankara, une violente secousse a ravagé toute cette région. Le bilan est lourd : plus de 7.000 morts, des dizaines de milliers de blessés et de sans-abri. Les maisons sont détruites à 95 %.

En cinquante-deux ans, les tremblements de terre en Turquie ont fait 65.000 morts. Le plus meurtrier, en 1939 a fait 40.000 victimes. La Turquie est un pays traditionnellement touché par les tremblements de terre, on le sait. Mais, depuis cinquante ans, rien n'a été fait pour diminuer le nombre des victimes en cas de catastrophes et celles-ci sont toujours aussi meurtrières. Les maisons sont construites ou reconstruites avec les mêmes matériaux (de la terre), avec les mêmes procédés de construction. Car c'est bien la mauvaise qualité des matériaux et des techniques qui est responsable de l'ampleur de la catastrophe. Mercredi, à Muradiye, petite ville de 7.000 habitants, seuls les bâtiments de la sous-préfecture et de la banque agricole, construits en béton armé, sont restés debout. Tout le reste s'est écroulé. Tout un symbole !

Pourtant, des moyens techniques existent, qui permettent de limiter le nombre des victimes en cas de séisme. Ils sont couramment employés au Japon, aux Etats-Unis, en Californie par exemple. Les constructions sont adaptées, les matériaux étudiés et les conséquences infiniment moins graves pour la population.

Mais la Turquie, comme le Guatemala où il y a eu 25.000 morts en février dernier, n'ont ni les moyens ni les possibilités de réaliser de telles constructions. C'est là un luxe que seuls les pays riches peuvent se payer.



Après le tremblement de terre, un paysan turc devant le cadavre de son enfant.

Et même au niveau des secours, aucune aide efficace n'a été entreprise. C'est dans l'indifférence générale que les autorités turques ont eu à faire face. Car le drame de la Turquie, contrairement à ce que beaucoup af-

firmement, n'est pas seulement d'être un pays situé dans une zone de tremblements de terre. Son drame, c'est aussi et surtout d'être un pays sous-développé dans un monde impérialiste.

Christine LIMEUIL.

## L'alibi de Kadhafi

La Libye vient de retirer les 700 soldats qu'elle avait envoyés, il y a peu, au Liban pour participer, aux côtés de la Syrie, à la force de dissuasion.

Selon un communiqué, le gouvernement libyen justifie cette décision par un prétendu changement de nature de la force arabe, « force de paix et de sécurité au départ, devenue force de dissuasion ».

Et comme la Libye ne veut dissuader ni les Saoudiens d'occuper le sud du Liban, ni les Syriens le nord, ni la droite libanaise, elle retire ses troupes en espérant sauvegarder son image de marque.

C'est là une attitude hypocrite qui ne peut effacer l'appui qu'a apporté la Libye à la Syrie, à la droite libanaise ; la caution que par sa présence, même en spectateur, elle a donné à ceux qui ont massacré les Palestiniens et la gauche libanaise. C'est tout ce que pouvait faire la Libye et, maintenant que la sale besogne est effectuée, elle laisse Syriens et Saoudiens maintenir l'ordre impérialiste seuls dans cette région du monde, avec la bénédiction d'Israël et des grandes puissances.

## Maroc :

### la police tire sur des manifestants

On ne connaît pas les raisons exactes qui ont fait descendre dans la rue, le jeudi 27 novembre, la population d'une petite commune du Maroc oriental, Ain-Beni Mathar. Les informations données par le ministère de l'Information marocain sont bien évidemment on ne peut plus vagues.

En tout cas, ce rassemblement interdit par les autorités a été noyé dans le sang : trois morts et plusieurs blessés, selon un communiqué officiel du gouvernement.

Si les raisons de la colère des manifestants ne sont pas connues, les méthodes de la police marocaine — qui systématiquement écrase toute manifestation d'opposition —, elles, ne sont plus à démontrer.

Ainsi, au Maroc, tous ceux qui s'opposent au régime sont traqués, persécutés et torturés. Ce nouveau crime a été commis par le régime d'Hasan II au moment même où ce roi « copain » de Giscard, en voyage officiel en France, faisait tout pour paraître libéral.

P.V.



# dossier

LES ENFANTS  
DE  
L'ASSISTANCE

## " 700 000 enfants pris en charge "

### Ne pas avoir de famille : une catastrophe pour un enfant

En France, il y a presque 700.000 enfants, soit 4 % des moins de 20 ans, qui relèvent de « l'Aide sociale à l'enfance » (l'ancienne Assistance publique). Parmi eux, une partie ont été abandonnés à la naissance, d'autres sont orphelins, mais la plupart, et leur nombre est en constante augmentation, sont les enfants délaissés petit à petit par leurs parents.

Ces enfants, trop nombreux pour être des exceptions, sont actuellement recueillis par l'Etat. Soit définitivement, quand ils n'ont plus de parents (ils deviennent alors pupilles de l'Etat). Soit temporairement, quand les parents ne sont pas totalement déçus de leurs droits.

Ces enfants de « l'Assistance » sont nourris, certes ! Du moins l'Etat paye une pension pour leur entretien. Mais « l'homme ne vit pas que de pain ». Et encore moins le petit enfant, qui a besoin pour son développement physique et moral d'être aimé et entouré.

Où va-t-il trouver cette attention, cette tendresse qui le rassurent et l'aident à grandir ? Dans les orphelinats, aujourd'hui baptisés délicatement « maisons d'enfants », où il trouvera la tendresse adminis-

trative des casernes ? Chez une nourrice, qui ne le prend en charge souvent que pour toucher une pension et qui, malgré sa bonne volonté, se trouve bien incapable de comprendre et d'aimer cet enfant particulièrement perturbé ? En fait, l'enfant se trouve dans un abandon moral profond, qui le marque souvent définitivement. D'autant plus que la ségrégation d'avec les enfants « normaux », ceux qui « ont des parents », ne fait que s'approfondir peu à peu au cours de son enfance isolée.

Retardé dans son développement intellectuel et parfois physique, il ne réussit pas, quand il est tout petit, à établir des relations avec son entourage et à s'intégrer un tant soit peu à la vie sociale. Par la suite, cet enfant inadapté devient presque inévitablement un jeune délinquant, un asocial.

Mais cette situation révèle la misère de l'ensemble de l'organisation sociale. Car le jeune enfant, de toute façon, a besoin de la société et de relations sociales, parce que c'est par ses contacts avec les adultes qu'il apprend à parler, à agir, à assimiler les éléments essentiels de la culture humaine.

L'homme est un animal social et élever les enfants est une



La maison d'enfants... d'après un dessinateur anglais du XIX<sup>e</sup> siècle.

tâche primordiale pour la collectivité et, de par son importance, ce rôle devrait être celui de la collectivité tout entière. Or la société se décharge entièrement de ses responsabilités sur la famille. Du coup, l'absence de la famille devient une véritable catastrophe pour l'enfant.

Car il n'y a rien dans notre société qui remplace la famille, même la plus imparfaite. Nulle part ailleurs où se sentir en sécurité ; nulle part ailleurs où apprendre le respect des autres et les relations désintéressées, cet

apprentissage nécessaire pour que l'enfant puisse devenir plus tard un homme social, conscient de vivre avec les autres. Dans notre société, c'est la famille et la famille seule qui se charge de cette tâche. En dehors d'elle, c'est le désert : une société complètement atomisée en une multitude d'intérêts privés, où chacun, presque par la force des choses, ignore l'autre. Une société dont la violence, l'injustice et l'indifférence sont imputables aux faibles, et pas seulement aux enfants. Les adultes eux-mêmes et les

familles qu'ils forment sont les victimes de cette jungle où la solidarité entre les gens a disparu. Aussi combien d'enfants, au sein même d'une famille fragile ou démunie, sont frappés d'inadaptation profonde ? Combien sont atteints à vie ? L'homme ne peut pas vivre sans relations avec les autres. Cette carence condamne une société dont l'irresponsabilité est telle qu'elle est incapable d'assumer de façon consciente le développement de ses propres enfants. Ceux qui sont aujourd'hui l'espoir et l'avenir de l'homme.

### — Qui s'en charge ? —

Les statistiques de 1973, les ceux qui ont été retirés de leur famille — soit 330 000 — sont placés dans des établissements ou des familles. En voici la répartition pour 1973 :

- Placement en famille :
  - contre pension : 50 %
  - à gage : 4,4 %
  - (puéricultrices salariées de l'Etat)
  - pour adoption : 1,6 %
  - 56 %
- En établissement :
  - social : 16 %
  - éduc. spécialisée : 9 %
  - de soins ou cure : 3 %
  - 28 %
- Internat d'enseignement : 8 %
- Adolescents autonomes : (en Foyers de Jeunes travailleurs ou chez des logeurs) : 8 %
- 100 %

C'est donc le placement en famille qui est le plus fréquent. Il est cependant en diminution (il était de 68 % en 1958). Cette diminution tient vraisemblablement à deux raisons. L'une est qu'un nombre croissant d'enfants plus âgés sont pris en charge par l'Assistance et qu'ils

posent plus de problèmes d'adaptation. L'autre due à l'évolution économique : la population

rurale, où traditionnellement les enfants sont placés, étant en diminution.

#### De Saint Vincent de Paul à « l'aide sociale à l'enfance »

Monsieur Vincent, ce prêtre du XVII<sup>e</sup> siècle qui fonda l'Hospice des enfants trouvés, est bel et bien l'ancêtre direct de l'Assistance publique, devenue aujourd'hui l'Aide sociale à l'enfance.

En 1640, il réussit à émouvoir les nobles dames de la cour qui s'ennuyaient. Il obtint d'elles l'appui et le financement nécessaires à la création d'un hospice réservé aux enfants.

Peu à peu son œuvre prit de l'extension et s'occupa de tous les enfants trouvés de Paris et même de la province. C'est cette œuvre qui a systématisé le placement nourricier sur gage. Elle apportait un grand soin au choix des nourrices, que l'on recrutait de préférence à la campagne, sinon, en ville parmi les femmes d'artisans. Les qualités d'organisateur de Saint Vincent de Paul ont permis à son œuvre de s'occuper de plus de 1 200 enfants en moins de cinq ans.

Son établissement reçut l'approbation du roi et du Parlement en 1658 et devint un établissement public en 1670, puis, plus tard, après la Révolution, Assistance publique, aujourd'hui appelée l'« Aide sociale à l'enfance ».

#### NOTRE PROCHAIN DOSSIER :

##### La faim dans le monde

- La sous-alimentation et les famines dans le Tiers Monde.
- Les responsabilités de l'impérialisme.
- L'humanité est-elle condamnée à l'insuffisance alimentaire ?
- Comment vaincre la faim.

### COMBIEN D'ENFANTS A L'ASSISTANCE ?

Les statistiques de 1973, les plus récentes disponibles, indiquent que 690 000 enfants et adolescents de moins de 20 ans étaient cette année-là pris en charge par l'Etat, totalement ou partiellement : 653 000 par l'Aide sociale à l'enfance (l'ancienne Assistance publique), les autres par les Caisses d'allocations familiales et les hôpitaux « pour cause sociale ». Ainsi 4 sur 100 des moins de 20 ans relèvent de l'Assistance. Cette proportion croît régulièrement.

Parmi eux, 26 000 étaient des enfants abandonnés ou orphelins. Ce nombre d'abandons est en diminution, les pouvoirs publics poussant, par une aide financière systématique, les jeunes mères à garder leur nouveau-né. Par contre le nombre d'enfants dont les parents ne s'occupent plus et qui sont peu à peu délaissés, voire abandonnés au cours de leur enfance, augmente. C'est ainsi que croît la catégorie des « recueillis temporaires » :

abandonnés provisoirement une ou plusieurs fois, ils finissent généralement par le devenir définitivement.

240 000 autres, considérés comme « en danger moral », ont été retirés de leur famille par autorité de justice et vont rejoindre le lot des enfants abandonnés.

C'est donc au total près de 330 000 enfants qui ne vivent pas dans leur famille.

Par ailleurs, 350 000 enfants vivent dans leur famille mais sont cependant pris en charge partiellement par l'Aide sociale. Celle-ci apporte le plus souvent une aide financière, les revenus de la famille étant trop bas. Un tiers d'entre eux, secourus financièrement ou non, sont « suivis » à domicile par des éducateurs ou des puéricultrices. Mais en réalité, ces 350 000 enfants simplement secourus ou surveillés nécessitent à plus ou moins long terme une prise en charge totale, souvent d'ailleurs dans les foyers pour délinquants.



# dossier

## LES ENFANTS DE L'ASSISTANCE

# l'enfance abandonnée

### LES ORGANISMES DE PROTECTION DE L'ENFANCE

La protection de l'enfance est organisée suivant deux filières. Elles ne résultent pas d'une conception globale, mais du développement historique.

L'ancienne Assistance publique, transformée en Aide sociale à l'enfance, fait partie du ministère de la Santé et des affaires sociales. Mais son fonctionnement réel s'effectue au niveau du département : les Directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DDASS) sont très autonomes.

Le contact avec les familles en difficulté, le dépistage des mineurs en danger ou inadaptés sont effectués par le Service social de secteur, confié à une assistante sociale polyvalente. Le secteur couvre 4 à 5 000 habitants. 10 à 15 secteurs regroupés forment une circonscription où des assistantes sociales spécialisées assurent une aide à

l'enfant et la visite des enfants placés en famille.

Enfin le Service social de prévention, départemental, relaye le Service de secteur dans les cas graves. Il est en contact avec le juge des enfants.

Les services de la DDASS travaillent en collaboration plus ou moins étroite et plus ou moins pacifique avec les juges pour enfants, les seuls habilités à prendre la décision de retirer ou pas un enfant à sa famille. Il existe en effet dans chaque département, depuis 1945, un juge spécial pour enfants. Ses prérogatives vont au-delà du domaine strictement judiciaire, dans la mesure où dépendent de lui des services de prévention dont font partie par exemple, les éducateurs « en milieu ouvert », en fait, des animateurs affectés dans les quartiers populaires.

### LES FOYERS DE L'ENFANCE

Pour des commodités administratives, tous les enfants mineurs à charge de l'Etat passent par les Foyers de l'enfance. Ces foyers — un au moins par département — sont considérés comme étant un lieu de séjour temporaire, au cours duquel l'enfant est en observation avant d'être orienté soit vers une famille nourricière ou adoptive, soit vers un orphelinat, soit enfin vers un établissement spécialisé, si l'enfant présente des troubles (psychologiques, débiles légers...).

Mais ce qui ne devrait être qu'un passage peut durer des mois et des mois, la plupart du temps du fait des lenteurs administratives et judiciaires. Les enfants qui arrivent dans ces centres, souvent éprouvés

par leur situation antérieure, se retrouvent brusquement « parqués », en compagnie d'autres enfants en détresse, mélangés sans distinction d'âge, de sexe, de degré de développement physique et mental, de niveau intellectuel et scolaire; des enfants dont le seul point commun est d'être des « gosses à part » ! Et si tous fréquentent pendant le temps de leur séjour au foyer, l'école du quartier, un seul sur 50 a une scolarité normale !

Pendant des mois, ils attendent au foyer, dans l'inquiétude et l'ignorance la plus complète, leur prochaine destination. C'est après cette vie entre parenthèses, qu'ils connaîtront ou l'orphelinat ou les nourrices...

### DE L'ORPHELINAT A LA MAISON D'ENFANTS, LA MEME PRISON

Environ 80.000 des enfants qui relèvent de l'Aide sociale sont placés pour une période prolongée dans des internats d'enseignement ou des établissements sociaux. Ce sont pour la plupart les héritiers directs des orphelinats créés à l'initiative des associations religieuses et vivant de la charité publique.

Aujourd'hui, certains de ces établissements, une minorité, tentent de moderniser leurs méthodes éducatives en s'ouvrant un peu plus sur le monde extérieur : en modifiant et rajeunissant le cadre de vie, en organisant des sorties culturelles, en donnant un peu plus d'indépendance aux enfants. Ces tentatives restent de toute façon de portée limitée. Quant aux autres établissements, les plus nombreux, ils se sont contentés de changer d'appellation et de se rebaptiser « maisons d'enfants ».

Sous un nom moins rétrograde, se cache en fait la même vie de caserne que dans le passé.

Les enfants vivent là plus de dix à quinze ans de leur vie sans jamais sortir, encadrés et souvent abandonnés à l'arbitraire d'un personnel insuffisamment qualifié. Le scandale de l'orphelinat de Meudon, où les pensionnaires servaient de cobayes pour tester des produits de beauté et autres pommades, comme celui de l'Institut médico-pédagogique de l'Espéridou, où une fillette est morte des suites de mauvais traitements, témoignent de l'arbitraire auquel sont livrés ces enfants sans parents. Et même si de tels abus ne sont qu'exceptionnels, il n'en est pas moins vrai que la vie dans l'univers artificiel de l'orphelinat marque et parfois détruit l'enfant qui la subit.

## L'orphelinat : pourquoi une prison ?

Grandir dans une collectivité de 200 à 300 membres comme c'est le cas d'un orphelinat, devrait pouvoir compenser pour l'enfant le handicap de l'absence de famille. Là, si les liens de confiance et de solidarité entre les hommes n'étaient pas, comme dans la société tout entière, remplacés par les seuls liens hiérarchiques d'inférieur à supérieur, la collectivité de l'orphelinat, au lieu d'écraser l'enfant, pourrait lui apporter une infinie richesse. Autant de richesse que les 300 membres de la collectivité, tous différents, ont en eux-mêmes.

Là, l'enfant pourrait apprendre, dans son travail comme dans le jeu, la collaboration avec les autres. A partir de là l'enfant, dont les capacités d'apprendre sont immenses, pourrait, au travers d'expériences, d'initiatives collectives, d'activités multiples, assimiler plus vite et mieux l'immense capital culturel de l'humanité. Or la réalité prouve que ces maisons d'enfants non seule-

ment sont bien loin de compenser chez l'enfant la carence initiale des parents, mais encore ont tendance à développer chez lui l'individualisme et le repliement sur soi-même. Comportement qui accroîtra plus tard ses difficultés d'intégration à la société. Et ce hiatus entre « ce qui devrait être » et la réalité n'est pas seulement dû aux conditions matérielles insuffisantes ou à un quelconque infranchissable fossé entre la théorie et la pratique, mais bien au fait tout simplement qu'il est impossible de s'élever au-dessus de la moyenne du reste de la société.

L'homme vit dans la société et par la société, et il lui est impossible de ne pas subir son influence et sa pression. Il en est des orphelinats comme de beaucoup d'autres choses. Même ceux qui ont suffisamment de moyens matériels et humains ne réussissent pas à offrir à l'enfant seulement l'équivalent d'une famille. Parce que toutes les tares de la société et

notamment l'absence d'éducation collective, l'individualisme que la société développe chez chacun de ses membres se retrouvent à l'intérieur de ces maisons. Les éducateurs, le personnel qui y travaille ne sont pas nécessairement motivés et lorsqu'ils le sont, la société et son administration se chargent rapidement d'étouffer ce bruyant enthousiasme et de le casser. L'Etat veille à ce que les normes de la vie sociale actuelle restent les mêmes. Malheur à l'enfant qui s'aviserait de donner des responsabilités aux enfants de leur apprendre par exemple à gérer eux-mêmes leur orphelinat. Malheur à qui s'aviserait de sortir des « normes » d'éducation. L'Etat et le puissant conformisme social auraient tôt fait de lui rappeler qu'un orphelinat doit reconnaître et obéir à la société qui le nourrit. Un point, c'est tout.

Pour changer un orphelinat de l'intérieur, il faudrait d'abord que la société change à l'extérieur !

### Sans la signature, je n'ai pas pu voir ma sœur

Jacqueline, ancienne enfant de l'Assistance :

« Ma sœur a 15 ans. Elle est en CET et rentre tous les dimanches chez sa nourrice. Comme je suis mariée et que j'ai deux enfants, je pense que ma sœur serait plus heureuse si elle venait chez nous en fin de semaine. Elle se retrouverait en famille, d'autant plus que ses relations avec la nourrice sont très tendues. Un jour je suis allée la voir. La nourrice m'a in-

terdit de rentrer chez elle, prétextant que je n'avais pas de papier signé par l'assistante sociale. Je suis repartie sans avoir vu ma sœur.

Je suis allée voir l'assistante sociale qui m'a répondu : « On ne peut pas enlever comme ça votre sœur de chez sa nourrice. Il faut attendre qu'elle ait 18 ans ». Ma sœur lui a écrit pour lui demander de quitter sa nourrice. Elle a reçu la même réponse que moi. »

cation que celle d'élever les enfants. Pour elles, issues d'un milieu pauvre, c'est la seule solution pour gagner un peu d'argent. Ces mêmes femmes, souvent dénuées moralement et matériellement, qui doivent faire face aux enfants, ne comprenant pas toute la détresse qui se cache derrière l'enfant agressif ou complètement paillard, elles finissent généralement par en vouloir des difficultés qu'il a et de l'hostilité qu'il manifeste. Elles demandent alors qu'on le retire, ce qui ne leur vient généralement pas à l'idée avec leurs propres enfants. Mais avec un

### Moi aussi une

Daniel, pupille de l'Etat : « A trois ans, j'étais orphelinat de l'Assistance publique. Nous logions dans des chambres aménagées du tout pour les enfants entières sans sortir, sauf pour la sortie. L'école était nous y étions considérés que nous avions tous le même

Cette vie faisait de nous des enfants lents. Beaucoup d'entre nous d'éducation surveillée. C'est toute ma vie une rancune. On mangeait mal et tout n'était là que pour nous empêcher de la sortie hebdomadaire et des corvées. Ils étaient ment en nous disant que nous devions devenir des voyous.

Nous étions complètement seuls, je n'étais encore jamais

Nous nous sentions tout seuls traduisait par des fugues. La première fois de ma vie, j'ai pu dans les magasins, découvrir mais vues. »

### LE PLACEMENT EN NOURRICIE

Puisque la véritable famille n'est pas à même d'assurer l'éducation de l'enfant, il faut trouver une solution de remplacement : une famille qui est prête, moyennant une rétribution financière, à prendre l'enfant en charge. Cette solution, utilisée pour près de 60 % des enfants dépendant de l'Assistance, est souvent présentée comme la plus « humaine » parce qu'elle recrée les conditions « naturelles » de la famille.

Mais la réalité prouve qu'il ne suffit pas d'allouer une pension à une famille pour qu'elle se transforme en une vraie famille susceptible d'apporter à l'enfant l'affection dont il a besoin. Ce n'est pas faute de bonne volonté de la part des

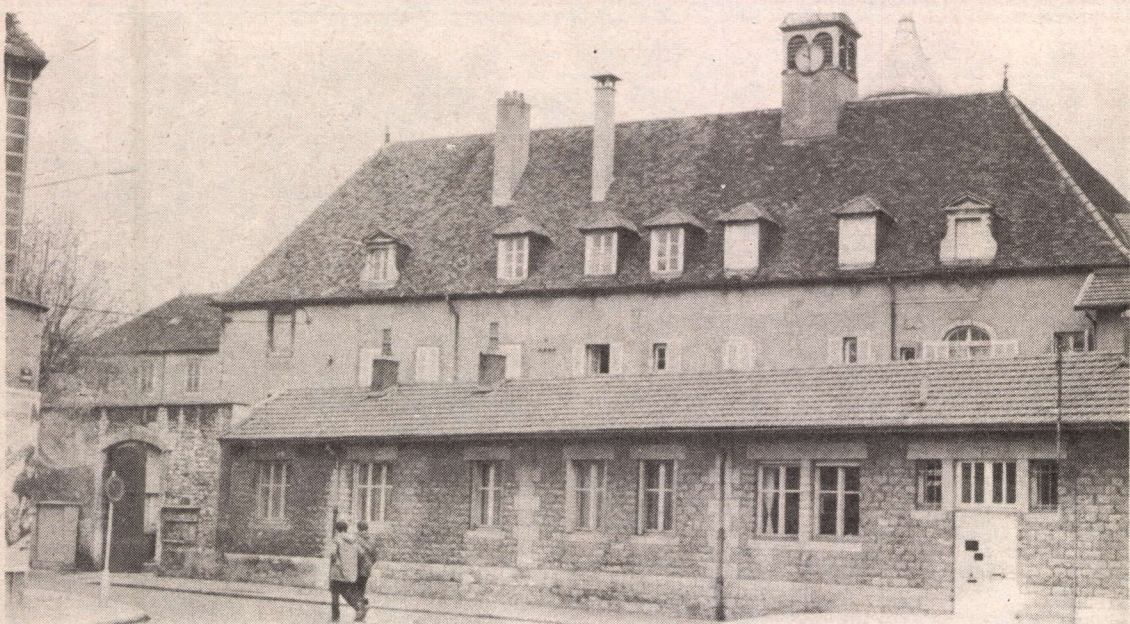
nourrices ou de ceux qui ont placé l'enfant là. Mais c'est la situation même qui est source d'échecs.

Les enfants placés sont souvent des enfants difficiles. Ils réagissent à leur situation de délaisés par une série de manifestations : l'agressivité, le refus de manger, l'énurésie (pipi au lit), la fugue, le vol, qui rendent la tâche de la nourrice particulièrement délicate. Or justement ces nourrices ne sont pas sélectionnées en fonction de la difficulté de la tâche. La seule sélection qu'il y ait est celle du besoin d'argent.

Les femmes qui demandent à être nourrices le font souvent parce qu'elles n'ont pas d'autre qualifi-



# donnée au quotidien



Foyer de l'enfance ou prison ?

## Des gosses à part

Marie-Claire (30 ans) et François (25 ans), anciens de l'Assistance :

« Comment vous êtes-vous retrouvés à l'Assistance ? »

**Marie-Claire :** Je suis allée à l'Assistance quand mes parents n'ont plus pu s'occuper de moi. C'était jugé comme ça. C'est-à-dire que mon père et ma mère buvaient. Mon père était ouvrier agricole et ma mère ne travaillait pas.

**François :** Quand il y a eu des problèmes de pognon, au village ça a été un moment. Mais après il y a eu des plaintes déposées et la solution, ça a été le retrait. Ils sont venus un beau jour, avec les flics et l'Assistance, en bagnole, à la baraque. « Préparez le baluchon ! »

**Marie-Claire :** C'est un souvenir abominable, le retrait : comme des bêtes... Cinq mômes, tels qu'on était, sales, sans rien, un matin on nous embarque nous aussi à destination d'un hôpital. On y est restés

six mois, en attendant que des personnes nous prennent. (...)

Pour moi, j'ai été mise dans une famille pauvre. Quand j'ai été plus âgée, on appelait ça louée, parce que c'était contre une somme d'argent : 15.000 ou 20.000 AF par mois qu'on donnait à une femme qui nous gardait. C'était lié : sentiment et argent à la fois. On avait besoin de ces 15.000 AF et en même temps il y avait un petit sentiment. Mais ce n'était pas toujours vrai.

— Comment étaient vos rapports avec les autres gosses ?

**Marie-Claire :** Très, très mauvais. Parce qu'on était habillés d'une certaine façon, on était repérables d'emblée. Dans l'école, on était les « gosses de l'Assistance ». En grandissant, il y avait les adultes. Le côté paternaliste pour les gens bien éduqués. Et puis pour les autres : « On ne sait pas d'où elle sort ». Tous les ans, on recevait des colis : tout le monde habillé pareil, les mêmes capes, les mêmes godillots. Petit à petit ça a évolué. Dans les dernières années, on allait se faire habiller dans un magasin, c'était un peu plus varié.

— A part l'uniforme, qu'est-ce qui vous a marqués ?

**Marie-Claire :** Les rapports. Les assistantes sociales allaient tous les ans dans les villages faire des enquêtes sur nous. Dans un bal, on t'avait vue flirter avec un gars. L'Assistance te le rappelait un an après, en te disant : « Tu t'es mal tenue à ce bal ».

**François :** Pour tout, il fallait une double autorisation : celle du tuteur et celle de l'Assistance. En plus, c'était un milieu assez catho...

**Marie-Claire :** Ah oui ! Avec une morale, oh la la ! « Si vous êtes à l'Assistance, vous comprenez pourquoi, vous devez obéissance. Si vous étiez restée chez vos parents, vous vous rendez compte, vous seriez dans la m... ! ».

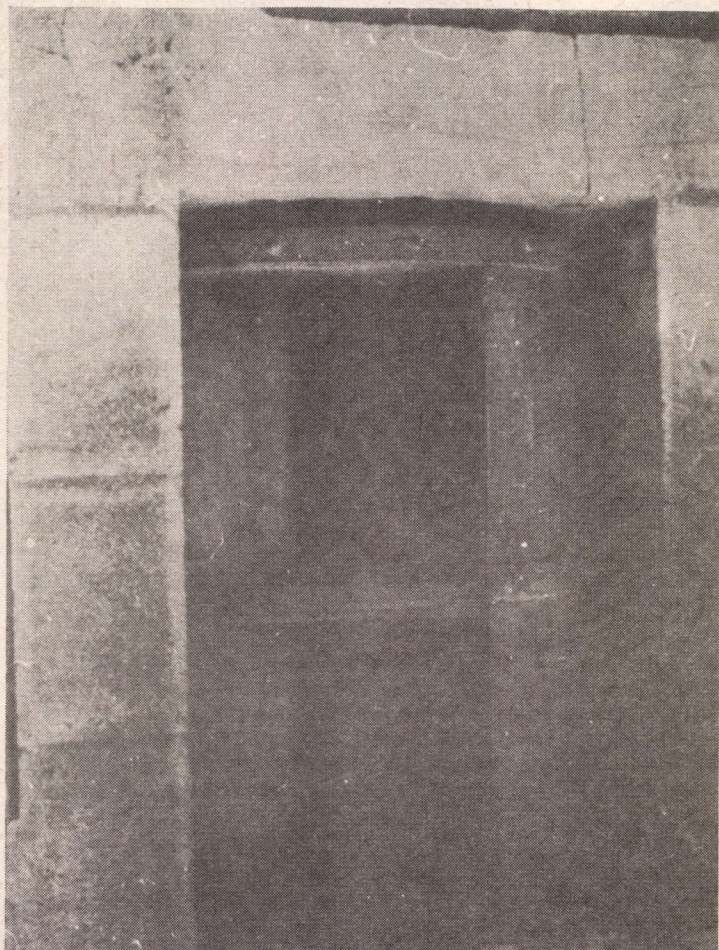
**François :** Il y a des familles à qui on retire le droit de visite à leurs enfants. Je sais que moi, pour ma mère, l'Assistance a menacé de lui mettre les flics au derrière, uniquement parce qu'elle essayait de voir une de ses filles à la sortie de l'école.

**Marie-Claire :** Quand tu travailles (et tu travailles très jeune), l'argent que tu gagnes est automatiquement pris par l'Assistance. C'est l'Assistance qui le place, qui s'en occupe, qui le gère. Et nous, on n'a aucun contrôle sur cet argent qu'on récupère au mariage ou à l'émancipation. »

## Du tour, au bureau d'abandon

« L'exposition et le délaissement clandestin d'enfants à l'entrée d'une église, dans l'en-

coignure d'une porte ou d'une fenêtre, rendait cette pratique très dangereuse pour le nou-



Le « tour » des enfants trouvés à Mâcon. C'est dans cette sorte d'armoire qu'on abandonnait les enfants.

veau-né. (...) C'est un crime d'exposer un enfant (...) parce qu'il peut mourir des convulsions ou autres accidents (...) être dévoré par les cochons ou autres animaux. » Telles étaient les réflexions d'un juriste du XVII<sup>e</sup> siècle, réflexions qui en disent long sur le phénomène des abandons d'enfants à cette époque (près d'un tiers des enfants qui naissaient à Paris étaient des enfants trouvés).

C'est pour cette raison que les hospices religieux utilisèrent un système qui permettait d'abandonner un enfant sans que l'on puisse distinguer le visage de la mère : le « tour ». Cette sorte d'armoire ronde et tournante, posée dans l'épaisseur d'un mur, à l'entrée des hospices d'enfants trouvés, était destinée à recevoir les enfants qu'on voulait y introduire sans être vu. Lamartine qualifiait le « tour » d'ingénieuse invention de la charité chrétienne, « ayant des mains pour recevoir, mais pas d'yeux pour voir, ni de bouche pour parler »... Charité chrétienne hypocrite sans doute, mais qui ne manquait pas de réalisme : à quoi cela sert-il de sermonner une mère qui ne veut pas garder son enfant... Depuis 1904, le « tour » a disparu au profit des « bureaux d'abandon », qui dépendent de l'Aide sociale.

enfant de l'Assistance, c'est possible ! Parce que dans ce cas, la mère n'est qu'une salariée, qui garde le droit d'être mécontente de l'enfant que l'administration lui a fourni... Ainsi, de retraits en retraits, il est même des enfants qui font l'objet de plus d'une dizaine de placements successifs.

Quant à l'administration, ce n'est pas son problème. L'essentiel pour elle est qu'il y ait un responsable officiel et individuel de l'enfant. Les seules choses qu'elle demande à la nourrice c'est qu'il y ait le moins de fugues possibles et pas de scandale.

## ssi j'ai fait fugue

parle de sa vie à l'orphelinat : phelin et j'ai été envoyé dans un orphelinat. J'y suis resté jusqu'à l'âge de 8 ans. J'y suis resté cloîtré des années. Pour aller à l'école et une fois par mois pour moi un moyen d'évasion, mais comme des êtres à part, d'autant plus me uniforme.

des enfants très agressifs, très violents se sont retrouvés dans des foyers. Ce qui m'est arrivé et je garderai contre ce qu'on m'y a fait vivre. Toujours la même chose. Les éducateurs réprimer : ils nous frappaient, nous privaient, nous faisaient faire des pompes rustres et nous humiliaient constamment. Nous ne serions jamais bons à rien,

ent coupés du monde extérieur. A 15 ans, j'ai allé au cinéma. Plus ou moins révoltés et cela se fait aussi fait une fugue. Pour la première fois, j'ai pu aller seul dans la ville, entrer dans un tas de choses que je n'avais ja-



# dossier

LES ENFANTS  
DE  
L'ASSISTANCE

## Les limites de l'Aide sociale : les limites d'une société

Assistance publique hier, Aide sociale à l'enfance aujourd'hui : les noms ont changé mais la chose est restée la même. Face au drame des enfants abandonnés, à celui de l'enfance malheureuse, l'Etat s'est trouvé contraint de prendre en charge, d'une façon ou d'une autre, tous les enfants que les carences de la société ont jetés sur le pavé. Sans doute, le nombre d'enfants purement et simplement abandonnés a diminué d'une façon importante depuis un siècle. Mais les tâches de l'Aide sociale à l'enfance n'ont pas pour autant diminué, au contraire.

à l'orphelinat classique.

Comme tous les budgets sociaux, celui de l'Aide sociale à l'enfance est notoirement insuffisant et les « travailleurs sociaux », à juste raison, demandent plus de crédits, plus de moyens pour accomplir leur tâche. Et c'est en effet la moindre des choses que l'argent de l'Etat, au lieu de se perdre en fumée dans le budget militaire, serve au moins à soulager la détresse de ceux que la vie a laissés sans une famille à même de s'occuper d'eux.

Mais la question du budget n'est qu'une partie du problème. Même s'ils avaient tous les cré-

## de l'enfance



tion juridique de l'enfant sans famille, que de remplacer l'entourage affectif qui lui manque. Enfin et surtout, pourquoi cet appareil social serait-il au-dessus de l'ensemble de la société qui l'entoure ?

La vraie question est là. L'appareil de l'Aide sociale est froid, inhumain, ni plus ni moins

que l'ensemble de la société qui l'entoure. Une société où les individus sont séparés les uns des autres, où leurs liens affectifs sont brisés et où le seul refuge que ceux-ci trouvent est la famille. Les carences de l'Aide sociale à l'enfance sont les carences de toute une société.

Les révolutionnaires ne peu-

vent pas se borner à revendiquer plus de crédits, plus de moyens pour les « travailleurs sociaux ». C'est une société différente qu'ils veulent construire, une société qui sera enfin tout simplement humaine, vis-à-vis de ses enfants (que leurs parents soient connus ou non) comme vis-à-vis de tous ses membres.

## L'Etat et les établissements privés...

On pense généralement que l'Aide sociale à l'enfance est l'affaire des seuls pouvoirs publics, que c'est l'Etat qui a pris d'emblée en charge tous les problèmes de l'enfance abandonnée ou inadaptée. Dans les faits, c'est le plus souvent l'initiative privée qui est à l'origine de l'ouverture des différents établissements.

En 1970, les « maisons de l'enfance à caractère social » se répartissaient de la façon suivante. Sur 928 établissements au total, on comptait 522 établissements à caractère confessionnel, 93 gérés par l'Association nationale des communautés d'enfants, 240 établis-

sements « habilités », (privés mais ayant reçu le label de l'Etat) et seulement 73 gérés par une collectivité publique comme la Caisse d'allocations familiales. Quant aux établissements pour enfants inadaptés, sur 4500, 13 % seulement sont gérés par les pouvoirs publics, contre 76 % par des associations privées (loi de 1901) et 8 % par des congrégations.

Les établissements sous contrôle de l'Etat sont la plupart du temps des établissements au départ privés, dont l'Etat a, après coup, légalisé l'existence et sur lesquels il exerce un contrôle plus ou moins strict, en

se donnant droit de regard, grâce à des subventions. Ces initiatives privées valent ce qu'elles valent, les unes bénéfiques, les autres à but lucratif. On y trouve le meilleur, on y trouve le pire ! Mais de toute façon, aucune n'est imputable à l'Etat.

Ainsi, quand l'Etat intervient, il le fait le plus souvent après coup et pour contrôler ce qui existe. Rarement il intervient pour planifier ce qui se fait à l'échelle de la France. Il en résulte une situation anarchique, avec des départements nettement sous-équipés par rapport à d'autres.

## LE BUDGET

En 1973 le budget de l'Aide sociale à l'enfance représentait 3,2 milliards de francs, soit environ 2 % du budget général de l'Etat. Ce budget est plus de trois fois supérieur, en francs constants, à ce qu'il était en 1961. Il s'est ainsi accru deux fois plus vite que le nombre d'enfants pris en charge.

Il est cependant notoirement insuffisant pour couvrir les besoins et, de toute façon, bien incapable de s'attaquer à

la racine du mal.

A titre de comparaison, le budget de la Défense nationale comprenait en 1973 17,4 % du budget total de l'Etat, sans compter les crédits versés indirectement par le biais de la recherche scientifique ou des aides de toutes sortes aux industries d'armement.

Comment se répartit le budget de l'Aide sociale à l'enfance ? Les seules indications disponibles sont celles de 1971 :

Budget de 1971			
Etablissements de	Dépenses	Enfants	Financement
placement :	63 %	15 %	40 à 100 F par jour
Placement en famille :	23 %	47 %	11 à 17 F par jour
Familles secourues :	6 %	38 %	1,6 à 2 F par jour
	92 %	100 %	

Cette répartition n'est qu'approximative, mais donne un ordre de grandeur. Ainsi le chiffre élevé des dépenses pour les établissements (63 %)

par rapport au nombre d'enfants concernés (seulement 15 %) explique en partie pourquoi l'Etat choisit plus facilement le placement familial.

L'Assistance publique, puis l'Aide sociale à l'enfance ont été conduites à prendre en charge de plus en plus d'enfants inadaptés, de « cas sociaux », que leur famille se révélait incapable d'élever. C'est ainsi que, aux carences sociales, aux drames familiaux, à l'incapacité souvent accrue des familles à prendre en charge leurs propres enfants, l'Etat a répondu à sa manière, par la création d'un corps de fonctionnaires de « travailleurs sociaux » et par une organisation complexe et parfois incohérente, allant du placement en nourrice

à l'orphelinat classique. D'abord parce que c'est un corps de l'Etat, qui obéit non à des mobiles affectifs, mais à des lois, des règlements, des procédures. Parce que c'est un appareil inhumain. Quelles que soient les qualités individuelles de ceux qui le composent, son objectif est finalement bien plus de respecter ces règlements, et en particulier de régler d'une façon ou d'une autre la situa-

tion sociale s'y opposent. Car, aux yeux de la société, un enfant doit obligatoirement « appartenir » à une famille. Tant qu'il appartient juridiquement à sa famille d'origine, l'enfant n'est pas adoptable. Voilà comment la législation fait de l'enfant une espèce d'objet, soumis au droit de propriété.

Et pourtant, à l'heure actuelle, sur environ dix demandes d'adoption, une seule est satisfaite.

Comment est-ce possible ? Par quelle aberration une telle prise en charge des enfants, considérée comme la moins mauvaise, est-elle empêchée ? Pourquoi est-il si difficile, pour des adultes qui en éprouvent le désir, de pouvoir élever des enfants qui n'ont plus comme seul protecteur que l'Etat et son administration ? Parce que la législation et toute l'organisa-

tion sociale s'y opposent. Car, aux yeux de la société, un enfant doit obligatoirement « appartenir » à une famille. Tant qu'il appartient juridiquement à sa famille d'origine, l'enfant n'est pas adoptable. Voilà comment la législation fait de l'enfant une espèce d'objet, soumis au droit de propriété.

Depuis 1966 une loi permet malgré tout un plus grand nombre d'adoptions. Mais en même temps, elle ajoute une aberration supplémentaire aux lois antérieures. En effet, l'adoption simple peut être révoquée par le juge, à la demande des parents légitimes ou d'un des membres de la famille d'origine, cousins germains inclus. Ce qui veut dire que, du jour au lendemain, on peut retirer un enfant à des parents adoptifs qui en ont la charge depuis des années... Cela autorise tous les

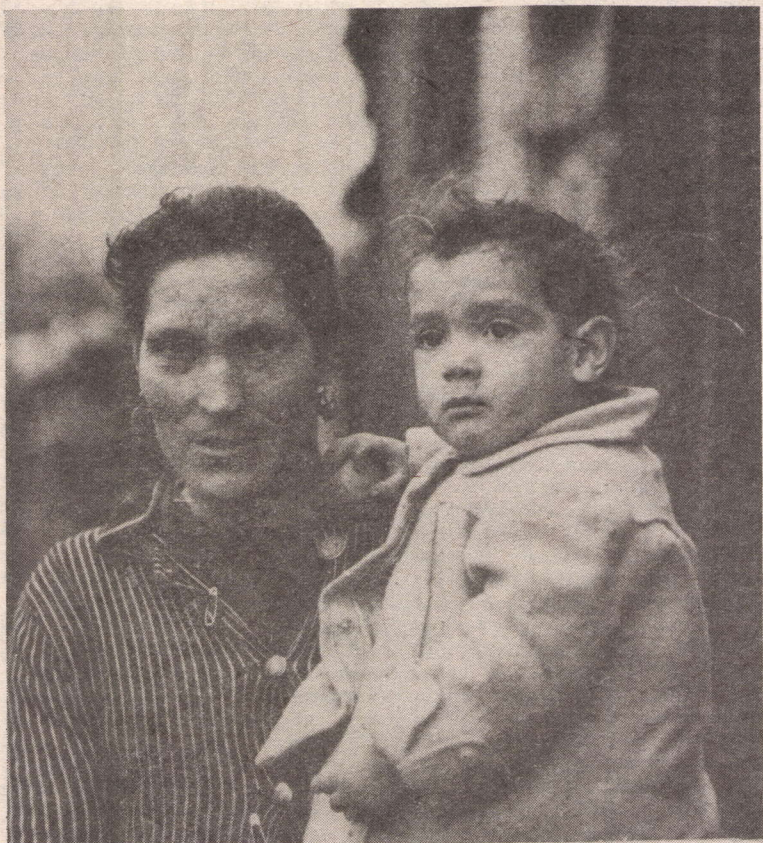
litiges possibles, tous ces lamentables drames où l'enfant se retrouve déchiré entre deux clans hostiles, aveuglés par leur désir farouche de le garder pour eux seuls, enfermés dans un système social où domine le besoin d'appropriation individuelle et égoïste des enfants.

De ces litiges, la principale victime reste l'enfant lui-même, parce que les décisions qui sont prises le sont, dans bien des cas, non pas en fonction des intérêts des enfants, mais en fonction du droit de propriété. En fait, le problème de l'adoption touche un problème humain qui exige la confiance entre les hommes. Aucune mesure légale ne peut suppléer à cette absence de confiance. Le juriste ne peut que prendre des garanties négatives. Et, sur le terrain de la loi, le problème est insoluble.



# Les travailleurs sociaux

## et l'aide à l'enfance



### La famille dépassée par l'évolution sociale

Depuis plus d'un siècle, le développement de la société industrielle capitaliste a entraîné une modification profonde de la vie sociale. La famille elle-même, ce facteur de la stabilité bourgeoise, s'est transformée sous la pression de nouvelles exigences économiques. Le capitalisme, en concentrant dans les villes une main-d'œuvre tirée directement des campagnes, a détruit l'ancienne famille patriarcale. Cette communauté paysanne, composée de plusieurs générations, était unie par une activité économique commune : l'exploitation de la même terre. Privée de ce lien puissant, elle n'a pu se reconstituer dans les villes, où des millions d'individus sont devenus salariés et exercent leur activité économique hors du cercle familial.

Si cette évolution a uniformisé le mode de vie de millions de gens, elle ne les a pas pour autant rapprochés les uns des autres, au contraire. Chacun s'est vu brutalement jeté sur le marché de l'emploi capitaliste, à devoir, dans des conditions de concurrence acharnée, gagner sa vie. Sous cette pression, les liens personnels et humains entre les individus se sont rompus, ne laissant que ceux qui existent au sein de la famille. Mais d'une famille réduite cette fois-ci à sa plus simple expression : le père, la mère, les enfants.

Cette nouvelle forme de famille rapproche sans aucun doute les parents des enfants. Mais elle ne facilite pas pour autant leur prise en charge. Car les parents sont désormais seuls pour assumer une tâche difficile, que dans l'ancienne famille patriarcale ils assumaient avec l'aide et la participation active d'autres adultes, les grands-parents par exemple.

Malgré leur bonne volonté, bien des parents sont tout simplement dépassés. Mais ce n'est pas la responsabilité des parents qui est en cause. C'est le résultat d'une évolution sociale qui a détruit la famille d'autrefois, sans la remplacer par rien d'autre.



Il est certain que la plupart des travailleurs sociaux (assistantes sociales, éducateurs...) n'ont pas choisi leur profession seulement pour gagner leur vie, mais aussi pour avoir un rôle social utile.

Le bureau de l'assistante sociale, c'est un peu l'agence de renseignements du quartier pour tous les problèmes quotidiens et vitaux : des dossiers administratifs à remplir, la recherche d'une nourrice, d'un centre aéré, d'un établissement sanitaire. Il semble plus facile de s'adresser là que de se perdre dans les couloirs d'une administration ! L'assistante peut aussi trouver une solution momentanée à une situation catastrophique : un secours financier ou un placement d'enfant en urgence.

Et si un enfant est pris en charge par un éducateur qui a le souci d'établir des liens de confiance, il vit certainement moins durement son placement.

Mais les travailleurs sociaux interviennent de façon ponctuelle, pour chaque cas individuel. Et ils se rendent compte, de jour en jour, qu'ils sont débordés par les demandes, que les situations ne sont jamais réglées. Les mêmes causes (la misère et l'injustice sociale) produisent toujours les mêmes effets : l'inadaptation sociale, la délinquance, l'alcoolisme.

Devant cette réalité qu'ils sont bien forcés de voir, ils ressentent un sentiment d'impuissance. Comme ceux

qu'ils veulent aider, ils se retrouvent prisonniers d'un système injuste où, quelle que soit la décision qu'ils prennent, ils ne peuvent qu'en redouter les conséquences.

Ainsi, beaucoup d'assistantes sociales hésitent à faire signaler un enfant en danger, car cela signifie conduire l'enfant et les parents devant le juge. Et elles ne peuvent plus émettre d'avis quant aux mesures qui seront prises par la suite. Souvent elles n'approuvent pas le placement hors de la famille car il apparaît comme une sanction pour l'enfant.

C'est lui donner d'emblée un « casier social » qui pèsera lourd sur son avenir. Mais du coup elles ne peuvent que se demander si la prolongation de la situation actuelle de l'enfant ne lui fait pas courir un risque supérieur.

Le malaise des travailleurs sociaux provient de cette ambiguïté de leur rôle. Il leur est impossible, en fait, de prendre réellement en charge un enfant. Mais, dépourvus de moyens réels, ils ne sont pas pour autant dépourvus de responsabilités. Ils risquent d'être sanctionnés eux-mêmes par la justice pour leurs activités professionnelles. Des assistantes sociales informent qu'une enquête a été déclenchée, au niveau du ministère, sur le travail d'une assistante sociale de secteur, dans une affaire de mauvais traitement

d'enfant. Et elles expriment leur inquiétude : « Serons-nous toujours des agents d'exécution en attendant d'être exécutées, le jour où il faudra un bouc émissaire ? ». Car c'est bien comme des boucs émissaires que l'Etat les considère. Des boucs émissaires... pour des insuffisances qui sont celles de toute la société !

En fait, la solution ne peut être la tutelle systématique des familles par des « spécialistes sociaux » appointés. Les « cas sociaux », ceux qui se laissent prendre en charge, ont justement des difficultés à s'adapter à cette société qui ignore tout de la solidarité entre les gens. Des assistantes sociales, aussi nombreuses et bien intentionnées soient-elles, ne peuvent à elles seules résoudre ces difficultés.

Le vrai problème, c'est que c'est la société elle-même qui empêche les individus d'aller les uns vers les autres librement. C'est elle qui réprime l'attention pour les autres, l'envie de créer des liens, qui sont des attitudes humaines élémentaires. Et la seule solution, c'est une société dans laquelle, spontanément, les individus assument non seulement leur vie mais aussi celle de leur voisin, sans être payés pour le faire, par solidarité humaine, tout simplement. Et les travailleurs sociaux ne font que ressentir, en plus aigu à cause de leur rôle, des contradictions qui sont celles de toute une société.

### IL FAUT UN RESPONSABLE...

« Pour quels problèmes êtes-vous sollicités ?

Claire : Les gens viennent souvent me voir en disant : « Mon enfant est pénible, est-ce qu'on pourrait le placer quelque part ? ». On a l'impression que les parents s'en remettent à nous car l'éducation de leurs enfants les dépasse. Les parents viennent nous voir aussi pour des problèmes d'énurésie (pipi au lit). Nous les dirigeons vers des spécialistes. Ils viennent aussi pour des problèmes

d'inadaptation scolaire.

— En cas d'enfants maltraités, comment intervenez-vous ?

Claire : Récemment, une fillette de deux ans et demi était maltraitée par une gardienne. Le signalement venait des voisins. Je suis intervenue auprès des parents et chez la gardienne de façon autoritaire, exigeant qu'elle soit vue en consultation à l'hôpital d'enfants. Elle portait des traces de coups. Je n'ai pas signalé la situation, ni à la Prévention ni au

juge des enfants, mais je fais des visites régulières. S'il y a un problème maintenant, je suis responsable !

— Pourquoi n'avez-vous pas fait de signalement ?

Claire : Parce que cela entraîne tout un processus qui risque d'entraîner le retrait de l'enfant hors de sa famille. L'intervention du juge, cela signifie que personne ne veut prendre la responsabilité de l'enfant. C'est la dernière des solutions à prendre. »

### Les délinquants

Chaque année, il y a actuellement en France entre 50.000 et 60.000 adolescents qui sont condamnés par un juge pour enfants pour un délit précis — un vol la plupart du temps. Qui sont ces jeunes ? Les statistiques parlent d'elles-mêmes.

45 % des jeunes délinquants ont une famille divorcée ou séparée.

18 % ont leurs parents décédés.

Pour 80 % des jeunes délinquants et 90 % des jeunes va-

gabonds, il y a une carence familiale à l'origine.

Dans les familles ouvrières où les parents travaillent loin du domicile, la carence, c'est avant tout l'absence des parents, l'absence de tout milieu familial cinq ou six jours sur sept. Quantité d'adolescents de milieu populaire connaissent, dans les faits, un véritable abandon social. Et la délinquance de ces jeunes n'en est que la conséquence directe et inévitable.



# dossier

LES ENFANTS  
DE  
L'ASSISTANCE

## " Protection de l'enfance "

### et société socialiste



## Russie 1920, Makarenko : faire confiance... à l'homme et à la collectivité

En 1920, un responsable de l'éducation soviétique propose à l'instituteur Makarenko 80 enfants abandonnés, en ajoutant à peu près ce commentaire : « Ne me dites pas vous aussi que vous voulez des subventions, des locaux, des éducateurs. Je n'ai rien de tout cela. Vous les voulez, oui ou non ? ».

Makarenko « les prit » et ils allaient tous s'installer dans une ferme abandonnée. Là, la communauté petit à petit s'installa et vécut de l'exploitation de la terre. Elle put même s'agrandir en allant « cueillir » les enfants abandonnés : ils étaient légion à cette époque, dans les gares, sur les routes de toute la Russie.

Les enfants, rendus conscients par la présence de l'adulte de l'utilité de leur travail, participaient pleinement à l'œuvre collective. De leurs efforts conjugués, ils savaient qu'ils retireraient plus de bien-être, plus de sécurité.

Mais le meilleur ciment de cette collectivité, que Makarenko a décrite dans un livre, était sans aucun doute la confiance de celui-ci dans les enfants. Maka-

renko fit l'expérience qu'il pouvait s'appuyer entièrement sur leur sens des responsabilités et leur dévouement, à condition que les enfants fussent convaincus eux-mêmes que c'était utile pour tous.

L'organisation interne de la communauté dépendait des enfants, de même que c'était partiellement eux qui organisaient le travail productif. Ils montèrent même une usine moderne d'appareils photographiques. La communauté était dirigée par le directeur et par l'assemblée générale des enfants, même s'ils étaient 500, même s'ils avaient entre 8 et 18 ans. Au début, dit Makarenko, c'était un peu la cohue. Mais petit à petit, il réussit à ce qu'elle fonctionne parfaitement, malgré son apparente hétérogénéité.

Il est inutile de chercher dans l'expérience de Makarenko l'exemple de collectivités « idéales ». Car elle n'est que le reflet de la situation de 1920, après une révolution et une guerre civile. Les méthodes et les moyens de Makarenko étaient ajustés aux moyens inexistantes de la société soviétique de l'époque.

La seule chose qu'avait au départ Makarenko était la liberté d'agir, la confiance du gouvernement et son propre amour des enfants. Cela suffisait pour accomplir cependant des prodiges, dont la plus complexe organisation de « protection de l'enfance » des Etats d'aujourd'hui est incapable.

(D'après le livre de Makarenko : Le chemin de la vie).

Au fil des ans, une législation complexe de « protection de l'enfance » s'est élaborée. Mais n'y a-t-il pas dans cette idée même que l'enfant a besoin d'être « protégé » un nonsens ? L'enfant a besoin de vivre et de se nourrir, d'être élevé et éduqué. Mais la question de sa « protection », en elle-même, dénonce une société profondément anormale, où la prise en charge sociale des enfants ne va pas de soi ; où l'enfant « normal » est la propriété d'une famille, dont tous les humains extérieurs à cette famille se désintéressent. L'enfant sans famille, ou dont la famille est incapable de le prendre en charge, doit par conséquent être « protégé » contre une société non pas accueillante, mais hostile.

Le premier souci d'une société socialiste sera donc qu'une question aussi absurde ne se pose plus. La société, tout simplement, prendra en charge l'éducation des enfants. Et il ne s'agit pas, comme le disent les réactionnaires, de les « arracher à leur mère », parce que les socialistes ignoreront l'amour maternel et paternel et voudraient faire des enfants de simples numéros matricules. C'est justement la société capitaliste et son uniformité triste qui, en appauvrissant à l'extrême les relations sociales, ont fait des enfants... et de tous les membres de la société, de « simples numéros » !

Dans la société socialiste, il s'agira au contraire de permettre à l'enfant de développer au maximum sa personnalité, grâce à une richesse de relations sociales jusqu'ici inconnue. C'est de toute la société, de tout le milieu social qui l'entoure, qu'il apprendra, y compris de ses parents. Mais pas seulement d'eux. Des parents qui, parce que le souci quotidien du gagne-pain ne sera plus leur souci primordial, auront eux aussi tout le temps d'apprendre, de se cultiver, d'en faire profiter leurs enfants, de leur faire découvrir la vie et la société. Ils n'auront pas peur de plonger leurs enfants dans cette société, car elle sera accueillante et fraternelle pour tous. Le sentiment d'exclusivité, de propriété personnelle sur l'enfant, la peur du voisin disparaîtront d'eux-

mêmes. Dans cette société, les enfants sans parents trouveront sans peine affection, sécurité, relations sociales, à l'égal des autres, et la question de leur « protection » ne se posera plus.

Mais, du même coup, c'est le statut social de toute l'enfance qui sera modifié ; de cette enfance qu'on « protège » ; de cette enfance que l'on maintient, artificiellement, hors de cette société dont elle a tout à craindre. Dans la société actuelle, c'est une nécessité. Mais cela entretient en retour chez l'enfant l'irresponsabilité, l'infantilisme, le sentiment d'être un mineur, incapable de jugement et d'initiatives, perdu dès qu'il sort des « jupes de sa mère ».

Les enfants, tous les enfants, aspirent « à faire comme les grands ». Et tous souffrent de ce statut social d'être protégés dans lequel la société les relègue. Leur développement, leur épanouissement s'en trouvent brisés et en tout cas limités, justement dans les années où ils pourraient prendre tout leur essor.

Chacun a pu voir, par expérience, combien les enfants s'épanouissent lorsqu'ils se trouvent plongés dans un cercle moins restreint que celui de leurs proches, lorsqu'ils se trouvent dans une collectivité où ils peuvent faire « comme les grands », lorsqu'on les considère, enfin, comme des membres à part entière de la collectivité. Ils n'ont alors pas leur pareil pour l'enthousiasme, la fraternité, les sentiments désintéressés et collectifs.

La société socialiste fera bien plus que « prendre en charge » les enfants. Elle le fera, bien sûr, comme tout autre membre de la société. Mais elle les considérera aussi comme des membres de la société à part entière, ayant comme tous les autres le droit d'apprendre, de découvrir, de se tromper et de mûrir ; le droit d'apporter à la société et le droit de recevoir d'elle. Et cela, rien que cela, sera un changement sans égal.

Les hommes de la société socialiste se demanderont alors avec perplexité par quelle aberration, dans notre société, éduquer les enfants ou... les protéger a pu poser un tel problème à nos contemporains !

#### Entraide et solidarité : des relations naturelles

La famille ne peut assumer seule la lourde tâche d'élever un enfant. Elle a besoin de la collectivité pour cela. Mais pas d'une collectivité qui méprise et brise l'individu. Dans la société socialiste, l'injustice et l'intérêt personnel ayant disparu, les relations entre les individus seront enfin ce qu'elles devraient être spontanément : des relations d'entraide

et de solidarité.

Dans une telle société, élever les enfants ne sera plus un problème ; car la collectivité sera enfin présente à tous les niveaux, dans les quartiers, au travail, à l'école, partout s'établiront des relations sociales. Prendre en charge et aider les autres sera enfin ce que cela aurait toujours dû être : un geste naturel.

### DANS LES FAMILLES D'ANTAN

L'isolement des enfants au sein d'une famille toujours plus réduite est une aberration récente de la société. Dans les sociétés primitives, il est de règle que les enfants soient confiés à l'ensemble du groupe social.

Chez les Indiens Nambikwara du Brésil, pendant que les hommes partent en expédition pour chasser, les femmes et les enfants restent au campement. Ils y mènent une vie très collective, allant se baigner tous ensemble plusieurs fois par jour, partant ensemble en expédition de cueillette ou de ramassage,

quand les provisions se montrent insuffisantes pour préparer un repas qui sera pris collectivement au retour des hommes. Les enfants mènent une existence calquée sur celle des adultes : les fillettes s'initient auprès de la communauté des femmes à préparer les aliments, à filer, tandis que les garçonnets apprennent vers l'âge de dix ans le maniement de l'arc auprès des hommes. Chacun se préparant auprès de l'ensemble des adultes au futur rôle qu'il aura à jouer au sein de la tribu.

Chez les Esquimaux Caribou, l'entrée de tout igloo est libre

et, dès le lever, les enfants vont visiter les igloos voisins pour demander un surplus de nourriture. La coutume veut qu'on ne le leur refuse pas. Et ainsi une péréquation des biens de la collectivité s'établit au profit des plus jeunes.

Et finalement, toute proche, l'ancienne famille paysanne d'il y a cinquante ans, regrouperait autour d'une même exploitation agricole deux ou trois générations. Là aussi les enfants étaient intimement mêlés à la vie des adultes, à leurs préoccupations matérielles.



## lu avec intérêt... lu avec intérêt... lu avec intérêt

### Libération

**RDA :  
la contestation**

« Le 17 novembre 1976, une protestation est rendue publique à Berlin Est par 13 intellectuels et non des moindres. (...) »

Les jours suivants, les « 13 » deviennent 60, puis 100 : acteurs, peintres, compositeurs célèbres mettent en évidence, publiquement, l'existence d'une forte dissidence des milieux intellectuels de RDA. (...) »

Un des premiers signataires, le vieux sculpteur Fritz Cremer, que le chef de l'Etat Erich Honecker venait de saluer chaleureusement à l'occasion de ses 70 ans, reçoit dans sa chambre d'hôpital la visite inattendue du ministre de la Culture, Hans-Joachim Hoffmann. A la suite de cette visite, Cremer retire sa signature, prétextant l'utilisation qui en est faite à l'Ouest. Revirement volontaire ou pression ? Une histoire parallèle permet d'entrevoir une réponse.

Au Märkischen Museum, un restaurateur de tableaux nommé Peter Schwartzbach, dès qu'il apprend la mesure frappant Biermann, accroche une affiche où il a écrit : « Je proteste contre l'expulsion de mon ami Wolf Biermann ». Le lendemain matin, Peter Schwartzbach, comme chaque

jour, se rend au musée. Il n'y arrivera pas et son arrestation ne sera connue que deux jours plus tard. Il sera justement libéré après que Fritz Cremer ait retiré sa signature de l'Appel des « 13 ». Est-ce un hasard : Peter Schwartzbach est le gendre du vieux sculpteur...

Le lendemain matin, 19 novembre, vers 10 heures, un jeune écrivain de 26 ans, Jürgen Fuchs, est interpellé dans la voiture de Robert Havemann. (...) »

Dès le début de la semaine suivante, la radio et les journaux — qui, bien sûr, n'ont pas publié le texte des « 13 » — multiplient les messages de soutien au gouvernement. Un matin, *Neues Deutschland* va jusqu'à en noircir trois pleines pages.

Mais l'excès de zèle n'est pas convaincant. Les messages sont parfois ambigus : l'Association des arts plastiques en profite pour évoquer la « nécessité d'une critique des situations qui ne sont pas dignes du socialisme ». (...) »

Quant au vieux sculpteur Fritz Cremer qui avait retiré sa signature de cet appel, il explique maintenant que le « libre débat d'idées est désormais nécessaire... ».

### Réhabiliter Marty ?

## Quand Rouge se trompe de camp

A l'occasion du vingtième anniversaire de la mort d'André Marty, dirigeant du Parti Communiste Français exclu en 1953 et dénoncé à l'époque par *l'Humanité* comme un traître et un policier infiltré dans le parti, *Rouge*, le quotidien de la LCR, a publié le 27 novembre un article d'une page posant la question de sa réhabilitation sous le titre : « Un procès de Moscou à Paris ».

Cette sollicitude d'un journal trotskyste pour la mémoire de Marty peut surprendre. Marty fut en effet, tout autant que Thorez, un stalinien de la pire espèce. Et s'il fut exclu du PCF, ce fut tout simplement parce qu'il fut le perdant dans les luttes de cliques, purement personnelles, qui se déroulèrent en 1952 pour le contrôle du PCF. Il avait certes, en 1919, été l'un des « mutins de la mer Noire », qui refusèrent de porter les armes contre la jeune république soviétique. Mais après son adhésion au Parti Communiste, en 1923, sa carrière fut rapidement celle d'un parfait bureaucrate.

Lors de la guerre d'Espagne, son rôle dans la répression contre les opposants de gauche le fit surnommer par les militants révolutionnaires espagnols « le boucher d'Albacete ». Et le fait qu'une fois exclu du PCF il ait lu, d'après *Rouge*, les *Leçons d'Espagne* de Trotsky ; le fait que Pierre Frank ait cru bon, comme le rapporte complaisamment Rou-

ge, de prononcer un discours sur sa tombe au nom de la Quatrième Internationale, tout cela pèse d'un bien faible poids dans la balance !

Cette attitude de *Rouge* ne vient d'ailleurs pas d'une erreur d'estimation sur le « repentir » de Marty, mais simplement de son suivisme par rapport à tous les anciens dirigeants du PCF qui, de gré ou de force, ont rompu avec lui. La preuve en est que, pour appuyer sa demande de réhabilitation de Marty, *Rouge* ne trouve rien de mieux que de donner la parole à Garaudy. Un Garaudy dont tout le monde sait — parce qu'il est vivant, lui — qu'il n'a rien d'un révolutionnaire ; qu'il fut tout aussi stalinien que Marty et Thorez ; que sa seule originalité est d'avoir après Mai 1968, souhaité une évolution un peu plus rapide du PCF vers la social-démocratisation.

On se demande bien ce que les camarades de *Rouge* espèrent gagner en entretenant ces illusions sur des hommes comme Marty... ou Garaudy.

Que le PCF réhabilite Marty, en tant que bon stalinien, serait certes dans l'ordre des choses. Mais ce n'est pas notre problème.

Mais demander la réhabilitation du boucher d'Albacete, en tant que révolutionnaire ! Pourquoi alors ne pas demander celle de Staline, calomnié par Khrouchtchev !

P.V.

### rouge

**IRLANDE :  
qui sont  
" les femmes  
pour la paix " ?**

Depuis plusieurs semaines, des manifestations « des femmes pour la paix » ont eu lieu en Irlande. Dimanche 28 novembre, une nouvelle manifestation « contre toute violence » a eu lieu à Londres.

A cette occasion, *Rouge* du lundi 29 novembre publie en première page une photo de John Baez « aux côtés des pseudo-pacifistes » avec le commentaire : « Elle a participé à Londres à une manifestation des « femmes pour la paix », mouvement manipulé par l'occupant anglais en Irlande. » *Rouge* de mardi revient sur ce sujet :

« Qui sont les dirigeantes « apolitiques » de ce mouvement qui ont réussi, en quelques semaines, à organiser une campagne internationale ? (...) »

Betty Williams, la plus connue, aime à se présenter comme une « ménagère » appartenant à la bonne bourgeoisie de Belfast, elle est membre de l'Alliance Party, parti pro-britannique recrutant essentiellement parmi la bourgeoisie et fervent défenseur de l'internement.

Maïread Corrigan est secrétaire particulière du directeur des bières Guinness en Irlande du Nord (connu pour ses pratiques anti-syndicales). Elle est actuellement en congé, payée par son entreprise pour mener sa campagne. Elle a longtemps travaillé pour la Legion of Mary, organisation catholique puritaine fanatique.

Joyce Kelly est la dernière recrue de la direction du mouvement. En 1972, elle squatterait une maison du Waterside de Derry. Cette maison devint rapidement le centre de l'Ulster Defense Association (organisation paramilitaire protestante d'extrême-droite), dans ce quartier à 70 % catholique. En 1973, elle partit squatter une autre maison, expliquant au cours d'un dîner de la British Legion : « Je m'en vais pour que la lie républicaine puisse être nettoyée. »

C'est une paix bien précise que recherchent ces « femmes pacifiques » : celle qui passe par l'écrasement des nationalistes irlandais. »

### COMBAT OUVRIER

**La Soufrière :  
plus jamais  
ça !**

Si le jugement porté par les experts internationaux sur les dangers immédiats représentés par la Soufrière clôt cette affaire dans le domaine scientifique, en donnant raison à Tazieff, pour la population de Basse-Terre rien n'est réglé. *Combat Ouvrier*, bi-hebdomadaire trotskyste antillais, écrit dans son numéro du 24 novembre :

« En effet, jusqu'à ce jour, le sud de la Basse-Terre n'a pas été déclaré zone sinistrée. Ce qui signifie en particulier que le gouvernement se refuse à indemniser les travailleurs, les petits commerçants et les petits agriculteurs pour les pertes qu'ils ont subies par la non-vente ou la détérioration de leurs stocks, par les dommages accusés par les récoltes ou par le bétail, pour le manque à

gagner lié à la perte des emplois.

Dans le même temps où le gouvernement n'hésite pas à subventionner largement les sociétés bananières ou sucrières à la moindre récrimination de celles-ci et avec l'argent des impôts des travailleurs, dans le même temps où, comme c'est le cas en Martinique, l'Etat offre 400 millions aux capitalistes de la SMET, une société du bâtiment, ce même Etat français se refuse à rembourser aux couches laborieuses de la population du sud de la Basse-Terre un seul centime de ce qu'il lui a fait perdre.

Par ailleurs, la population doit exiger qu'en matière de sécurité et de prévisions toutes les précautions soient prises et contrôlables par tout un chacun. »

## UN NOUVEL HEBDOMADAIRE D'EXTRÊME-GAUCHE

« Attention, le dernier ! », tel est le titre d'un encart publié dans le numéro de cette semaine de *l'Outil-Révolution* ! Cet hebdomadaire, édité en commun par l'Organisation Communiste Révolution ! et la Gauche Ouvrière et Populaire dont six numéros sont parus, disparaît. Il n'a plus de raison d'être puisque, le 4 et 5 décembre, les deux organisations tiennent un congrès de fusion. De cette fusion naîtra un nouvel hebdomadaire d'extrême-gauche. Mais il ne paraîtra que le 9 décembre, l'OCR et la GOP se donnant une semaine « pour réfléchir sur une formule à l'image de la nouvelle organisation ».



# La discussion entre la Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière

## Un article de la Ligue Communiste Révolutionnaire

Lors de votre dernier meeting à la Mutualité J. Morand a exposé votre conception de l'unité des révolutionnaires dans le contexte politique actuel.

Il a rappelé la proposition de débats et d'activités communes qui vous ont été faites par les directions de la IV<sup>e</sup> Internationale et de la LCR.

Vous y avez publiquement accepté notre proposition de préparation unitaire des municipales. Ces prises de position, quels que soient les désaccords qui subsistent, sont tout à fait positives. Nos deux directions vont donc se rencontrer pour discuter sérieusement les propositions réciproques. Nous aurons à rendre compte de ces discussions dans nos organes de presse.

Le but de cet article est donc seulement d'apporter pour les lecteurs de LO notre réponse aux faits et arguments politiques avancés par votre camarade F. Duburg dans un récent numéro de LO.

Selon le camarade Duburg, les reproches adressés après coup à Lutte Ouvrière ne sont là que pour la galerie, pour faire croire qu'il s'agissait d'une politique unitaire « tous azimuts ». La preuve serait que nous n'aurions convoqué LO à une réunion « à laquelle étaient également invitées un certain nombre d'organisations, dont le PSU », que dans le 5<sup>e</sup> arrondissement.

Force est de dire, sans pour autant accuser le camarade de manque de sérieux, que c'est faux. Nous avons eu un problème de rencontre en juin dernier entre le BP de la LCR et une délégation nationale de Lutte Ouvrière pour envisager des débats et des activités en commun. Nous avons notamment proposé des campagnes électorales communes dans les législatures partielles à venir et pour les municipales. La réponse de LO fut négative avec trois arguments : 1<sup>er</sup> Nous avons pris l'habitude de présenter nos candidats aux élections. Nous entendons continuer. 2<sup>e</sup> Nous n'avons pas d'activités communes le reste du temps; pourquoi avoir des activités communes lors des élections ? Ce serait électoraliste !

3<sup>e</sup> Et surtout, l'expérience a montré avec la campagne d'Arlette que nous étions capables de toucher un électoralat « populaire » que vous êtes incapables d'atteindre.

Depuis, nous avons eu des contacts pour les élections de Tours, d'Avignon, du Puy. Partout ce

tut un refus d'engager même des discussions unitaires pour une éventuelle plate-forme commune. Quant aux propositions de débat que nous faisons sur la tactique unitaire à l'égard des réformistes et sur la pratique de masse, notamment la pratique syndicale, la réponse fut : « Nous avons des divergences, elles sont connues ! Pourquoi les ressasser ? ».

Par contre, Lutte Ouvrière souhaitait un débat sur l'Internationale, sur l'attitude de la IV<sup>e</sup> pendant la Seconde Guerre mondiale, sur ses positions sur les révolutions coloniales. Nous avons accepté ces débats, qui ont commencé par un échange de lettres et une rencontre avec le Secrétaire Unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale et sa section française, la LCR.

Voilà pour les faits.

Maintenant, sur le fond des accusations politiques, disons que LO devrait choisir ses arguments avec plus de discernement. Selon LO n° 428, il n'est pas question d'unité avec la LCR, car nous sommes à « la remorque » de l'Union de la gauche (sic) et avons la même politique que l'OCI!!! (resic). Selon LO n° 429, on peut discuter avec la LCR bien qu'elle ait des positions ambiguës, faisant la cour au PSU qui capitule devant l'Union de la gauche !

Nous avons des désaccords sur la politique unitaire à avoir vis-à-vis du PSU, certes ! Mais vous savez fort bien que nous avons refusé toute campagne commune qui n'impliquerait pas une critique radicale de la politique réformiste. Vous savez fort bien que dans le 5<sup>e</sup> arrondissement nous ne nous sommes pas contentés d'une déclaration critique sur le Programme commun et avons maintenu notre candidat l'aide de pouvoir obtenir avec le PSU (ou avec vous) une candidature unitaire. Vous savez très bien que dans les Yvelines où nous ne présentions pas de candidats nous avons appelé à voter PSU et Lutte Ouvrière. Vous savez très bien qu'au Puy, où par votre entière responsabilité il n'y a pas eu de candidature unitaire, nous avons néanmoins appelé à voter pour votre candidat.

Quant au fond de vos accusations sur nos prétendues capitulations devant la gauche, elles relèvent de ce sectarisme puéril qui consiste pour une organisation révolutionnaire à accuser toutes les autres organisations révolutionnaires de capitulation. Union Ouvrière, les spartakistes, les Lambertistes vous accusent et nous accusent de capituler. Et,

bien sûr, s'accusent mutuellement de capituler !

C'est comme si nous vous accusions de capituler face à l'Union de la gauche parce que vous avez appelé à voter pour le radical de gauche à Bordeaux (ce que n'a pas fait le PSU !) ou si nous vous accusions de capituler quand vous déclarez qu'il faut voter LO « organisation de gauche » pour « tirer le PC à gauche » et pour que « les espoirs mis par les travailleurs dans l'Union de la gauche ne soient pas une nouvelle fois déçus ». Ou encore, si nous vous accusions de capituler parce que votre slogan de campagne se résume dans cette formule pas exactement tirée du Programme de transition : « Des candidats Lutte Ouvrière, pour que ceux qui en ont ras-le-bol puissent le dire » ! Dire pour autant que vous êtes à la « remorque de l'Union de la gauche » serait ridicule.

D'ailleurs, pour vous rassurer, nous vous répétons ce que nous ne cessons de dire, que non seulement le PC et le PS n'entendent pas sortir du cadre bourgeois, mais qu'ils entendent garder Giscard et la constitution de 1958. Que non seulement ils entendent garder Giscard, mais que Mitterrand fait déjà savoir qu'il n'appliquera même pas le Programme commun, et que le PC ne proteste même pas. Que non seulement ils n'entendent même pas appliquer le Programme commun, mais qu'ils expliquent cyniquement à la bourgeoisie que, « disposant d'un consensus social », ils pourront, eux, appliquer la politique anti-inflation, c'est-à-dire d'austérité, que Giscard-Barre n'ont pas les moyens d'appliquer. Et que, logiquement, ils ne mènent aucune offensive sérieuse contre le plan Barre, se contentent d'attendre les échéances électorales.

Ceci dit, contrairement à vous, nous pensons que les travailleurs souhaitent que le PC et le PS arrivent le plus tôt possible au gouvernement pour mettre fin à la politique actuelle et pour ouvrir la voie au socialisme. Et nous pensons qu'on ne peut répondre à cette aspiration par de simples mots d'ordre revendicatifs, si justes soient-ils, ni escamoter le débat sur les tâches d'un authentique gouvernement ouvrier. Mais nous n'estimons pas que cette divergence relève du crime de révisionnisme et doive empêcher les activités unitaires que nous avons déjà proposées et que nos deux directions doivent discuter.

Pour le BP de la LCR

R. YVETOT

## Quelques précisions

Nous ne pensons pas que l'historique des rencontres passées entre les directions de la Ligue Communiste Révolutionnaire et de Lutte Ouvrière soit d'un grand intérêt. Mais puisque le camarade Yvetot a choisi d'entamer le débat sur ce point, trois remarques s'imposent :

1) « Force est de dire, sans pour autant accuser le camarade de manque de sérieux », qu'il fait erreur quant à la rencontre de juin dernier qu'il évoque. Si celle-ci a bien eu lieu, à la demande des camarades de la LCR, ce fut pour discuter des difficultés de trésorerie de Rouge, et demander à Lutte Ouvrière de consentir à la LCR un prêt pour y faire face.

2) La dernière rencontre où fut soulevé le problème de la participation de nos deux organisations à des élections partielles remonte à avril 1976, au moment des élections partielles de Tours.

3) Enfin et surtout, tout cela n'infirme rien de ce que nous avons dit sur la politique unitaire de la LCR dans ces élections partielles. Si elle avait tant tenu à parvenir à des candidatures communes LO-LCR, se serait-elle contentée du point de vue exprimé verbalement par deux représentants de Lutte Ouvrière sept mois auparavant ?

Les camarades de la LCR ont manifestement déployé beaucoup plus d'efforts pour parvenir à des accords avec le PSU. Nous ne leur contestons bien sûr pas ce droit. Mais nous leur contestons celui de nous reprocher d'avoir refusé des propositions inexistantes.

Quant au fond, nous aurons sans doute l'occasion de reve-

nir plus longuement sur l'ensemble des problèmes soulevés. Et nous nous limiterons aujourd'hui à deux remarques.

La première concerne la politique de la LCR vis-à-vis du PSU. « Vous savez fort bien — écrit le camarade Yvetot — que nous avons refusé toute campagne commune qui n'impliquerait pas une critique radicale de la politique réformiste ». Mais en quoi, par exemple, la campagne du PSU en Corrèze (où la LCR a participé au comité de soutien à la candidate de ce parti) contenait-elle une « critique radicale de la politique réformiste » ? Nous attendons qu'on nous l'explique !

La deuxième remarque concerne ce que la camarade Yvetot dit de la politique que mènerait l'Union de la gauche au pouvoir. Bien qu'il affirme qu'il s'agit là de ce que la LCR « ne cesse de dire », nous avouons que ce n'est pas l'impression que nous cause la lecture de Rouge, et encore moins les interventions de la LCR sur le terrain électoral. Mais nous prenons acte du fait que la LCR pense, comme nous, que, si Mitterrand et Marchais viennent au gouvernement, ce sera pour appliquer une politique d'austérité. Parce que, si cette affirmation n'est pas seulement destinée à être publiée dans Lutte Ouvrière, si elle ressort clairement dans l'avenir de la lecture de Rouge, si la LCR, dans ses interventions électorales comme dans les autres, met clairement en garde les travailleurs contre le fait que l'Union de la gauche au gouvernement mènera la politique de la droite, alors oui, cela facilitera grandement des interventions communes à nos deux organisations.

François DUBURG.





L'entrée de Renault-Flins.

## UN PATRON DE CHOC :

# Le Comité d'Entreprise de Renault-Flins

Dans les grandes entreprises, la gestion syndicale des œuvres sociales et des cantines par l'intermédiaire des comités d'entreprise amène souvent les situations les plus invraisemblables.

A Flins, le CE à majorité CGT emploie aux cantines du personnel en contrat provisoire, notamment des serveuses. Voilà qui est surprenant quand on sait que chez Renault, dans les années 1966-1967, les syndicats ont mené campagne contre ces contrats.

De plus, la direction du CE et les syndicats CGT et CFDT des restaurants ont signé un protocole prévoyant que si les contrats sont renouvelés, le personnel concerné doit être embauché définitivement.

Jeudi 25 novembre, pour ne pas embaucher, la direction du CE annonce qu'elle ne renouvelle pas les contrats de dix serveuses. Dans le même temps, elle embauche d'autres personnes sous contrat provisoire.

Immédiatement, une trentaine de serveuses se mettent en grève et, pour l'équipe du soir, les repas ne sont pas prêts.

### COUP DE COLERE DES OUVRIERS

Voyant que les plats ne viennent pas, les ouvriers vont vers les cuisines pour demander des comptes. Apprenant les raisons de cette perturbation, la colère monte rapidement, un premier verre vole, des tasses...

Pour essayer de calmer les gars, les non-grévistes passent des caquets de poulets, les casiers de bouteilles circulent, chacun prend ce qu'il peut dans la cohue générale.

### LA GREVE

Vendredi, les serveuses s'installent dans la grève, 35 sur 70 environ, essentiellement des syndiquées CFDT et quelques syndiquées CGT, les autres syndiquées CGT travaillant.

Le matin, la CGT distribue un tract virulent dans lequel elle accusait la CFDT d'avoir organisé le pillage de la cantine, mais de licenciements, plus question.

Lundi, la grève continue. Le matin, un délégué CGT au CE aidé par d'ex-délégués éliminés par l'appareil CGT aux dernières élections distribuent un tract dans lequel ils demandent l'annulation des licenciements, l'embauche définitive des serveuses et la démission des responsables et des chefs de service du CE. Cette prise de position lui avait valu, le vendredi, d'être expulsé manu-militari d'une réunion de militants CGT.

Des pétitions reprenant ces revendications commencent à circuler dans les ateliers. Les serveuses rejointes dans la grève par 13 cuisiniers, font elles aussi signer une pétition de soutien.

### LES REACTIONS SYNDICALES

Devant cette situation, la CGT

commence à s'affoler. Dès lundi soir, elle fait annoncer par ses militants que les serveuses sont réembauchées. La CFDT, de son côté, commence à freiner très sérieusement les ardeurs revendicatives.

A la réunion extraordinaire du CE qui eut lieu mardi, elle choisit de ne pas se battre sur les revendications des serveuses et se contenta de voter contre le nouveau protocole d'accord proposé par la CGT et voté par FO, où le paragraphe sur l'embauche a été modifié, et permet maintenant de licencier très légalement.

Seul le délégué qui avait déjà désavoué le CE est intervenu pour défendre les revendications des serveuses, il distribue le texte de son intervention dans les ateliers.

### LE POINT

La grève est terminée. La direction du CE a fait signer un nouveau contrat aux serveuses licenciées. En imposant l'annulation des licenciements, le personnel du CE et surtout des cantines s'est fait respecter, même si les serveuses n'ont pas gagné sur toute la ligne, le nouveau protocole permettant légalement de ne pas renouveler les contrats.

L'affaire n'est pourtant pas terminée complètement : dans trois mois ont lieu les élections au CE et la CGT risque bien d'enregistrer un nouveau recul.

(aciers fins) et aux USA (informatique)... Les démons du passé seraient-ils en train de ressurgir ? (...)

Et, qui sait, un jour peut-être, les habitants du Reich mangeront le bifteck-frites, et les travailleurs des patates à l'eau. Et, pourquoi pas, pendant les cours d'Histoire, nos enfants pourront

apprendre à chanter le fameux « Deutschland über alles »... Le tout est illustré par la tête d'un vampire arborant la croix gammée.

Deux guerres mondiales n'ont pas suffi, sans doute... Si demain la bourgeoisie décide d'envoyer une fois de plus les travailleurs à la boucherie, elle trouvera encore sur qui s'appuyer...

## SUCCÈS DU MEETING-GALA DE L'IMRO

Il y avait beaucoup de monde à la Mutualité, mardi 30 novembre au soir, pour les « six heures » de soutien aux grévistes de l'IMRO, cette imprimerie rouennaise que les travailleurs occupent depuis le 29 septembre 1975, pour empêcher sa fermeture.

Après la projection d'un film sur cette grève, divers forums furent organisés. L'un

des plus intéressants portait sur la démocratie syndicale. Il illustrait le fait que, dans leurs luttes, les travailleurs peuvent aussi avoir à se battre contre les appareils syndicaux, puisqu'à l'IMRO six militants de la CGT furent exclus de ce syndicat pour avoir fait venir à une journée « portes ouvertes » le MIR chilien et d'autres organisations d'extrême-gauche.



Manifestation des ouvriers de l'IMRO, le 16 juillet 1976, contre l'expulsion des locaux.

(AFP)

## HÔPITAL SAINT-ANTOINE (PARIS)

# LE MACARON CRÉE DES BOUCHONS

Jeudi dernier, le faubourg Saint-Antoine a connu une effervescence peu courante à la hauteur de l'hôpital. Excédée par la décision de la direction de ne laisser entrer que les voitures munies d'un macaron, une partie du personnel ne pouvant pénétrer dans l'hôpital avait laissé là sa voiture, créant des embouteillages sur le faubourg.

Il faut dire que nous avons des raisons d'être en colère : ce macaron étant distribué à la tête du client, de nombreux collègues habitant la banlieue se voient obligés de garer leur voiture à l'extérieur. Tout le quartier étant en stationnement payant ou interdit, nombreux sont ceux qui collectionnaient les amendes, quand ce n'était pas les notes de fourrière.

Après une entrevue avec la CFDT, la direction avait déclaré que ce macaron serait distribué aux agents habitant en banlieue nord-ouest et sud, amenant un enfant à la crèche ou handicapé physique, mais serait refusé à ceux habitant Paris ou la banlieue est. Outre que cette mesure était discriminatoire, ces macarons ne devaient pas être distribués avant janvier 1977. Alors, le lendemain, lorsqu'un collègue enceinte, venant d'Orly, s'est vu refuser l'entrée de l'hôpital, cela a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Elle est sortie de

sa voiture et l'a laissée sur place. D'autres agents arrivant derrière ont décidé d'en faire autant. Et en quelques minutes la file des voitures s'est allongée jusqu'au milieu du faubourg. Nous bloquons toujours l'entrée quand, vers 8 h 30, la directrice est arrivée. Voyant qu'elle ne passerait pas, elle est alors sortie de sa voiture, très digne, déclarant qu'elle ne négocierait pas sous la pression et à son tour abandonna sa voiture au milieu de la rue.

Nous étions toujours là une heure plus tard, discutant avec les gens du quartier, lorsqu'ont débarqué des flics en civil. L'un d'eux tenta de déplacer la voiture de la directrice. Mais il fut vite entouré, les gens criant : « Au voleur ! », « On vole la voiture de la direction ! ». Penaud, il dut descendre du véhicule et retourner aux ordres, tandis que l'administration, voyant que nous ne nous laissions pas intimider, nous convoquait pour nous annoncer que les mesures applicables en janvier seraient appliquées dès le lendemain. Mais elle précisait que, ne cédant pas sous la pression (sic), pour aujourd'hui, les gens iraient se garer ailleurs.

Il n'en reste pas moins que la direction a reculé et que tout le monde a ressenti ce recul comme une petite victoire.

## UN CHAUVINISME D'UN AUTRE AGE

Dans son dernier bulletin *Si-dérurgie Nouvelle*, la section du Parti Communiste de Sacilor-Gandgrange-Rombas écrit une page d'un chauvinisme puant.

Sous le titre « Achtung ! L'indépendance de la France est menacée ! », on trouve : « Incroyable ! certaines de nos usines sont bradées aux Allemands de l'Ouest



# APRÈS UN ACCIDENT, GRÈVE VICTORIEUSE CONTRE LES CADENCES

Mercredi 24 novembre, à Aubry, petite usine de la métallurgie dans le Cher, une ouvrière a eu la main coupée par une grosse presse. Nous sommes allés interroger plusieurs ouvriers de l'entreprise.

« — Comment l'accident est-il arrivé ?

— Une manutentionnaire a voulu remettre une pièce bien en place sous une presse. Et parce qu'il faut aller vite, qu'il ne faut pas de temps mort pour faire les valeurs, la camarade qui commande la presse a appuyé machinalement sur le bouton. Notre camarade a eu la main écrasée.

Nous étions bouleversés, nous avions envie de partir. Un représentant de la direction de Paris s'est trouvé dans l'usine dans ce jour-là et il est venu demander comment s'était passé l'accident. Nous en avons profité pour lui dire tout ce que nous avions sur le cœur. Car si notre camarade a eu une main écrasée, c'est parce que les valeurs sont trop fortes. Le représentant de la direction a dit qu'il n'était pas au courant de tous ces problèmes. Notre directeur a même eu le cynisme d'ajouter « qu'après huit heures de travail, nous n'étions plus des hommes mais des robots ».

— Comment la grève a-t-elle commencé ?

— Le lendemain, tout le monde est d'accord dans l'atelier pour ne pas reprendre le travail tant que les valeurs ne seraient pas baissées. Tout l'atelier des grosses presses

est parti dans les autres ateliers pour faire cesser le travail. Toute l'usine est en grève. L'après-midi, le directeur dit vouloir faire tout son possible pour que le problème des valeurs soit réglé. Mais rien de précis sur quand et comment ce sera réglé. Un vote à main levée est organisé sur les propositions de la direction. Pratiquement, tout le monde les refuse et on continue la grève.

— Et le lendemain ?

— Tout le monde est en grève. De nouvelles discussions ont lieu avec la direction, qui cède sur les revendications les moins importantes, mais toujours rien de précis sur les valeurs. Pendant toute la journée, les gens sont restés dans l'usine. Nous avons discuté de nos problèmes, joué aux cartes, tricoté... Sans le bruit des presses ou la fumée des fenwick, on se sentait un peu mieux. Le lundi, un vote a été organisé par les syndicats sur la poursuite de la grève. Il y a eu une majorité de quatre voix pour la poursuite de la grève. Mais ce que nous avons trouvé révoltant, c'est que les chefs non-grévistes et même le directeur votent. Immédiatement après le vote, voyant que nous étions prêts à continuer, le directeur cédait. Les valeurs étaient supprimées jusqu'à ce qu'elles soient révisées. Mais il faudra rester vigilants et contrôler les agissements de la direction ».

Correspondant LO.

# L'EXPLOITATION CHEZ BOUSSAC

(LUNEVILLE)

A Lunéville, 400 ouvriers, en majorité des femmes sans qualification, travaillent chez Boussac, fabrique de vêtements. Lutte Ouvrière a rencontré des ouvrières de chez Boussac.

« Quels sont vos salaires chez Boussac ?

— A l'usine, personne n'a la même paye. Dans des ateliers, on est payé au rendement, dans d'autres à l'heure et partout selon le poste (presse, chaîne de couture...). De plus ce sont les chefs qui contrôlent la paye et fixent le taux horaire pour celles qui sont au rendement. En général une ouvrière gagne autour de 1 400 F par mois. On a aussi deux primes : une à Noël et une aux vacances (150 F chacune) mais on n'en voit jamais la couleur car, si on est malade quinze jours ou si on est absente, la prime saute. La

fiche de paye : elle est complètement illégale, elle ne porte ni qualification ni numéro de Sécurité sociale.

— Et les conditions de travail ?

— Il y a des postes qui sont plus ou moins pénibles mais en général les cadences sont dures. On a souvent des chronomètres sur le dos et bien sûr les chefs font prendre le temps de celles qui travaillent le plus vite. Et puis il y a des postes où les filles sont obligées d'aller chercher leurs pièces à travailler. Ça fait perdre du temps et après il faut le rattraper. A la chaîne, par contre, on n'a pas besoin de se déplacer : les pièces arrivent toutes seules. On peut aussi être changé de poste à tout bout de champ et la paye risque de s'en ressentir.

— Comment sont les chefs ?

— On les a toujours sur le dos, surtout les chaînes. Et là c'est le bagne : on n'a pas le droit de discuter, même de parler, pendant le travail. On a droit à des remarques si on reste trop longtemps au distributeur à boissons ou aux WC (c'est le seul endroit où la direction « tolère » que l'on fume). Bref, on est tout le temps surveillé.

— Y a-t-il un syndicat ?

— Non, car c'est très dur de faire quelque chose et le patron a déclaré qu'il n'y aurait jamais de syndicat dans son usine. Il faut dire qu'il a peur que les ouvriers s'organisent, car il y a tellement de choses scandaleuses et on en a tellement marre de travailler comme des folles pour une paie aussi ridicule que ça risquerait bien de chauffer un jour. »



## Quand les absents votent !

Mardi 24 novembre, deux travailleurs en vacances sont venus voter pour les élections du Comité d'établissement. Et là ils apprennent qu'ils ont déjà voté.

Plus exactement, que quel-qu'un a déjà voté pour eux. Qui et pour quoi faire ? Ce doit être une question inutile. Pour la direction, tous les moyens sont bons pour faire passer ses candidats.

Ne soyons pas surpris si on apprend, la prochaine fois, que Citroën a fait voter les retraités, les mutés, les licenciés... et pourquoi pas les morts.

CITROEN (ST-OUEN)

# Des cadences à l'accident

A Citroën-Saint-Ouen, jeudi 25 novembre dans la soirée, il y a eu un accident sur une presse de la ligne de découpe. Un jeune ouvrier a eu les doigts sectionnés et l'avant-bras transpercé par les poinçons d'un outil.

Il arrive assez souvent que les presses de ce secteur se bloquent et il faut alors les débloquent par des moyens exceptionnels. Dans ce cas-là, tous les systèmes de sécurité sont court-circuités. C'est juste au moment où la presse venait d'être débloquée qu'est arrivé l'accident. Le mécanicien et l'ouvrier travaillant en même temps, la presse est tombée alors que l'ouvrier inspectait déjà son outil.

Si cet accident a pu arriver,

c'est que, comme à chaque fois qu'une machine est en panne, il faut la dépanner au plus vite. Evidemment, tout arrêt de production est une perte d'argent pour le patron. Alors, il y a toujours des chefs sur le dos des dépanneurs pour faire activer le travail et dire : Alors, ça vient ? Ça y est ? Ça marche ? »

La direction a déjà rejeté la responsabilité sur les travailleurs. Eh bien, pour nous, c'est Citroën qui est responsable, car il n'y avait aucun système de sécurité sur ses presses. Des fautes personnelles, des erreurs de manœuvre sont toujours possibles. Mais le rôle de la sécurité, c'est de les prévenir.

Correspondant LO.

HOUILLERES DU BASSIN DE LORRAINE :

# 25 morts en 1976

Après l'explosion du puits V, à Merlebach, qui le 30 septembre dernier avait fait seize morts, deux nouveaux accidents mortels se sont produits aux HBL.

Le 10 novembre, c'était un travailleur qui faisait une chute de 40 mètres, au puits V.

Et le 22 novembre, au puits Simon, alors qu'un aide-boweteur était occupé à la pose de rails, un bloc de rocher s'est dé-

taché du plafond de la galerie, tordant sous son poids le parapluie de protection. Un jeune mineur de 21 ans a été tué sur le coup.

Ces deux accidents portent à 25 le nombre des victimes des HBL depuis le début de l'année. Quand cette machine à tuer s'arrêtera-t-elle ?

Correspondant LO.

# Il n'y a pas que les tranchées de 1914 qui tuent

Deux travailleurs sont morts samedi 27 au matin à Troyes au fond de la tranchée qu'ils creusaient. Un mètre cube et demi de terre a glissé sur eux. Mais lorsqu'il s'agit de terre argileuse alourdie par le poids de l'eau, cela fait plus de deux tonnes.

Ils travaillaient sur le chantier à ciel ouvert, là où s'élèvera dans

quelques semaines l'atelier de nickelage-chromage des établissements Vachette.

La tranchée avait 2,40 m de profondeur et n'était pas étayée. Or une des deux victimes travaillait au fond avec un marteau-piqueur dont les vibrations ont provoqué l'éboulement.

D'après le chef de chantier et

le chef d'entreprise, il n'était pas possible d'étayer au moment précis de l'accident, qui précédait le coulage.

En fait, ce sont deux travailleurs qui ont payé de leur vie l'absence de sécurité sur le chantier. L'un était portugais, l'autre algérien. Et le jeune Portugais n'avait que 17 ans !

LUTTE OUVRIERE



## Le Portugal d'Otelo

de J.-P. FAYE

Dans son livre, J.P. Faye commente des documents rassemblés par le Comité Russel pour le Portugal dont il est membre, qui enquêta au début de l'année 1976 sur les événements du 25 novembre.

En fait, le livre est conçu comme un long plaidoyer en faveur d'Otelo de Carvalho, l'ancien chef du COPCON.

Pour Faye, il s'agit de prouver qu'Otelo de Carvalho n'est en rien responsable de ce qui s'est passé le 25 novembre. C'est une réponse aux accusations lancées contre lui par la droite et le Parti Socialiste.

Et la démonstration de Faye est éloquent. Non seulement le général de Carvalho n'a pas déclenché de putsch, mais encore et surtout il n'a pas levé le petit doigt pour contrecarrer l'offensive des commandos d'Amadora, pour résister à la reprise en main de l'armée, qui préludait à celle du pays.

Comme le montre Faye, de Carvalho commandait et avait la confiance des troupes du COPCON. Les forces du COPCON représentaient plus de 10.000 hommes à Lisbon-

valho n'a pris aucune initiative, n'a lancé aucun appel, n'a mobilisé personne. Au contraire, il a passé l'après-midi du 25 novembre, au moment où les commandos d'Amadora se mettaient en branle, au palais présidentiel. Dans la soirée, il est apparu à la télévision aux côtés de Costa Gomes qui proclamait l'état de siège. C'était dire avec Costa Gomes que la population devait laisser les commandos d'Amadora mener à bien leur opération contre les régiments rebelles sans intervenir.

En fait, Otelo de Carvalho a capitulé le 25 novembre. Capitulé, parce que lui et les officiers « radicaux » du MFA ne voulaient pas dresser les uns contre les autres les différentes fractions de l'armée et surtout, parce que, dans le conflit qui les opposait aux « modérés » et au courant dirigé par Eanes, ils voulaient éviter l'intervention de la population travailleuse. Intervention qui risquait de ne pas s'arrêter au seul soutien à Otelo de Carvalho.

Ces conclusions, J.P. Faye



Avant d'être un des vaincus du 25 novembre, Otelo de Carvalho contribua à la défaite des soldats qui s'étaient soulevés pour le soutenir. (Norma)

ne. Les commandos d'Amadora, qui ont été les seuls à intervenir militairement le 25 novembre, n'étaient que 800. Et encore, c'est avec seulement 200 hommes que Neves, leur colonel, et derrière lui Eanes ont « encerclé » les régiments rebelles et obtenu leur reddition.

Entre 6 heures du matin le 25 novembre, moment où les parachutistes de Tancos, solidaires de Carvalho à qui l'on vient de retirer le commandement de la région militaire de Lisbonne, occupent les bases aériennes, et 8 heures du matin le 26 novembre, moment où sont arrêtés les officiers du COPCON qui ont pris part à la rébellion, Otelo de Car-

valho ne les tire pas. Pour lui, Otelo de Carvalho est le héros du 25 avril 1974 qui, le 25 novembre 1975, est resté dans la légalité et a évité une guerre civile.

Si cette thèse n'est pas la nôtre, son livre contient cependant un certain nombre de documents et d'interviews intéressants, comme le Document des neuf de Melo Antunes qui entama la lutte publique entre les tendances du MFA, et s'il ne peut donner une vision d'ensemble de ce qui s'est passé au Portugal en 1975-1976, il peut être utile à ceux qui recherchent des informations ou des textes précis sur ces événements.

Jacques LENOIR

## Tout fout l'camp

de Hasard d'ESTIN

Un petit livre curieux vient de sortir ces jours-ci en librairie. Il a le format, l'épaisseur, la présentation de *Démocratie française*, la même couverture, à la couleur près... Mais ce n'est pas *Démocratie française*, c'est *Tout fout l'camp*, signé « Hasard d'Estin », et c'est autrement moins emm... que le bouquin de Giscard.

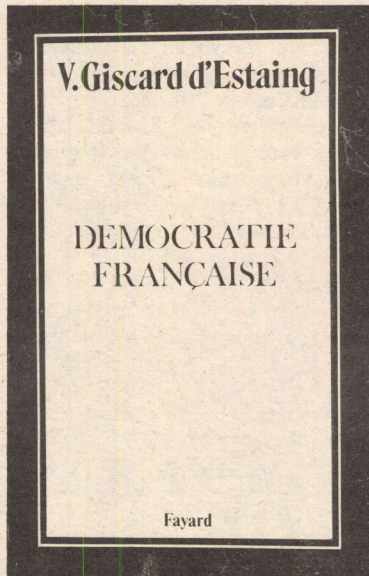
Nous devons cet ouvrage à la plume alerte d'un journaliste du Monde, Poirot-Delpech. L'intention de celui-ci est simple. « Hasard d'Estin », c'est Giscard, mais un Giscard qui dit tout crûment ce qu'il a sur la patate, au lieu de dissimuler le fond de sa pensée — ou l'absence de fond de sa pensée — derrière de grandes phrases creuses... Cela donne un petit livre certes fantaisiste, mais non dénué d'une certaine finesse psychologique et d'une non moins certaine acuité psychologique.

Poirot-Delpech caricature le style vide et pompeux de Giscard, en lui prêtant de grandes envolées du genre :

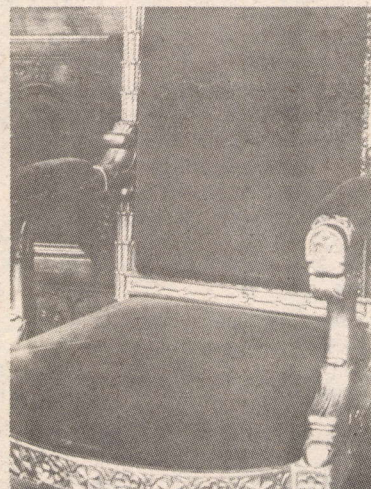
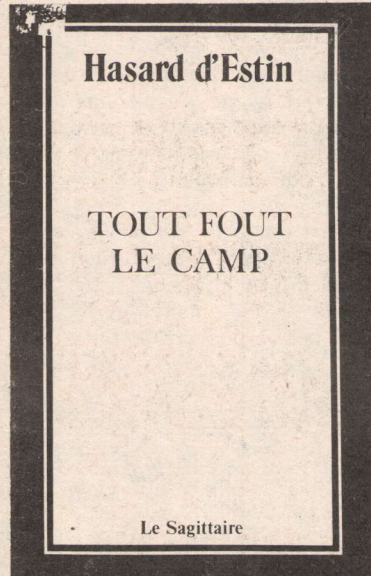
« L'avenir n'est plus ce qu'il était », ou encore « Notre société ne sera unie que quand elle ne sera plus désunie ». Toute la morgue du chef d'Etat, grand-bourgeois condescendant, est parodiée : « Comment s'y prendre chez nous pour que les différences sociales ne se voient pas trop ? (...) Bien sûr, ce sera coton de rabibocher le prolétariat, abusé par un siècle de discours démagogiques, et les dames du monde qui scandalisent « Renault au boulot » fin mai 1968, aux Champs-Élysées. (...) Mais il faudrait, je ne sais pas, moi, que les écarts soient moins voyants et héréditaires. Que des fils de patrons se dévouent de temps en temps pour filer leur fauteuil d'administrateur à des fils de manœuvres, que des cours de balse-main soient payés sur la taxe d'apprentissage ».

Mais par-delà la caricature savoureuse du personnage et de son caractère, le petit livre de « Hasard d'Estin » est au cœur des problèmes politiques actuels. Le titre, déjà, donne le ton : *Tout fout l'camp*... Et de montrer, derrière la parodie, le président de la République peut-être vraiment prêt à tout laisser tomber, tant sa situation politique se dégrade.

De Chirac, Poirot-Despech fait dire à Giscard : « Quand j'y pense, il avait sûrement raison de vouloir des élections anticipées à



Le vrai...



et le plus vrai encore.

l'automne... Oui, c'est évident, j'aurais dû l'écouter... La Banque de France aurait casqué jusqu'au scrutin. J'aurais demandé aux Russes de donner au PC des consignes d'intransigeance avec les socialistes, et à Michel de réveiller le péril gauchiste. Nous aurions ameuté contre le risque de Goulag en France. C'était reparti pour quatre ans... Au lieu de cela, Giscard a mis en avant Barre. Mais a-t-il lieu d'être satisfait ? Certes, « par rapport au bonhomme, je ne suis pas mécontent. Fini, les jeunes loups qui vous coupent la parole, les copilotes qui traversent la cabine en roulant des mécaniques... Il n'y a pas de danger qu'il regarde à ma place la France au fond des yeux ». Mais, car il y a un « mais », « si vous demandez pourquoi il clignote dans le vide sur votre écran, inutile d'appeler le service après-vente, c'est pas votre poste qui est déréglé, c'est lui : il est bigle, il voit pas la caméra, il voit pas à dix-huit mois. Ça n'a pas entraîné, le prof s'est

fait chahuter durement ».

Tout fout l'camp du côté des « amis » et « alliés »... La rancoeur de Giscard à l'égard des faux-ennemis socialistes est aussi profonde : « Vous ferez-vous un aveu ? Mitterrand m'horripile. C'est physique... Je ne supporte pas le culot qu'il y a, pour un bon bourgeois comme lui, à m'envoyer dans les gencives la France des travailleurs et des ménagères aux yeux rougis par la molybde...

Et Poirot-Delpech, malgré les sympathies pro-Union de la gauche de son petit ouvrage, décoche quelques flèches assez acérées à l'endroit des socialistes à la Mitterrand.

Le tout est assez bien vu, cocasse, plaisant. Et si quelques pages sont un peu vides, on pardonne aisément à l'auteur. Cela ne donne à l'ouvrage que plus de ressemblance avec l'original : *Démocratie française*.

Michèle VERDIER

Tout fout l'camp de Hasard d'Estin - Ed. Sagittaire - 15F.

## Silence, on crie

de Marie VAUBOURG

Marie Vaubourg a voulu nous montrer dans son livre la difficulté qu'il y a à être aimée et à aimer en toute liberté, pour une femme.

Le livre est divisé en trois parties. A première vue il s'agit de récits de trois femmes différentes. Mais leur façon de voir la vie, leurs obsessions étant les mêmes, on en arrive à penser qu'il s'agit d'une seule et même personne.

Elle n'arrive pas à vivre, elle est obsédée par un homme. Elle

tourne en rond sans arriver à s'en sortir. C'est son seul point d'attaché avec le monde. Jusqu'au jour où elle tentera de se suicider. Elle croira découvrir alors que la seule responsable de ses problèmes était sa mère. A partir de là, la route de la liberté est ouverte. Elle pourra aimer et être aimée et enfin pouvoir voir le monde qui l'entoure et se battre avec les autres pour la liberté. Très freudien ! C'est un livre ennuyeux, qui

paraît donc long. On n'arrive pas à partager les problèmes de cette femme qui, à force de se prendre pour le centre du monde, de regarder son seul nombril, nous donne la nausée.

On se sent loin de ses problèmes, très loin. Notre obsession à nous, quand on lit ce livre, est l'envie de le fermer avant la fin.

Marie-Claude SOLAC

Silence... on crie de Marie Vaubourg - Collection des femmes.



# «Charlebois s'en vient»

Pour ceux qui découvrent Charlebois, le spectacle donné au Palais des Congrès, devant une salle comble, ne déçoit pas. Il remporte l'adhésion, la sympathie. Pour ceux qui l'attendaient, c'est l'enthousiasme.

On est pris à la fois par la musique et le décor : jeux de lumières sur la scène immense, tantôt paysage boréal, tantôt paysage coloré des Andes ou de Cuba.

Charlebois chante les Amériques. Les voyages à travers l'océan, la découverte des rives du Saint-Laurent, le Labrador et les forêts et les brumes des Grands Lacs. Les images invitent au voyage. Mais c'est aussi l'Amérique des Conquistadors : il chante pour les Indiens, pour l'Amérique qui lutte et il salue les guerilleros et son « ami Fidel ». Bien sûr il est québécois avant tout, comme les musiciens

de son orchestre qu'il appelle avec humour des « québécois presque libres ».

Charlebois est un musicien de talent et, lorsqu'il quitte sa guitare pour se mettre au piano, il est aussi poète. Il chante un autre québécois, Gilles Vignault, qui comme lui aime l'aventure, les voyages au bout du monde et la fraternité.

Patricia MULLAN.

## TELETEL

### sélection

#### Samedi 4 décembre

**TF1** - 20 h 30 - Numéro un : **Guy Bedos**. Des extraits de son très bon spectacle au théâtre de la Renaissance où il passe actuellement.

#### Dimanche 5 décembre

**ANTENNE 2** - 16 h 15 - **Des animaux et des hommes**. A propos de l'exposition présentée au Musée de l'Homme sur les origines de l'homme, une émission sur l'environnement animal de l'homme préhistorique.

**TF1** - 19 h 15 - Les animaux du monde : **la dérive des continents**. La formation des différents continents et la répartition des groupes animaux sur le globe terrestre.

**FR3** - 17 h 50 - Méditerranée : **Un seul Dieu**. L'apparition du monothéisme dans le bassin méditerranéen.

#### Lundi 6 décembre

**ANTENNE 2** - 18 h - **Fenêtre sur : Pourquoi la terre, pourquoi la vie ?** Une émission d'Albert Ducrocq, auteur d'ouvrages de vulgarisation scientifique, sur la formation des premiers organismes vivants.

**FR3** - 20 h 30 - Film : **Le pont de Remagen**, de John Guillermin, avec G. Segal et R. Vaughn. Le

récit d'un épisode authentique de la Deuxième Guerre mondiale, qui s'attache à montrer l'horreur de la guerre d'un côté comme de l'autre du front.

**ANTENNE 2** - 21 h 55 - Alain Decaux raconte : **le général Boulanger**. En 1889 en France, la Troisième République aux prises avec ce général d'opérette, candidat au pouvoir et porte-parole de la droite royaliste, catholique et réactionnaire.

#### Mardi 7 décembre

**TF1** - 20 h 30 - **Spécial événement** : le gouffre, ou sept jours sous la Pierre-Saint-Martin. Ce gouffre des Pyrénées est l'un des plus connus et des plus dangereux pour les spéléologues. Le reportage nous fait visiter les merveilles de ce monde souterrain.

**ANTENNE 2** - 20 h 30 - Film : **Monsieur Smith au Sénat**, de Frank Capra, avec James Stuart et J. Arthur. Ce film politique montre un homme, élu sénateur, aux prises avec la corruption régnant au sein du Sénat. Il a été choisi par les Dossiers de l'écran afin d'introduire le débat sur « **Le Parlement face aux Français** », auquel participeront Alain Poher, Edgar Faure, Marcel Champeix, président du groupe socialiste au Sénat, Robert Ballanger, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, etc.

#### Mercredi 8 décembre

**TF1** - 21 h 50 - Emission médicale, d'Igor Barrère, P. Desgraupes et Etienne Lalou sur **le sommeil**, ses troubles et son rôle essentiel dans la vie des hommes. Différentes personnalités scientifiques participeront à l'émission.

#### Jeudi 9 décembre

**ANTENNE 2** - 21 h - Film : **Le jour se lève**, de Marcel Carné, avec Jean Gabin, Jules Berry, Arletty, etc. Un classique qu'il faut avoir vu.

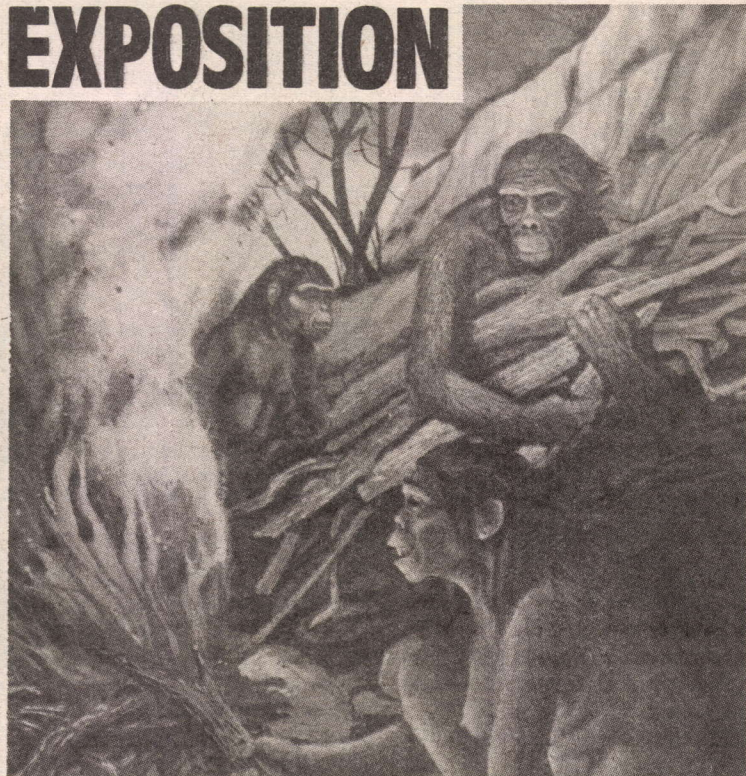
**TF1** - 21 h 20 - L'événement : **dans les couloirs de la mort**. Cinq condamnés à mort, enfermés dans les prisons américaines, se sont entretenus avec un journaliste français. Alors qu'en France des condamnés attendent le résultat du recours en grâce présenté à Giscard d'Estaing, alors qu'aux Etats-Unis plusieurs centaines de condamnés crouissent dans les geôles en attendant la mort, cette émission porte témoignage de la barbarie de notre société.

#### Vendredi 10 décembre

**FR3** - 20 h 30 - **Vendredi** : deuxième partie de l'émission « **Le défi et l'enjeu : les classes moyennes** ». Une enquête sur les cadres et les agriculteurs.

**ANTENNE 2** - 21 h 30 - **Apostrophes** : Alain Peyrefitte, écrivain et lecteur. L'ancien ministre gauliste s'entretient avec Alain Rémond, Jean-Louis Barrault, etc.

## EXPOSITION



Un essai de reconstitution de la vie du pithécantrope, un de nos ancêtres d'il y a près d'un million d'années.

## "Les origines de l'homme"

AU MUSEE  
DE L'HOMME

En ce moment se tient au Musée de l'Homme une exposition intitulée « **Les origines de l'Homme** » qui retrace l'évolution des ancêtres de l'homme depuis 70 millions d'années. Présentée dans un cadre agréable, cette exposition est intéressante à plus d'un titre.

Cela étonne toujours de savoir que notre ancêtre le plus ancien connu à ce jour, un primate du nom de Purgatorius, ressemblait un peu, il y a 70 millions d'années, à une musaraigne dont il avait la taille, ou bien que les premiers « hommes » datent d'environ trois millions d'années et demie. Grâce à des fragments de squelette, des schémas et des explications écrites, le parcours numéroté de l'exposition nous fait entrevoir les grandes étapes de cette évolution, sur une surface relativement réduite.

Par ailleurs, les organisateurs de l'exposition se sont attachés à relier quelque peu les différents stades de l'évolution morphologique des primates, de leur constitution anatomique, avec leurs activités. Ainsi nous sont montrées les pierres taillées, les outils des premiers hommes, leur capacité à maîtriser le feu il y a cinq cent mille ans, ou la façon dont ils enterraient leurs morts il y a une centaine de milliers d'années. Cette première partie de l'exposition étant résumée dans un montage-diapositives.

Une deuxième partie est consacrée plus spécialement à l'évolution de l'homme proprement dit, et les organisateurs tentent d'exposer les différents problèmes qui se posent aux anthropologistes pour classer les êtres dont ils découvrent les vestiges. Cette deuxième partie est elle aussi résumée par un montage de diapositives, d'un abord d'ailleurs assez difficile.

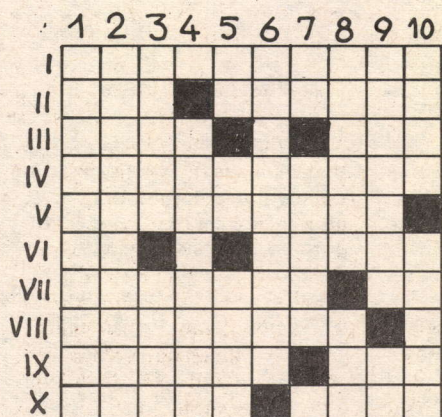
Malgré un souci évident de simplicité en ce qui concerne l'ensemble de l'exposition, le visiteur profane aura sans doute quelque mal à s'y retrouver.

Cependant, il faut aller voir cette exposition, elle permet d'entrevoir la prodigieuse histoire des origines et de l'évolution de l'homme. L'enthousiasme des enfants dans l'exposition en est d'ailleurs la preuve.

Laurent GORDON.

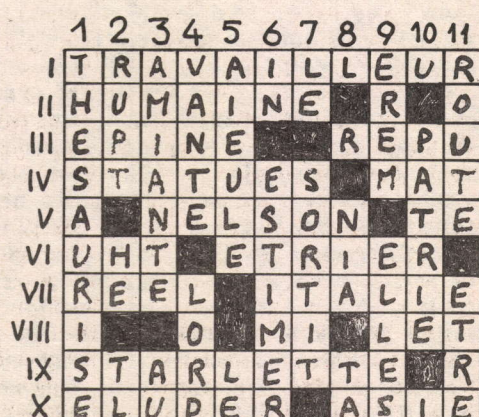
**Exposition** : Les origines de l'homme, au Musée de l'Homme (Palais de Chaillot, métro Trocadéro). Organisée par les laboratoires d'anthropologie et d'histoire du Muséum d'histoire naturelle. Entrée : 8 F (qui donne droit à la visite du musée aussi). Réductions pour les enfants et les étudiants.

## MOTS CROISES



**HORIZONTALEMENT.** — I. On ne fait jamais deux fois la même. — II. Des anecdotes - Sa vie est un roman. — III. On réagit quand on a - Monnaie. — IV. De façon grave. — V. S'étale en colonnes. — VI. Eclairait jadis - Arme blanche. — VII. Convoitons - Négation. — VIII. Restent subalternes quoi qu'on en dise. — IX. Sur le dos quand elles sont sous les fesses - Vient du Jura. — X. Crochets qui justifient bien le nom qu'ils portent - Pas bien doux.

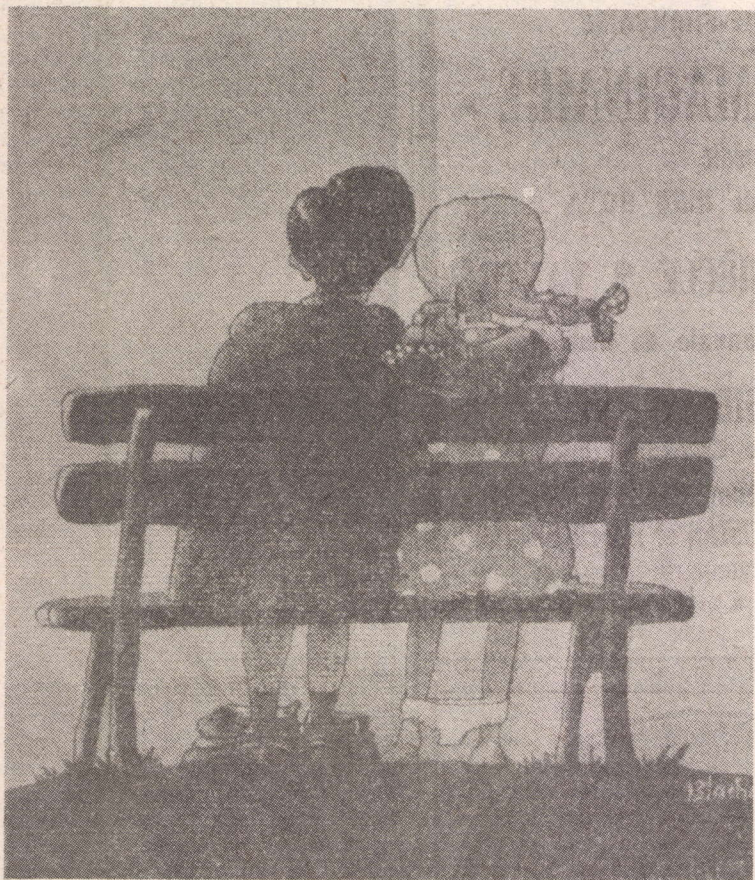
**VERTICALEMENT.** — 1. On ne peut s'y fier. — 2. Peuvent provoquer une crise. — 3. Il lui faut du plomb - Abjects. — 4. Craquelé. — 5. Vieille cité - Dit dans le Midi - Leur pas est inconnu des danseurs. — 6. S'enflamment facilement. — 7. Adverbe - Le prix de Paris. — 8. Poussent leur dernier cri - Quand c'est dedans, c'est gagné ! — 9. Ville américaine du New Jersey - Dans l'air. — 10. Décision autoritaire - Bien entouré.





## La première fois

de Claude BERRI



Le film le plus réussi de Claude Berri est, sans nul doute, *Le vieil homme et l'enfant*, qui racontait la tendre amitié entre un petit Juif, Claude, et un vieil homme, antisémite, incarné par Michel Simon, dans la France occupée. **La première fois**, c'est la suite des aventures du petit Claude. La guerre est finie. C'est le début des années 1950 et Claude, devenu lycéen, essaye de vivre ses premières expériences.

C'est le temps des copains, des premières surprises-parties, des premières étreintes, maladroites, des premiers chagrins d'amour. C'est l'angoisse devant la sexualité, et son complément : les vantardises des garçons parlant des filles.

C'est aussi l'art et la manière de se comprendre, ou pas, entre parents et adolescents. Pour les parents, « l'éducation sexuelle, c'est plutôt une source d'emmerdements ». Ils voudraient comprendre, aider, mais ils sont maladroits. Ils ouvrent les lettres de leur fils en cachette, puis s'ingénient à les refermer, comme si de rien n'était. Charles Denner est touchant dans son rôle de père qui veut bien faire.

**La première fois** met en images des choses simples, qui arrivent tous les jours aux adolescents, d'aujourd'hui ou d'hier. Cela sonne juste et c'est souvent très drôle. Un film sympathique.

J.F.

## Winstanley

de K. BROWNLOW et A. MOLLO

L'action de *Winstanley* se déroule durant la révolution anglaise qui amena Cromwell au pouvoir en 1649. Dans l'armée que celui-ci a rassemblée contre le roi Charles 1<sup>er</sup>, divers courants radicaux sont apparus, notamment le mouvement des Niveleurs (Nivellers), qui affirme le droit de chaque citoyen à participer à la vie politique, qui réclame la convocation annuelle d'un Parlement élu au suffrage universel.

Le mouvement des « bêcheurs », des manieurs de bêche (Diggers), dont Gerrad Winstanley était l'un des leaders, alla plus loin encore et s'attaqua à la propriété privée. C'est ce mouvement que K. Brownlow et A. Mollo ont choisi d'évoquer, en mettant tous leurs soins à cette reconstitution.

Le film commence par une scène de bataille qui fait allusion à la deuxième guerre civile de l'été 1648, où l'armée de Cromwell écrasa de manière foudroyante le soulève-

ment royaliste. Une deuxième séquence montre les discussions au sein de cette armée. Puis, illustrant un texte de Winstanley, le film présente l'expérience des « bêcheurs ».

Tels des squatters, un groupe de paysans pauvres, avec parmi eux Winstanley et William Everard, occupe une colline du Surrey et commence son défrichement. « La terre est un trésor commun à tous » affirment les « bêcheurs », qui réclament la fin de la propriété privée, dans un langage où le vocabulaire religieux et la revendication se mêlent.

Dirigés par le révérend Platt, les propriétaires montent la population contre les bêcheurs et réclament l'arbitrage de l'armée. Le général Fairfax convoque Winstanley et Everard. Ceux-ci se présentent, mais gardent ostensiblement leur chapeau sur la tête. Car, expliquent-ils, Fairfax est leur égal, ayant été créé par Dieu comme eux-mêmes.

Affamés, ébranlés par l'opposition de leurs propres extrémistes, les « ranter », sorte de mystiques illuminés, les Diggers seront finalement dispersés par les hommes de Platt, leurs maisons brûlées et saccagées. A la Pâques 1650, la communauté a cessé de vivre.

Le souci de soigner les détails historiques — le film a été tourné en quatre ans — lui a peut-être fait perdre le rythme et l'intensité dramatique qu'une évocation plus lyrique et moins soucieuse du détail aurait pu lui donner. Mais la puissance et la grandeur des images en font une riche source de réflexion sur un des précurseurs du communisme.

Parce qu'il n'est pas si courant que le cinéma offre un film sur un de ceux qui, par leurs actions et leurs pensées, ont apporté leur pierre à la tâche d'émancipation de l'humanité, c'est un film à ne pas manquer.

Jacques FONTENOY

## Le voyage au bout du monde

de Jacques-Yves COUSTEAU

C'est à la découverte de terres et de mers inconnues, du moins pour le spectateur, que nous convie *Le voyage au bout du monde*. Grâce à l'équipe du commandant Cousteau, embarqué sur la *Calypso*, ce sont les étendues glacées de l'Antarctique qui s'offrent à nous. Et dans cette région inhospitalière l'on découvre nombre d'animaux : certains déjà connus, tels les pingouins ou les phoques, d'autres bien plus rares, comme les baleines à bosses.

Connaître l'existence de ces

animaux est une chose. Les voir évoluer dans leur milieu naturel en est une autre toute différente, qui réserve bien des surprises. Surprise, la nage vigoureuse et rapide du pingouin pourtant si gauche hors de son élément, l'eau. Surprise, cette possibilité du phoque de retrouver après une longue plongée son minuscule trou sur l'immensité de la banquise. Surprise encore, l'abondance de la faune et de la flore marine à une si basse latitude.

Bravant des risques réels, les

plongeurs de la *Calypso* nous entraînent dans les fissures des icebergs ou dans les profondeurs des mers et, ce qui rend ce film si sympathique, c'est cet amour de la découverte de la nature et du monde animal qu'ils savent si bien nous faire partager.

Toutes les images sont fort belles, les commentaires simples et accessibles à tous. Bref, dans ce *Voyage au bout du monde* on ne s'ennuie pas et, ce qui ne gâte rien, on apprend beaucoup de choses.

Georges LATTIER

## sélection films

### FILMS RECENTS

**1900 (2<sup>e</sup> partie)** : Paysans et maîtres dans un petit village italien pendant la période fasciste et la Libération.

Saint-Germain Studio (5<sup>e</sup>) - Arlequin (6<sup>e</sup>) - Paramount Elysées (8<sup>e</sup>) - Cinéma Opéra (9<sup>e</sup>) - Athéna (12<sup>e</sup>) - Paramount Galaxie (13<sup>e</sup>) - Gaumont-Sud (14<sup>e</sup>) - Bienvenue Montparnasse (15<sup>e</sup>) - Clichy Pathé (18<sup>e</sup>).

**BARRY LINDON** : Une belle évocation de la société britannique au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Gaumont Rive Gauche (6<sup>e</sup>) - Hautefeuille (6<sup>e</sup>) - Gaumont Champs Elysées (8<sup>e</sup>) - Impérial Pathé (2<sup>e</sup>) - Gaumont Sud (14<sup>e</sup>).

**UNE FEMME A SA FENÊTRE** : La Grèce du dictateur Metaxas en 1936. La femme d'un diplomate italien sauve un militant communiste pour-

suivi. Elle tombe amoureuse de lui et abandonne son milieu pour défendre ses idées. D'après Drieu la Rochelle.

Hautefeuille (6<sup>e</sup>) - Montparnasse 83 (6<sup>e</sup>) - Balzac (8<sup>e</sup>) - Concorde (8<sup>e</sup>) - France Elysées (8<sup>e</sup>) - Saint-Lazare Pasquier (8<sup>e</sup>) - Gaumont Opéra (9<sup>e</sup>) - Maxéville (9<sup>e</sup>) - Nation (12<sup>e</sup>) - Fauvette (13<sup>e</sup>) - Gaumont Convention (15<sup>e</sup>) - Les Trois Murat (16<sup>e</sup>) - Clichy Pathé (18<sup>e</sup>).

**LETTRÉ PAYSANNE** : La vie quotidienne aujourd'hui dans un village du Sénégal.

La Clé (5<sup>e</sup>).

**MADO** : Sur un fond de crise économique, autour de Mado gravitent un promoteur immobilier, un groupe de jeunes. Un film de Claude Sautet, intelligent et pessimiste.

Omnia (2<sup>e</sup>) - Quintette (5<sup>e</sup>) - George-V (8<sup>e</sup>) - Français (9<sup>e</sup>) - Nation (12<sup>e</sup>) - Montparnasse

Pathé (14<sup>e</sup>) - Gaumont Convention (15<sup>e</sup>) - Les Images (18<sup>e</sup>).

**MONSIEUR KLEIN** : En 1942, à Paris, un riche amateur d'art alsacien va devenir victime des persécutions antisémites et aller, d'abord involontairement puis délibérément, à sa propre destruction.

Capri (2<sup>e</sup>) - UGC Opéra (2<sup>e</sup>) - UGC Odéon (6<sup>e</sup>) - Biarritz (8<sup>e</sup>) - Paramount Montparnasse (14<sup>e</sup>) - Magic Convention (15<sup>e</sup>) - Royal Passy (16<sup>e</sup>) - Paramount Maillot (17<sup>e</sup>).

**NOUS NOUS SOMMES TANT AIMÉS** : En Italie, trois résistants trente ans après. Un bilan émouvant et plein d'humour.

Cinoche (6<sup>e</sup>).

**LA CARRIÈRE D'UNE FEMME DE CHAMBRE** : Une satire des milieux du cinéma italien sous Mussolini.

Cinoche (6<sup>e</sup>) - Bretagne (6<sup>e</sup>).

### ANCIENS FILMS A REVOIR

**L'ENFANT SAUVAGE** : L'histoire de Victor de l'Aveyron, un « enfant sauvage », vue par Truffaut.

Studio Cujas (6<sup>e</sup>).

**LE BAL DES VAMPIRES** : Un pastiche très réussi et très drôle des films de vampires.

Luxembourg (6<sup>e</sup>) - UGC Marbeuf (8<sup>e</sup>) - UGC Opéra (2<sup>e</sup>) - Montparnasse Bienvenue (15<sup>e</sup>).

**LA PLANÈTE DES SINGES** : Un bon film de science fiction.

Colorado (18<sup>e</sup>).

**FANTASIA** : Walt Disney illustre par des dessins animés quelques célèbres œuvres musicales. Une réussite.

Panthéon (5<sup>e</sup>) - Elysées Point Show (8<sup>e</sup>) - Madeleine (8<sup>e</sup>).

**J'AI MEME RENCONTRE DES TZIGANES HEUREUX** :

La vie d'un groupe de Tziganes en Yougoslavie. Pagode (7<sup>e</sup>).

### Des pièces qu'on peut voir :

**MONSIEUR CHASSE**, de Georges Feydeau : Le vaudeville, par l'un des maîtres du genre. Cela ne vise pas loin, mais on rit d'un bout à l'autre.

Théâtre de l'Atelier.

**UNE ASPIRINE POUR DEUX**, de Woody Allen : Allan Félix rêve d'être un séducteur, mais la réalité est moins séduisante. Une satire du comportement masculin.

Théâtre du Gymnase.

**LA BELLE HELENE**, opérette d'Offenbach : L'Antiquité grecque gaiement revue et corrigée. Tout en musique. tout en drôlerie. Bouffes Parisiens.



# L'AFFAIRE GARY GILMORE ET L'INDÉCENCE DE « FRANCE-SOIR »



## PATRICK HENRY SERA JUGÉ A TROYES !

Les avocats de Patrick Henry, qui avaient déposé une requête en suspension légitime demandant que le procès ne se déroule pas dans la ville où le crime a été commis, ont vu celle-ci rejetée. Le procès aura bien lieu à Troyes.

A l'époque, le crime dont est accusé Patrick Henry, l'assassinat d'un enfant kidnappé, avait soulevé une vague d'hystérie collective des partisans de la peine de mort. Certains se prononçaient en faveur du lynchage pur et simple du coupable. Les avocats eux aussi avaient subi cette pression, au point qu'aucun de ceux qui exercent à Troyes n'avaient accepté de prendre

la défense de l'accusé, de peur des représailles. Ce sont des avocats extérieurs à la ville de Troyes, partisans de l'abolition de la peine de mort, qui ont accepté la défense de Patrick Henry.

En refusant, que le procès de Patrick Henry se déroule ailleurs qu'à Troyes, les autorités judiciaires choisissent délibérément de créer un climat de mise à mort. Car à Troyes, la vague d'hystérie criminelle n'est pas retombée. Et avec le déroulement du procès, elle reprendra de plus belle. La justice, qu'on prétend rendre en toute sérénité, le sera cette fois-ci dans les pires conditions.

Le choix de la ville dans laquelle se déroulent de tels procès influe considérablement sur le verdict. M<sup>e</sup> Pollak en donne un exemple probant, dans son livre *La parole est à la défense*. Un accusé avait été condamné à vingt ans de travaux forcés lors d'un premier jugement dans la préfecture voisine du lieu où s'était déroulé le crime. Après cassation, sur un vice de forme, il avait été purement et simplement acquitté dans une autre ville.

C'est déjà un jugement et une condamnation à mort qui viennent d'être prononcés.

T.L.

Gary Gilmore, ce condamné à mort américain qui, gracié et ayant vu sa peine de mort commuée en détention à perpétuité, réclamait à cor et à cri d'être exécuté, sera sans doute finalement fusillé le 6 décembre à l'aube. Dès cette nouvelle connue, un autre condamné à mort américain, White, a réclamé d'être exécuté avant Gilmore. Et dans cette affaire qui illustre la barbarie d'une société n'offrant à certains hommes que le choix entre la mise à mort et la prison à vie, une certaine presse s'est illustrée par un cynisme rarement égalé.

C'est ainsi que *France-Soir* titrait dans son numéro du 2 décembre « **Gilmore exaucé** » ! Et écrivait : « **Gary Gilmore (...)** peut être heureux ». Comme si le désespoir absolu d'un condamné ou sa folie prétaient à sourire. Et le lendemain, dans le même quotidien, le cynisme a encore gravi un échelon. « **La course à la mort — pouvait-on y lire — est engagée et Gary Gilmore, le condamné de l'Utah qui veut absolument être exécuté, risque de la perdre. Il a un émule, Robert White, qui pourrait le coiffer sur le poteau, si l'on peut dire.** »

Ensuite l'article ironisait sur le fait que Gilmore a vendu à un producteur de Hollywood

pour 250.000 F les droits pour faire un film de son histoire. Et *France-Soir* de poser finement la question : « **Mais que vaudra son contrat, si White est exécuté avant lui ?** » Enfin l'article se terminait en expliquant complaisamment que White veut que son exécution sur la chaise électrique soit filmée.

Et, outre l'indécence qui transpire de chaque ligne, de chaque terme même de cet article, ce qui est peut-être pire encore, c'est cette façon de justifier la peine de mort en usant d'un humour on ne peut plus mal placé.

Oui, la peine de mort est une institution barbare. Et ce n'est pas parce que des hommes désespérés ou parce que des déséquilibrés prêts à passer à la chaise électrique pour avoir les honneurs du cinéma la réclament qu'elle en est plus justifiée.

Des condamnés à mort étouffés par leurs remords et souhaitant l'exécution de la peine capitale, cela existe peut-être. Mais si cela est, cela prouve seulement que, pour criminels qu'ils aient été, ils ont encore plus de cœur que les partisans de la peine de mort qui en tirent argument pour justifier cette ignominie.

Pierre PLUMIER

## Les Corneille et les pigeons

Dans sa chasse aux faux « Corneille », la police a marqué quelques points. Lancée sur les pistes des faux-monnayeurs, elle vient d'appréhender plusieurs personnes en possession de 316 fausses coupures de 100 F. Mais comme toujours, c'est aux petits que la police s'en prend, aux artisans, aux ouvriers à domicile, se gardant bien de toucher au principal émetteur de fausse monnaie, qui a pour nom... l'Etat.

A moins que Poniatowski

ne sache pas que l'Etat émet sans cesse, en faisant tourner sa planche à billets sous la haute autorité de son collègue Raymond Barre, distingué professeur d'économie politique, une monnaie de singe qui joue très exactement le rôle de faux billets introduits en fraude dans la circulation monétaire.

A quand la mise hors d'état de nuire du Raymond-la-science de la fausse monnaie industrielle ?

## Que se passe-t-il en Chine ?

Il y a peu, des rumeurs ont fait état de troubles en Chine. Selon les informations de la radio de la province de Fukien, des affrontements auraient eu lieu entre des manifestants et l'armée appelée à intervenir contre eux. Les provinces de Hupeh, du Kiangsi et du Hunan auraient, elles aussi, été touchées par une certaine agitation.

Certes, nous ne savons pas quelle a été l'ampleur de ces mouvements de mécontentement, ni même, après tout, s'ils ont vraiment eu lieu. Nous ne savons pas si la diffusion de ces nouvelles ne constitue pas tout simplement pour le gouvernement de Hua kuofen une simple manœuvre, afin de grossir un peu plus le dossier, déjà lourd, des soi-disants méfaits du « groupe des quatre ». Il peut aussi s'agir d'écarts effectués par certaines couches de la population mobilisées par Hua Kuo-feng, ou de manifestations de mécontentement s'exprimant à travers la situation confuse née de la bataille pour la succession de Mao. Cela expliquerait le rappel de la nécessité de ce que toutes dénonciations et toutes critiques du « groupe des quatre » se fassent sous la direction unique des comités du parti. « N'établissez pas de direction indépendante de cette direction et n'orga-

nisez pas des groupes de combat sous quelque forme que ce soit » clame ainsi le Quotidien du peuple.

Mais ce qui est sûr, c'est que, si des mouvements populaires ont eu lieu, ils n'ont pu être que spontanés. Et que dans ce cas le gouvernement n'utilise le « groupe des quatre » que comme bouc émissaire.

Car la thèse de l'agitation fomentée par les ex-dirigeants évincés ne tient pas. Tout ce que l'on sait, tant des crises précédentes qu'a connues la Chine que de la nature même de son régime, montre que les bureaucrates qui la dirigent — qu'ils soient en place ou dans l'opposition — se sont toujours gardés de faire appel à la mobilisation des masses pour trancher leurs différends.

Toutes les luttes qui ont eu lieu pour la direction du parti et de l'Etat se sont d'abord réglées au sommet de l'appareil d'Etat. Ce n'est qu'ensuite, une fois les « opposants » éliminés, que des manifestations de « masse » étroitement canalisées, contrôlées, ont été organisées dans le seul but de conspuer les vaincus et de faire acclamer les vainqueurs. Les masses populaires n'ont jamais été appelées à intervenir dans ces luttes au sein de

l'appareil gouvernant que pour approuver les décisions déjà prises en leur nom. Et dans la lutte actuelle contre la « bande des quatre » on assiste apparemment au même processus.

La seule mobilisation de masse échappant partiellement à ce schéma que la Chine ait connue, celle de la Révolution culturelle, visait non à régler un problème de direction (Liou Chao-chi était déjà éliminé du pouvoir, de fait, quand les manifestations commencèrent), mais à utiliser la petite-bourgeoisie pour mettre au pas les travailleurs des villes.

Ce n'est pas surprenant. Le régime chinois ne peut se permettre de laisser s'exprimer la moindre des oppositions. Tous les membres de l'appareil d'Etat, qu'ils soient aujourd'hui dans le camp des vainqueurs ou dans celui des vaincus, ne peuvent en aucun cas prendre le risque de mobiliser les travailleurs dans leur lutte de clans. Cela serait trop dangereux, puisque cela pourrait permettre à la classe ouvrière d'exprimer, à travers ces luttes, ses propres revendications.

Et de cela, ceux qui détiennent le pouvoir, comme ceux qui en sont écartés, ne veulent en aucun cas. G.L.